

Le PARI de l'intelligence

Revue d'analyse et d'information du syndicat Action & Démocratie

PENSER LE NUMÉRIQUE
Un danger pour l'école ?

Souffrance au travail
ÇA SUFFIT !

LE CORPS À L'ÉCOLE
Le grand oublié

Brèves et témoignages
PAROLES DU TERRAIN

DOSSIER SPÉCIAL
L'AMENDEMENT
SAMUEL PATY

Remettre debout
l'institution



Découvrez dans ce numéro...

Tous connectés, tous désolés 7

En bref «PIX», nouveau gadget pour élèves en mal de numérique..... 17

Confinement 2020 et Éducation Nationale 2.0 19

Critiques de l'école numérique
Recension et réflexions sur le numérique à l'école 21

En bref L'école de la conf... surveillance 26

Conditions sanitaires et réformes
Que de maux en si peu de temps ! 27

Lettre ouverte témoignage :
Quand le masque devient insupportable 30

Déclaration au Conseil supérieur de l'éducation : Le masque et la peur 31

Le choc de la pandémie 35

Déclaration au Conseil supérieur de l'éducation : Formez vos bataillons ! 39

Travail, santé et bien-être 43

En bref Le management fait des ravages dans l'Éducation nationale,
comme à l'hôpital et ailleurs..... 47

Hygiène et sécurité dans la fonction publique
et dans le secteur privé : une grande disparité..... 49

LP, SEGPA, EREA... il est temps de reprendre la parole ! 53

En bref Des prépas menacées..... 55

Le Saviez-vous ? Aides sociales et Prêts pour l'amélioration de l'habitat 56

En bref Les « projets » nous ont *tuer..... 56

L'obéissance et ses limites..... 57



ACTION & DÉMOCRATIE / CFE-CGC

Siège statutaire

142 rue de Rivoli
75001 PARIS

**Pour le Service d'Adhésions
et toute autre correspondance,
adressez-vous au
Secrétariat National :**

ACTION & DÉMOCRATIE
9 rue de la Charente
68270 WITTENHEIM

Téléphone secrétariat National

07 71 78 84 52
09 50 88 61 54

Permanence secrétariat 9h à 17h

En cas d'urgence :

Walter Ceccaroni
06 81 89 55 55

Site National

www.actionetdemocratie.com

Mail National

adnational@actionetdemocratie.net

Coordonnées académiques sur

www.actionetdemocratie.com

**Le Pari de l'Intelligence
N°2 - Janvier 2021**

Dépôt légal à la parution

Directeur de la publication :
Walter Ceccaroni

Comité de rédaction :
René Chiche, Philippe Herr,
Matthieu Faucher, Nicolas Dejean

Maquette et mise en page :
Güngör Canavar
06 63 60 40 14
canavartistecom@free.fr

Photographies :
Frédérique Evenou, Philippe Herr

ISBN 978-2-36392-434-6

LESEDITIONSOVADIA

**Page 65 - DOSSIER SPÉCIAL : L'AMENDEMENT SAMUEL PATY
Remettre debout l'institution**

P. 66 Déclaration au Conseil supérieur de l'éducation	P. 69 « Amendement Samuel Paty »
P. 68 Présentation du vœu Action & Démocratie /CFE-CGC « Amendement Samuel Paty »	P. 70 L'amendement Samuel Paty, rempart de la liberté pédagogique
	P. 73 La crise de l'autorité républicaine

Lettre ouverte sur la condition enseignante 80

Regards croisés sur le monde du travail 83

Billet d'humeur : Violence à l'école 2019..... 89

Témoignage : Comment se débarrasser d'une professeure ?..... 91

En bref Dans mon établissement, il y a dix ans, on riait en salle des profs 92

Pour en finir avec l'écriture inclusive 93

Appeler un chat un chat..... 97

En bref Les désinstructeurs désinstruits..... 100

Le corps à l'école 101

L'INSERM : l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale..... 118

Fin de carrière : quelles perspectives... ? 123

RUPTURE CONVENTIONNELLE : un dispositif à surveiller de près ! 125

En bref Le retour des compétences..... 127

Action & Démocratie : l'organisation nationale..... 128

**BULLETIN D'ADHÉSION - RÉADHÉSION
au Syndicat National Action & Démocratie 130**

Édito^s

Chères et chers collègues,
Dix ans déjà !

Voilà dix ans que la seule existence d'ACTION & DÉMOCRATIE interroge l'utilité des syndicats qui ont accompagné notre récession depuis plusieurs décennies.

Dix ans de progrès ininterrompus pour un syndicat créé de toutes pièces en juin 2010 et qui jouit désormais d'une reconnaissance institutionnelle et administrative indispensable pour peser sur des décisions toujours plus révoltantes et contre-productives qui précipitent l'Éducation nationale dans l'impasse.

Dix ans pour faire émerger au sein d'un paysage syndical morne qui n'inspire à beaucoup d'entre vous que méfiance et désillusion, une organisation neuve, dynamique, pragmatique et dont l'efficacité est saluée par le nombre croissant de celles et ceux qui se tournent vers nous, souvent après avoir été lâchés par d'autres, pour leur plus grand bien !

Dix ans pour construire pas à pas un outil réellement indépendant et autonome voué à la défense intransigeante, sans faux-semblant ni concession à l'air du temps, des personnels, de leur métier ainsi que des conditions institutionnelles qui le rendent possible.

Oui, la création et la croissance d'ACTION & DÉMOCRATIE démontrent que notre profession n'est pas morte et n'a pas dit son dernier mot. Elles prouvent que le syndicalisme peut se renouveler. Elles donnent enfin à toute une profession de nouveaux moyens de se faire enfin entendre.

Contrairement à ceux qui se sont contentés d'hériter d'une structure qui leur a été léguée par d'autres et dont ils se bornent à accompagner le lent déclin, nous mettons d'autant plus de cœur

à l'ouvrage pour faire vivre notre organisation que nous ne profitons d'aucune rente de situation. C'est du terrain que nous tirons notre inspiration parce que c'est du terrain que nous sommes issus, et nous n'avons pas attendu de constater que les syndicats « historiques » ne soient même pas capables de sauver leurs propres prérogatives sur les commissions paritaires nationales et académiques pour décider la création d'Action & Démocratie et servir ainsi efficacement les intérêts des collègues qui faisaient appel à nous.



Action & Démocratie occupe une place singulière dans l'espace syndical pour une autre raison : nous ne nous résignons pas à l'impuissance où nous ont condamné des organisations qui, par des postures souvent purement politiques ou des actions irréfléchies et sans lendemain, ont surtout contribué à rendre nos professions littéralement sans défense devant les réformes délétères qui nous sont régulièrement imposées ainsi qu'à faire à leur corps défendant du « dialogue social » une simple fiction. Participer à ce simulacre n'est d'ailleurs pas notre choix. Apposer notre logo sur des tracts intersyndicaux auxquels personne ne prête attention et qui usent de la langue de bois n'est pas notre choix. Faire de la figuration dans les médias n'est pas notre choix. Nous rendre aux convocations d'un ministère qui se servirait de notre présence comme d'une caution pour prétendre nous avoir consultés et n'en faire ensuite qu'à sa tête n'est pas notre choix.

Notre choix, c'est d'abord celui de l'intelligence et surtout celui de l'honnêteté. Nous ne tenons pas de double discours et ne faisons pas, dans les

instances, le contraire de ce que nous disons dans nos publications ou devant nos collègues ! Qu'on se reporte, pour s'en convaincre, aux comptes rendus des séances du Conseil supérieur de l'éducation des trois dernières années notamment !

Notre choix, c'est celui de l'intelligence mais aussi celui de l'efficacité. Nous refusons de pousser les collègues à se lancer dans des actions vouées à l'échec qui les exposent parfois à des sanctions, comme ce fut le cas lors de la session 2019 du baccalauréat ou lors des E3C cette année. Nous préférons construire dans l'unité des actions réfléchies, fortes et réellement utiles, mais hélas nous devons nous résoudre à constater que nos appels à la mise en œuvre de stratégies intersyndicales efficaces restent le plus souvent sans réponse.

Aucune organisation n'a ainsi accepté, comme nous le proposons à l'hiver 2018-2019 dans l'élan donné par le mouvement « Pas de vague » et celui des « Stylos Rouges », d'élaborer une plateforme commune autour de quelques revendications essentielles seulement, comme le rattrapage de la perte de pouvoir d'achat.

Aucune organisation n'a accepté de discuter de notre proposition de déposer six mois à l'avance un préavis d'une grève au moment des examens qui nous aurait permis de négocier en position de force, comme y parviennent les syndicats dans d'autres secteurs d'activité.

Aucune organisation n'a non plus accepté de nous rejoindre dans le recours au pénal formé contre le ministre en exercice après les nombreux suicides qui ont endeuillé notre profession au cours de ces dernières années et dont nous vous rendrons bientôt compte.

Aucune organisation enfin ne s'est jointe à nous pour demander la suppression du jour de carence, nous laissant diffuser seuls une pétition qui a déjà recueilli 35 000 signatures mais qui méritait d'en avoir 800 000.

Notre choix est celui de l'intelligence mais il est aussi celui de l'audace car il en faut pour reconstruire un syndicalisme vraiment utile à notre profession et digne d'elle.

Un syndicalisme qui n'ait pas peur de défendre la dignité des personnels de l'éducation et de les représenter comme les cadres qu'ils sont.

Un syndicalisme dont les actes et les paroles ne se nourrissent pas de calculs politiques ou de réflexes pavloviens mais uniquement de nos expériences et de nos échanges avec chacun sur le terrain dont nous portons ensuite le contenu dans toutes les instances, à tous les échelons, sans pratiquer ni la langue de bois ni la soumission devant les autorités.

Pour développer ce syndicalisme dont nous avons tous besoin afin de nous redonner collectivement espoir en notre condition, remettre du bon sens dans les textes et les pratiques, oser appeler un chat un chat, donner à la profession, dans le contexte d'un paritarisme profondément modifié, une représentation plus conforme à ses attentes et sa réalité, peser davantage sur le cours des choses et l'infléchir afin que tous s'y retrouvent, pour tout cela nous avons besoin de votre soutien.

Nous avons besoin de ce soutien non seulement lors des prochaines élections professionnelles bien entendu, qui seront cette fois vraiment décisives pour l'avenir de l'école, mais nous en avons besoin aussi au quotidien et nous vous donnerons, si vous souhaitez vous engager, les responsabilités ainsi que les moyens de poursuivre et d'enrichir à nos côtés les initiatives inédites que nous avons déjà prises sur les thématiques qui forment la feuille de route d'ACTION & DÉMOCRATIE, à savoir :

- La revalorisation du niveau de vie des personnels de l'Éducation nationale.
- La lutte contre l'augmentation anormale des risques physiques et psychosociaux dans l'exercice de nos métiers.

- La vigilance et la lutte contre les dérives d'une administration qui ne respecte pas son personnel.
- La défense et la promotion de l'expertise des professionnels de l'enseignement que nous sommes sur leur métier, laquelle doit être reconnue au quotidien ainsi que dans les plus hautes instances, et aussi bien dans les pratiques que par les textes réglementaires.
- La dénonciation des vraies causes du délitement de l'école et la condamnation sans concession des réformes incohérentes qui ne font qu'aggraver la situation au lieu d'y remédier.

L'Éducation nationale est devenue un grand corps malade qui fournit à une armée de dames patronnesses le moyen de se mettre en valeur, mais ACTION & DÉMOCRATIE existe parce qu'il n'est pas question de nous résigner à cette comédie où beaucoup font semblant bien que cela ne trompe personne.

Avec la Fédération des services publics et dans la confédération CFE-CGC, nous œuvrons de concert comme cela est objectivé par François HOMMERIL, Président Confédéral, dans le présent édito dont vous prendrez connaissance après celui-ci et pour lequel nous le remercions chaleureusement.

De plus en plus nombreux sont les collègues en difficulté qui reportent leur confiance sur notre syndicat et font appel à nous. De plus en plus nombreux aussi ceux qui se disent contents et soulagés en nous écoutant ou en nous lisant d'apprendre qu'ils ne sont pas seuls. De plus en plus nombreux sont les collègues sensibles à la maltraitance institutionnelle qui est devenue la marque de fabrique de la « Maison Éducation Nationale ».

Si vous avez lu ce message jusqu'ici, c'est que vous faites partie de ces collègues de plus en plus nombreux ! Alors n'hésitez plus et rejoignez-nous, soit comme simple adhérent, soit en

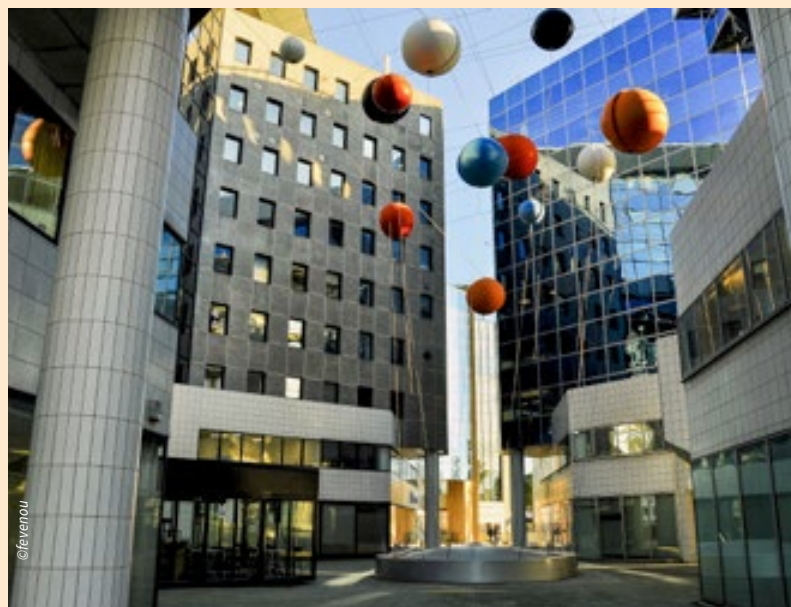
vous impliquant davantage si vous le pouvez et le souhaitez pour poursuivre avec nous l'action commencée voici dix ans et lui donner par vos apports un nouvel élan.

L'équipe qui compose notre Bureau national se renforce tous les ans de cette façon et nous nous réjouissons d'y accueillir des collègues de grand talent. Je reste admiratif et fier de la qualité et la fidélité de leur engagement désintéressé au service d'une cause vitale à notre société. Je remercie vivement celles et ceux qui ont participé à l'élaboration de cette deuxième édition du Pari de l'intelligence. Engagez-vous à votre tour à nos côtés pour agir ; devenez correspondant d'établissements, référent académique de corps ou responsable départemental ; ensemble, reconstruisons le syndicalisme afin de reconstruire l'école !

Je vous prie de croire, chers collègues en mon dévouement et à ma profonde détermination au service de la reconnaissance institutionnelle de celles et ceux qui font vivre l'Éducation nationale.

Walter CECCARONI

Président National d'ACTION & DÉMOCRATIE





Le pari de l'intelligence

Triste bilan. C'est par ces mots empreints de défaitisme que commence ou finit le constat de quiconque se penche sur l'institution la plus importante de notre république, à savoir l'Éducation nationale.

D'abord le bilan social calamiteux d'un monument historique qui menace de tomber en ruines en tous les points de son enceinte. Ici, ce sont les salaires, honteusement éloignés de la moyenne des pays de l'OCDE et moitié moindres qu'en Allemagne, si souvent citée en exemple par nos dirigeants. Là, ce sont des recrutements par concours abandonnés par des jeunes que plus rien n'attire vers le métier d'enseignant et dans une carrière qu'ils savent d'avance dévalorisée, soumise à des directives absconses accouchées d'une administration kafkaïenne.

Il y a ensuite le bilan économique d'une institution qui ne forme ni n'éduque plus. Livrant chaque année de plus en plus de jeunes femmes et hommes démunis, perdus, hagards sur l'embarcadère d'un monde sans pitié. Premier budget de l'État, l'Éducation nationale s'est perdue dans le labyrinthe de la gestion par les coûts, méprisant les acteurs de terrain, enseignants ; glorifiant les esthètes de la médiocrité efficace : gestionnaires et pédagogistes.

Enfin, le bilan moral, effrayant, terrible, comme une chute qui jamais ne s'arrête. Un homme est mort de cet abandon, littéralement livré à ses tortionnaires par ceux-là même qui devaient l'en protéger. Cette incroyable démission surgit aujourd'hui dans la lumière d'un événement tragique, mais elle est à l'œuvre depuis si longtemps que l'on peine à en discerner l'origine. Sauf à rechercher le moment où le politique en vint à décider des « objectifs » et des méthodes, considérant

l'enseignement comme l'auxiliaire d'un projet de société de moyenne ou bas de gamme, monde sans avenir où tout est négociable puisque plus rien désormais n'est essentiel.

Ainsi s'écrit le bilan, comme une descente aux enfers dont on a du mal à croire que le mouvement ne fut pas coordonné.

Instruire ; puis éduquer ; pour finalement et simplement évaluer. Évaluer les politiques publiques, évaluer le potentiel. Comme les mots ont un sens, il s'agira finalement de juger de la valeur à donner à toute chose et à tout être. Dans le projet du grand marché, tout est réductible à une valeur dont la spéculation enrichira certains et appauvrira tous les autres sans considération de la capacité de chacun à vivre selon ses désirs et à se réaliser selon ses capacités. Et les mêmes ayant réussi à dévaluer les diplômes inventèrent les « droits individuels » sous forme de carnet à souche (le « CPF »), marchandisation ultime et vulgaire de la formation qui condamne chacun aux aléas de sa propre conjoncture.

Et pourtant l'école est un sanctuaire, traversé par l'unique chemin menant à l'émancipation. La République laïque est fondée sur l'unicité et l'exigence de son enseignement.

Attaquer l'école, c'est vouloir nuire à la société. L'école est imparfaite dans ses réalisations, l'école manque de moyens et de temps dans un monde soumis à l'impératif du rendement à court terme. L'école souffre mais elle se bat.

Un nombre immense de femmes et d'hommes travaillent au quotidien au nom d'une vocation pour faire vivre l'idéal républicain de l'école.

Nous nous battons à leurs côtés. Avec eux, nous voulons faire le pari de l'intelligence.

François HOMMERIL
Président de la CFE-CGC



Tous connectés, tous désolés

Roland Gori

« Une toute nouvelle pauvreté s'est abattue sur les hommes avec ce déploiement monstrueux de la technique.

[...] Que vaut en effet tout ce patrimoine culturel s'il n'est pas lié pour nous justement à l'expérience ?

[...] Cette pauvreté d'expérience ne concerne pas seulement nos expériences privées, mais aussi celle de l'humanité en général. Et c'est en cela une forme nouvelle de barbarie ».

Walter Benjamin,
Expérience et pauvreté, 1933.

Notre appropriation numérique du monde, la transformation des formes du savoir et des pratiques sociales qui en résulte, semble réduire toujours davantage le sujet humain à ses comportements et aux interactions qu'il peut avoir avec les autres humains ou les systèmes artificiels. Une telle civilisation des mœurs me paraît relever d'une forme de nihilisme : elle dénie la réalité intérieure des humains autant que l'espace relationnel du social au profit des réalités extérieure ou virtuelle. La cybernétique, non seulement conçue comme « science des mécanismes autogouvernés et de contrôle » de l'information, mais approchée comme un paradigme de pensée et de complexe politico-indus-

triel, favorise l'installation de dispositifs techniques de régulation sociale et subjective, conduisant à une obsolescence de l'homme pour reprendre l'expression de Günther Anders¹. Ces formes de régulation sociale et subjectives nous relient en nous isolant, nous isolent en nous connectant. Tel est le paradoxe de notre vie sociale.

Quels sont les symptômes cliniques qui révèlent ce changement profond dans nos valeurs éthiques et politiques ? Comment en sommes-nous arrivés là ? Comment en sommes-nous arrivés à réduire l'équivocité signifiante de la parole et du langage aux signaux binaires de l'information numérique ? Comment en sommes-nous arrivés à ce que dans tous les domaines de la vie affective et sociale, l'information ait pris le pas sur la parole, et ce, par un certain usage de la mathématique et du traitement numérique des données permis par les statistiques et la puissance des ordinateurs actuels ?

Sans pouvoir, dans ce travail, répondre à l'ensemble de ces questions, sans devoir rappeler, à nouveau, ce que cette civilisation « technique » a produit comme

« Comment en sommes-nous arrivés à ce que dans tous les domaines de la vie affective et sociale, l'information ait pris le pas, sur la parole [...] ? »

¹ G. Anders, *L'obsolescence de l'homme. Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle* (1956).

révolution symbolique dans notre manière de voir et de vivre le monde, je centrerai mon travail sur l'analyse de la complaisance du sujet humain à se soumettre à cette manière numérique et technique de voir et de vivre le monde. Le gouvernement totalitaire des hommes, que permet cette manière techno-fasciste² d'administrer la nature et l'humain, n'est pas étranger à notre espèce. Au cœur du psychisme œuvrent des forces obscures qui poussent à la réduction du vivant à des ombres numériques et à des artifices.

Certains symptômes les révèlent, la psychanalyse en comprend le processus. Ce terme de « complaisance » doit être entendu au sens fort du concept freudien d'« Entgegenkommen »³ (Freud, 1905), de facteur favorisant, de « rencontre » faisant coïncider des processus qui assurent l'émergence d'un phénomène. La soumission des individus à cette nouvelle manière de gouverner provient, en partie, d'un processus psychopathologique par lequel le surinvestissement des techniques de communication permet au sujet d'oublier sa réalité psychique, de dénier les angoisses qu'elle mobilise, quitte à entraver sa créativité et à compromettre la fonction de révélation de la parole.

Dans ce monde si incertain, si changeant, dans lequel les repères s'estompent, les techniques, notamment numériques, rendent de précieux services, permettent de s'orienter. Toutes formes de GPS, de

dispositifs d'Intelligence Artificielle, de robotiques et de traitement numérique de milliards d'informations, améliorent notre santé, notre bien-être, nos rapports à l'environnement, aux autres et à nous-mêmes. Il serait absurde et réactionnaire de contester les prodigieux progrès techniques accomplis ces dernières années. Mais, comme se plaisait à le dire Camus, « *il y a toujours des métaphysiques derrière les méthodes* ». La culture d'une administration « numérique » du monde et de

nous-mêmes façonne nos subjectivités et constitue le carburant révolutionnaire d'une nouvelle révolution symbolique dans la civilisation des mœurs. Certaines pathologies que je vais évoquer relèvent de ce nouage entre des processus psychiques et des dispositifs civilisationnels.

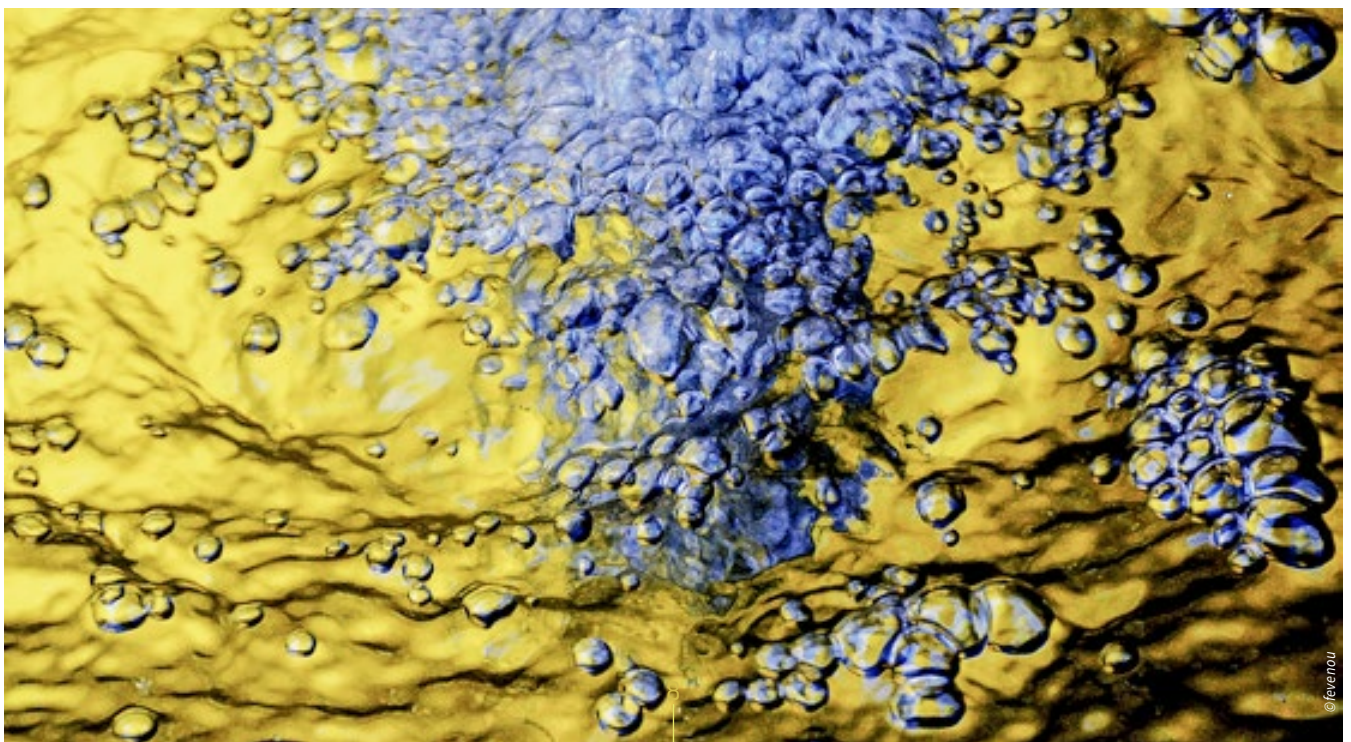
Ainsi, certaines pathologies psychosociales montrent des sujets qui semblent préférer l'ombre à la proie, le monde de l'idéalité numérique à celui de l'expérience sensible, les connexions du web aux relations charnelles.

Il s'agit d'un patient qui s'est fabriqué un avatar sur le Net et est entré en communication avec un autre avatar, féminin celui-là. La communication devient intense et passionnelle au cours du temps. Ils se rencontrent dans des univers virtuels, communiquent amoureusement, partagent leurs activités et leurs vécus, à un point tel que leurs compagnons respectifs

« certaines pathologies psychosociales montrent des sujets qui semblent préférer l'ombre à la proie, le monde de l'idéalité numérique à celui de l'expérience sensible, les connexions du web aux relations charnelles. »

2 R. Gori, *La dignité de penser* (2013) et *L'individu ingouvernable* (2017).

3 S. Freud, « *Fragment d'une analyse d'hystérie (Dora)* », dans *Cinq psychanalyses*, 1905 (PUF, 1954, p. 1-91).



« Les connexions numériques et les robots sociaux nous donnent l'impression d'être entourés sans avoir les contraintes de l'amitié. Notre vie en réseau nous permet de nous cacher les uns des autres tout en étant étroitement connectés. »

commencent sérieusement à s'inquiéter. Les couples « réels » sont désinvestis au profit du couple « virtuel », l'entente des avatars est de plus en plus préférée à la vie des couples réels. L'amour et l'enthousiasme deviennent si intenses que le désir d'une rencontre réelle se fait jour. Une véritable passion « virtuelle » s'installe qui rend indispensable la rencontre des corps, quitte à mettre leurs couples respectifs en péril, et malgré une distance géographique qui rend improbable la possibilité d'une vie commune. Ils finissent par se rencontrer dans la ville où habite la jeune femme, font l'amour et, déçus l'un et l'autre, mettent un terme à leurs échanges. La vraie vie s'était montrée décevante par rapport à la vie virtuelle des avatars numériques.

C'est comme si ces sujets avaient trouvé dans la soumission aux dispositifs civilisationnels incitant à numériser le monde et le vivant, le moyen d'échapper à leur intimité comme aux contacts avec l'autre tout en restant connectés à l'extérieur par les êtres numériques. Ces sujets consomment de plus en plus de technologies tout en s'impliquant de moins en moins dans les relations humaines. Leurs analyses rejoignent les observations cliniques rapportées par Sherry Turkle dans son livre *Seuls ensemble*, sous-titré dans sa traduction française *De plus en plus de technologies, de moins en moins de relations humaines*. Sherry Turkle écrit très justement : « *La technologie nous charme lorsque ce qu'elle a à nous offrir parle à notre fragilité humaine. Et nous sommes en effet fragiles. Nous souffrons de la solitude alors que l'intimité nous effraie. Les connexions numériques et les robots sociaux nous donnent l'impression d'être entourés sans avoir les contraintes de l'amitié. Notre vie en réseau nous permet de nous cacher les uns des autres tout en étant étroitement connectés.* »

Ces nouvelles technologies sont aussi le produit d'un développement scientifique, industriel, technique qui entre en coïncidence avec une certaine manière de voir le monde, de gouverner l'humain, et de les fabriquer. Ce sont des faits de civilisation, au sein desquels les formes du savoir sont inséparables des formes de pouvoir, des pratiques sociales. Le problème de notre relation aux êtres numériques s'insère dans

un rapport au monde en général qui tend à réduire les communications humaines à des comportements et à des interactions, et à modeler l'humain sur l'artefact de la robotique.

À partir de ce moment-là, les messages qui miment des émotions et des affects peuvent suffire pour investir la réalité « virtuelle » comme si elle était vraie. Et nous pouvons y prendre goût. La technique vient alors en lieu et place de l'expérience sensible, révolutionnant notre rapport à nous-mêmes et aux autres. Cette culture d'une administration « numérique » du monde et de nous-mêmes façonne nos subjectivités et constitue le carburant révolutionnaire d'une nouvelle révolution symbolique dans laquelle la technique devient notre destin. C'est ce qu'écrivait Günther Anders : « *La technique est désormais notre destin, au sens où Napoléon le disait, il y a cent cinquante ans, de la politique, et Marx, il y a un siècle, de l'économie* » (Anders, 1956, p. 22). Freud avait ajouté l'anatomie érotique. À cette anatomie érotique, notre culture substitue une biotechnologie qui fait ressentir à l'humain cette « honte prométhéenne » d'avoir été créé face aux choses fabriquées à la perfection. C'est cette humiliation de l'humain devant les machines dont parle Günther Anders lorsqu'il évoque « l'obsolescence de l'homme ».

Au Japon, un phénomène d'autisme social, nommé otakisme, préoccupe les autorités. Il s'agit, le plus souvent, de jeunes hommes qui vivent quasi uniquement dans un « logis » informatique, refusent les pratiques sociales ordinaires, et organisent leurs vies quotidiennes de manière hypertechnique. Il s'agit véritablement de pratiques de vie alternatives au sein desquelles le cyberspace est préféré au monde réel et concret, où les technologies informatiques et vidéoludiques se substituent aux relations de chair, où le fétichisme de l'image permet une vie sexuelle et sociale « médiatique », comme la nomment les auteurs (Griner et Furnari, 1999) qui ont étudié le phénomène. Une communauté « médiatique » et impersonnelle peut venir se substituer à la famille et aux amis. Les auteurs remarquent d'ailleurs que le terme otaku est employé par les Japonais lorsqu'ils ont besoin de s'adresser à quelqu'un sans désirer approfondir la relation personnelle. Le lien social n'est pas rompu, il est restreint en somme à l'usage de la « télécommande » dans les relations aux autres membres de la communauté médiatique. Les affinités électives avec les nouvelles technologies sont évidentes : l'appropriation du monde et des êtres se fait de manière « virtuelle ». Le soi et l'autre sont réduits à un « paquet d'informations » à traiter comme dans un

jeu vidéo. Les observations cliniques les plus courantes soulignent la présence d'au moins trois symptômes : l'inertie (manque d'énergie), l'absence d'émotion et l'indifférence au monde concret. Ces comportements aboutissent chez les adolescents et les jeunes adultes à une démission sociale, à une désertification des rapports humains. L'isolement social peut conduire à une autre pathologie, décrite également à partir des expériences japonaises, le hikikomori.

Il s'agit d'un phénomène psychosocial qui touche le Japon depuis les années 1990 et qui commence à apparaître et à être étudié en France. Ce mot, hikikomori, signifie « se retrancher » en japonais ; il décrit le comportement d'adolescents et de jeunes adultes, essentiellement des garçons, qui vivent reclus dans leur chambre pendant des mois ou des années, sans le moindre contact extérieur. Il existe un éventail de situations assez larges qui ne permet pas d'identifier une pathologie psychiatrique avérée : le symptôme commun à tous ces « cas », graves ou légers, réside dans le retrait social, le décrochage scolaire ou professionnel au profit des connexions numériques. Il n'y a pas de profil type et il est possible que cette pathologie, au croisement de la crise d'adolescence, de l'irruption des nouvelles technologies, des fabriques actuelles du lien social, du malaise contemporain, soit sous-estimée. Sans développer la description et l'analyse de ce comportement d'isolement social, j'en soulignerai un élément important pour ma problématique : cette « phobie sociale » concerne moins l'angoisse du monde extérieur que l'implication relationnelle et affective qu'il requiert. Ce qui est évité, ce qui mobilise l'angoisse et exige le retrait, réside dans le contact humain avec un autre fait de chair et de sang, un autre singulier, concret et forcément mystérieux. L'autre comme « opa-

« Cette évasion dans un monde interconnecté dans lequel les êtres virtuels sont préférés aux êtres de chair et de sang, devient plus fréquente qu'on ne le croit. Sans verser dans une pathologie sociale avérée et repérée, nombre de comportements relationnels et sociaux attestent de cette appropriation numérique du monde et des autres aux dépens du vivant. »

cité particulière » (Glissant, 1997, p. 418), énigme qui convoque la relation éthique (Levinas, 1982), voilà la source de l'angoisse... ou la désillusion. Les réseaux numériques, les postes de télé-vision, les écrans des nouvelles technologies font fétiches à cette relation d'inconnu que constitue la rencontre humaine. Cette évasion dans un monde interconnecté dans lequel les êtres virtuels sont préférés aux êtres de chair et de sang, devient plus fréquente qu'on ne le croit. Sans verser dans une pathologie sociale avérée et repérée, nombre de comportements relationnels et sociaux attestent de cette appropriation numérique du monde et des autres aux dépens du vivant.

[...]

La solution technique à nos problèmes sociaux et politiques se révèle de même nature que le mal qui les engendre. Le complexe technico-industriel propose à l'homme moderne, mutilé de sa part sensible et poétique, de sa part de rêve, de la remplacer par l'ombre publicitaire et marchande des êtres numériques. Comment ne pas reconnaître dans les bruits de nos activités numériques, au premier rang desquels la frénésie à communiquer et à informer, cette infirmité culturelle autant que subjective qui chasse « l'oiseau de rêve qui couve l'œuf de l'expérience » (Benjamin, 1972, p. 126) ?

Comment ne pas rapprocher ces évocations cliniques de la fabrique d'un « homme numérique » qui a fait de l'informatique son mode de vie pour « rencontrer son prochain dans des quartiers numériques » (Negro-Ponte, 1995) ? Et si nous nous contentions de « vies virtuelles » ? Et si nos vies étaient déjà, sans que nous le sachions, inscrites dans le virtuel ? Philip K. Dick, dès 1959, a anticipé cette omniprésence de la réalité virtuelle dans nos vies. Dans le roman *Le temps désarticulé*, le héros, modeste citoyen d'une



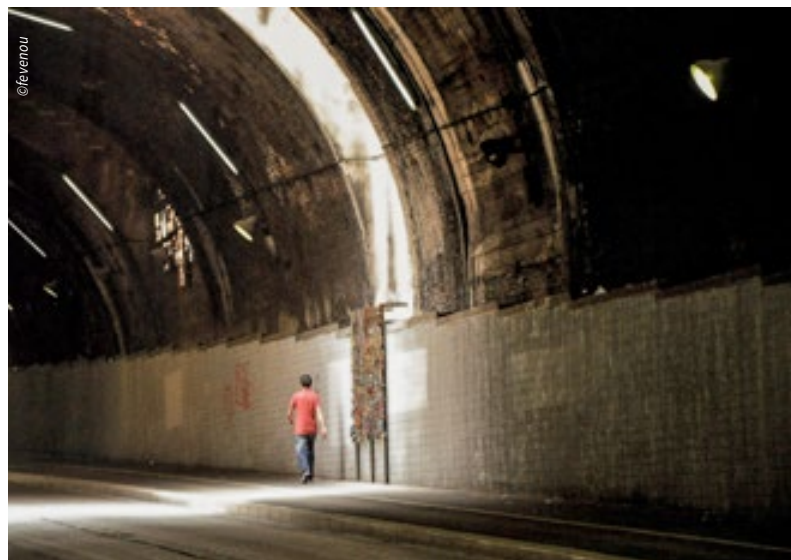
« Les expériences, de plus en plus fréquentes aujourd'hui, qui consistent à entrer en contact avec des ersatz d'humains, êtres numériques ou robots, auxquels on prête des intentions, réactivent l'anthropomorphisme et la pensée magique présents chez tous les humains, et que les religions monothéistes ont combattus. »

classe moyenne d'un État républicain des États-Unis, découvre peu à peu qu'il vit dans un quotidien et une ville qui ne sont que des mirages mis en scène pour pouvoir le satisfaire et lui permettre d'exister. Un monde parfaitement numérique, un monde de « papier », une réalité purement virtuelle. Il y a plus d'un demi-siècle, Philippe K. Dick évoquait un environnement virtuel, dématérialisé, « décorporé », un monde où l'humain a « lâché la proie pour l'ombre » (Freud, 1915). En perdant la valeur propre au langage, à la parole et au récit, c'est le monde que nous perdons, le monde que nous avons en commun, et auquel nous substituons un monde virtuel. Un monde parfaitement numérique en somme, un monde de « papier »... ou un système d'exploitation informatique, une réalité virtuelle.

La presse s'est fait l'écho des cas de « no life », comme par exemple l'existence d'une « *cybergamie, nouvelle cause de divorce* » (Buob, 2007). Dans cette seconde vie (Second Life), l'internaute peut ainsi se fabriquer un avatar qui lui ressemble, mais en mieux, riche, plus jeune, exerçant avec succès un métier. Un avatar est un double que nous avons façonné selon nos envies, nos désirs. Ce double de nous-mêmes rencontre chez des amis des « avatars eux aussi », telle cette jolie femme, double relooké par rapport à celle qu'elle est en chair et en os. Addicts de Second Life, les internautes peuvent y passer jusqu'à vingt heures par jour. Le nombre de patients (surtout des femmes) qui se plaignent auprès de moi du délaissement, du désinvestissement de leurs compagnons au profit de ces mondes virtuels, s'accroît d'année en année. D'après Jacques Buob, l'auteur de l'article du Monde, qui date de 2007, on recenserait « *de plus en plus de couples brisés pour cause d'infidélité virtuelle* » et « *avoir une épouse dans chaque monde est une situation de plus en plus fréquente, qui pose des questions nouvelles et intéressantes sur les plans psychologique et juridique* ». Les histoires d'avatars ne finissent pas toujours mal, il y a des avatars qui permettent aux humains de rester ensemble. Certes, mais seuls. Sherry Turkle

évoque le cas de ce patient qui entame des relations érotiques avec un avatar, et partage plus volontiers ses inquiétudes, concernant l'argent, la récession, le travail et ses problèmes de santé, avec l'ombre numérique qu'avec sa vraie femme (Turkle, 2011). Il ne faut pas non plus oublier que les souffrances psychiques qu'exhume le travail psychanalytique échappent à l'observation des comportements. C'est ainsi, comme le remarquait Winnicott que « *certain individus peuvent mener une vie satisfaisante et même réaliser quelque chose d'exceptionnellement valable et pourtant être schizoïdes ou schizophrènes. Ils peuvent être tenus pour malades, au sens psychiatrique du terme, du fait de la faiblesse de leur sens de la réalité. Il en est d'autres, ne l'oublions pas, qui sont si solidement ancrés dans la réalité objectivement perçue qu'ils sont malades, mais dans la direction opposée : ils ont perdu le contact avec le monde subjectif et se montrent incapables de toute approche créative de la réalité* » (Winnicott, 1971, p. 93).

Les expériences, de plus en plus fréquentes aujourd'hui, qui consistent à entrer en contact avec des ersatz d'humains, êtres numériques ou robots, auxquels on prête des intentions, réactivent l'anthropomorphisme et la pensée magique présents chez tous les humains, et que les religions monothéistes ont combattus. Par passion animiste, l'enchantement de notre monde désacralisé devient possible, et s'oppose à cet univers sans dieux dans lequel la fiction est dépréciée, dévalorisée, au profit de la rationalité instrumentale et du positivisme poussé, parfois, au cynisme. Ces robots, ces avatars et ces systèmes informatiques répondent à un désir d'imaginaire. Leurs formes et leurs fonctions sont des capteurs de fantasmes. Ils s'offrent comme les enveloppes formelles des désirs inassouvis et de la chair endeuillée par la vie monotone et triste des



quotidiens ordinaires. Il y a une promesse messianique au cœur des messages publicitaires concernant les robots et autres avatars numériques.

L'Arabie Saoudite ne vient-elle pas d'accorder au robot Sofia le statut de citoyen ? À croire que dans ce pays, lorsqu'on est de genre féminin il vaut mieux être robot qu'humaine pour faire reconnaître ses droits ! Comment, une fois encore, ne pas évoquer André Malraux invitant à donner à notre siècle la « spiritualité » qui lui manque ? Cette spiritualité qui se révèle comme la dimension spécifique de l'humain : « *Le drame de la civilisation du siècle des machines n'est pas d'avoir perdu les dieux, car elle les a moins perdus qu'on ne dit : c'est d'avoir perdu toute notion profonde de l'homme* » (Malraux, 1955). Ce retour de l'animisme aujourd'hui ne me paraît pas devoir être considéré comme le monopole de la culture japonaise : il est une réaction à cette désacralisation du monde et à ses conséquences (Gori, 2017).

André Malraux avait eu cette géniale intuition prophétique : « *Je pense que la tâche du prochain siècle, en face de la plus terrible menace qu'ait connue l'humanité, va être d'y réintégrer les dieux* » (Malraux, 1955). Non sans avoir souligné, précédemment, que « *depuis cinquante ans, la psychologie réintègre les démons dans l'homme. Tel est le bilan sérieux de la psychanalyse* » (ibid.). Aujourd'hui, dans cette exigence sociale et subjective de réintégrer les dieux pour retrouver l'humain, les robots tendent à remplacer le psychanalyste... Le numérique a son propre écosystème, son algèbre, pour ré-enchanter un monde désacralisé ! Les « esprits » numériques dont nous peuplons notre monde, et auxquels, parfois, nous rendons quelques cultes, ne sont pas sans pouvoirs réels ni sans influences. Cette solution à nos problèmes subjectifs et sociaux appartient à l'esprit du temps, à celui d'une société de la marchandise et du spectacle. L'humain est ce qu'il « mange », et ce qu'il mange aujourd'hui c'est le numérique, sa grammaire, son langage qui fait prévaloir la forme et la syntaxe sur le sens du message.

L'invitation au voyage imaginaire transite par le vecteur des techniques, techniques de vente et de publicité qui, plus encore

“ Les systèmes d'exploitation informatique deviennent des enjeux et des supports érotiques, ouverts à la fantaisie, à l'imaginaire et à la pensée magique et animiste. Et ce, jusqu'à l'addiction. ”

qu'hier, captent le désir. La connectivité s'est mise au service de l'échange, s'est mondialisée, créant un immense marché qui pousse sur les ruines des autres manières de « fictionner ». Les systèmes d'exploitation informatique deviennent

des enjeux et des supports érotiques, ouverts à la fantaisie, à l'imaginaire et à la pensée magique et animiste. Et ce, jusqu'à l'addiction. Comme la drogue, dont ils peuvent être un substitut, les robots sociaux et les êtres numériques apparaissent comme des « *briseurs de soucis* » (Freud, 1929, p. 265).

Dans Malaise dans la culture, Freud précise la fonction du toxique dans l'économie libidinale des individus et des peuples, il écrit : « *On ne leur sait pas gré seulement du gain de plaisir immédiat, mais aussi d'un élément d'indépendance ardemment désiré par rapport au monde extérieur. Ne sait-on pas qu'avec l'aide du “briseur de soucis” on peut se soustraire à chaque instant à la pression de la réalité et trouver refuge dans un monde à soi offrant des conditions de sensations meilleures ? Il est connu que c'est précisément cette propriété des stupéfiants qui conditionne aussi leur danger et leur nocivité* » (ibid.). À prendre toute la portée de cette analyse de Freud, on mesure à quel point la fonction du toxique se révèle comme une récusation du monde extérieur et de la menace qu'il contient. Ce dont le praticien fait l'expérience dans le travail psychothérapeutique particulier avec les patients toxicomanes. Ce qui me semble éclairer les processus en œuvre avec les consommateurs compulsifs d'artefacts sociaux que sont certains addicts au no life et autres systèmes d'exploitation numérique. L'autre altère l'autarcie que tente vainement de maintenir jusqu'à un certain point la prise de toxiques.

[...]

Je voudrais simplement attirer notre attention sur un point : ce que nous gagnons en communication permanente par les réseaux numériques, nous le perdons parfois en révélation par la parole. Pour le dire autrement, la connexion n'est pas le dialogue, dialogue avec l'Autre et avec nous-mêmes, et sortant de

“ ce que nous gagnons en communication permanente par les réseaux numériques, nous le perdons parfois en révélation par la parole. Pour le dire autrement, la connexion n'est pas le dialogue ”



la solitude nous n'en restons pas moins isolés, esseulés ! Telle est la thèse de ce travail. Un malentendu s'accroît tous les jours davantage, loin de nous sortir de l'isolement, l'infobésité nous y maintient, tout en nous privant de la solitude nécessaire à la pensée (Gori, 2011 ; 2014).

La psychopathologie décrit et analyse les « défenses maniaques » des sujets qui fuient la reconnaissance de leur réalité psychique, les angoisses dépressives qui la constituent, en cherchant dans l'excitation et la communication avec le monde extérieur les moyens de la dénier ou de la mépriser. Winnicott (1935), plus sans doute que tout autre analyste, a mis en évidence cette incapacité de certains individus à donner sa pleine signification à leur réalité intérieure. C'est un peu comme si nous avions affaire à des individus qui se mettraient en permanence à la fenêtre pour ne pas avoir à regarder ce qui se passe chez eux ! De tels sujets fuient la solitude qui les contraint à penser et à éprouver les mystères de leur être, et recherchent avidement les connexions et les excitations avec le monde extérieur auquel ils peuvent imputer la cause et l'origine de ce qu'ils ressentent. La subjectivité et la liberté requièrent la présence d'autrui, d'un Autre auquel ils s'adressent et dont, en retour, ils reçoivent leur message sous une forme inversée. Cette réalité intérieure, le sujet n'en aperçoit l'existence que dans des formations psychiques qui s'actualisent dans des relations aux autres et à soi-même. Simplement, cet

autrui, cette incarnation de l'Autre ne saurait être confondue avec une configuration de signaux, un paysage numérique de stimulation et de réaction. L'Autre est un lieu du langage qui ne saurait être confondu avec les signaux ordonnés, sans ambiguïté, du langage animal. C'est cet Autre-là qui est obturé, saturé par les connexions modernes, les stimulations permanentes du corps et des sens dont Michel Foucault (1976) avait pressenti la fonction de censure. Ce qui est censuré, et qu'illustrent les observations auxquelles je me suis reporté, c'est l'Autre du social autant que de la subjectivité. Notre culture a sa part dans la fabrique du déni de cet Autre.

Comment ne pas reconnaître dans les valeurs de notre civilisation la part qui est la leur dans la fabrique des symptômes ? Comment ne pas reconnaître dans les bruits de nos activités, au premier rang desquels la frénésie à communiquer et à informer, cette infirmité culturelle autant que subjective qui chasse « l'oiseau de rêve qui couve l'œuf de l'expérience ? Au moindre bruit dans le feuillage l'oiseau s'envole. Dans les villes – où il n'est plus d'activités qui soient intimement liées à l'ennui – il ne trouve déjà plus aucun endroit pour faire son nid et, même à la campagne, il lui est de plus en plus difficile de s'établir. Ainsi se perd le don de prêter l'oreille, et de ceux qui prêtent l'oreille la communauté disparaît » (Benjamin, 1972, p. 126) ? Dans cette frénésie à communiquer, dans cette tyrannie à informer en temps réel, dans ce souci de transparence qui révèle notre invisibilité sociale,



l'homme du monde néolibéral révèle plus qu'un autre l'extrême de sa solitude et l'angoisse de séparation avec lui-même et les autres. Comment ne pas évoquer ce symptôme bizarre évoqué par Winnicott à propos d'un enfant de 7 ans qui était obsédé par la « ficelle » et pris dans une compulsion d'attacher tout ce qui lui passait par les mains. Winnicott intitule son article, « La ficelle : un aspect technique de la communication » (1960). Une fois de plus avec ce psychanalyste au génie pédiatrique, nous trouvons en quelques mots l'essentiel de la théorie : la compulsion technique de communiquer procède d'angoisses effrayantes de séparation qui ne parviennent pas à trouver de débouchés symboliques. Winnicott interprète la compulsion du jeune garçon à attacher tous les objets avec une ficelle comme un « déni de la séparation » d'avec sa mère dépressive. La compulsion à se lier provenait de son sentiment d'insécurité. Aujourd'hui, nous dirions qu'il se connectait faute d'être rassuré sur ses liens à l'Autre.

Une remarque de Winnicott me paraît essentielle. Il écrit : « Ce garçon souffrait d'une peur de la séparation, qu'il essayait de nier en utilisant ainsi la ficelle, de même qu'on nie la séparation d'avec un ami en utilisant le téléphone » (1960, p. 317-318, souligné par moi). Qu'aurait dit Winnicott à l'heure du téléphone portable, des réseaux sociaux et de nos furieuses utilisations des technologies numériques de communication ? La ficelle comme les autres techniques de la communication – l'expression est

de Winnicott – n'assurent plus une fonction de lien, d'objet consolateur ou transitionnel, mais deviennent des « choses en soi », des fétiches placés devant un vide ontologique angoissant.

Trois ans plus tard, dans un texte essentiel intitulé « De la communication et de la non-communication », Winnicott (1963) précise que ce déni de la séparation concerne tout autant la relation du sujet à sa réalité psychique non communicable qu'aux objets d'amour. Cette part non communicable de la réalité psychique dont Winnicott fait le noyau de la personnalité et qu'il nomme le vrai self ne doit pas être découvert et directement exposé. Pour que la communication soit un plaisir, pour que l'individu se sente vivant et en bonne santé, la part la plus vraie du sujet, à proximité du noyau réel de son être doit se donner indirectement par le rêve, la poésie, l'amour, la création, bref tout ce que la psychanalyse nous a appris à nommer formations de l'inconscient. La transparence, l'exposition directe du sujet à cette part de son être, dans l'espace privé comme dans l'espace public, peut s'avérer lourde de conséquences et constituer la source de nombreux traumatismes. Nombre d'addictions, ombres de nos sociétés de consommation et de spectacle, ne sont pas sans rapport avec cette menace contre l'intime (Gori et Del Volgo, 2008) que constitue l'utilisation frénétique des techniques de communication et d'information. Comme le remarque également Giorgio Agamben, il n'est nul besoin de grandes catastrophes pour détruire

« Les nouveaux liens numériques pallient l'esseulement, le « désert » dont parle Hannah Arendt, et en même temps ils en étendent l'empire. L'esseulement, la désolation ne sont pas la solitude, mais cette désertion de la culture et de la politique réalisée par nos nihilismes contemporains. »

l'expérience ; la vie quotidienne de l'homme moderne dans une grande ville suffit amplement à en obturer la possibilité.

Cette civilisation technique de la communication heurte structurellement le travail de la culture en exigeant du sujet singulier autant que collectif des formes de temporalité propres à l'urgence des « nouvelles » informations, à la structure de leur message et au mode d'attention qu'elles requièrent. Nous sommes ici en contre-point de la temporalité de la pensée réfléchie ou du rêve qui nécessitent un temps d'après-coup pour incuber l'actualité dans une mémoire qui transforme les événements en expérience. Nous sommes ici en contre-point de l'attention et de l'attente exigées par Walter Benjamin (1972), Simone Weil ou Siegfried Kracauer pour penser créativement le monde et nous-mêmes, et éviter la catastrophe.

Le récit qui recueille la part silencieuse de l'être, son noyau sensible et non communicable, laisse la place aux connexions et aux excitations permanentes. Alors que le récit se révèle comme le genre du discours qui raconte dans le bouche à oreille, et transmet d'une génération à l'autre l'expérience, non seulement de ce que l'on a vécu mais davantage encore de ce qui se dérobe indéfiniment à l'horizon du mystère de l'origine, de la mort et du sens de la vie, l'information ne demeure que le temps de son apparition. C'est ce point de réel de la parole que les techniques d'information et de communication saturent dans nos sociétés techniques. C'est ainsi que nous pouvons être seuls, ensemble. Hannah Arendt distingue avec précision la solitude et l'isolement. La solitude est indispensable à la pensée, loin d'être isolé l'homme qui pense, pense avec autrui. La pensée est dialogue dans la solitude. La condition première de la pensée, rappelle Hannah Arendt, réside dans ce dialogue avec soi-même au sein duquel l'individu se divise. Et « c'est parce que je suis déjà deux-en-un, du moins quand j'essaie de penser, que, pour utiliser la définition d'Aristote, je peux percevoir

« dans l'ami un autre moi-même » (Arendt, 1995, p. 67). La reconnaissance d'une pluralité interne à l'individu et au social conditionne l'émergence, comme l'existence même du politique et de la subjectivité. Dans les régimes totalitaires cette pluralité des singuliers se trouve effacée par la promotion d'un sujet collectif, la race ou le peuple révolutionnaire, et la politique proprement dit, comme la subjectivité, tendent à être détruites par l'isolement et la désolation. Dans les tyrannies, les individus sont isolés, privés de liberté politique, et ne peuvent que se replier dans l'espace de l'intimité, du privé. Un pas de plus est accompli en régimes totalitaires lorsque la capacité même de penser est entamée par la destruction de la vérité des discours. C'est la perte du monde commun propre à la parole et à l'action politique qui atteint le sujet jusque dans son intimité. Il ne s'appartient plus. Il est désolé. En lieu et place de la pensée, la propagande lui fournit un monde simplifié, préfabriqué qu'il partage avec la masse à laquelle il doit s'identifier. Le monde commun n'est plus à construire ensemble dans l'espace vivant de la parole contradictoire, il est donné, prêt à consommer, tout fabriqué, sans avoir à naître. Détaché de la tradition et des débats politiques du présent, l'avenir est fabriqué : « Ce fut seulement après la révolution industrielle, avec le déferlement soudain et déconcertant de progrès techniques gigantesques, que l'expérience de la fabrication atteignit une prédominance si écrasante que les incertitudes de l'action purent être complètement oubliées ; on put alors commencer à parler de "fabriquer le futur" et de "construire et améliorer la société" comme s'il s'agissait de fabriquer des chaises ou des immeubles et d'améliorer l'habitat ». (ibid., p. 115). C'est la pluralité et la singularité des manières de vivre, d'éprouver et de dire le monde qui est compromise. Le monde, comme notre subjectivité singulière, n'est pas donné, il est à construire en commun, et nous n'avons pas à nous contenter de le fabriquer. Le grand inquisiteur des systèmes totalitaires religieux ou idéologiques nous donne le monde dans et par un prêt à penser. Ce monde prédigéré par le modèle totalitaire vient en lieu et place de la politique et de la subjectivité détruites. Les sujets sont alors isolés, mais surtout désolés, dans cet esseulement et ce désert dont parle Hannah Arendt pour rendre compte de la catastrophe totalitaire. Les humains deviennent superflus, après avoir été rendus obsolètes par la technique, technique de propagande, d'esseulement et de désolation.

La fascination dont la technique est l'objet aujourd'hui, dans un monde où elle fait alliance avec la bureaucratie et la marchandisation du vivant,

provient également de l'illusion quasi religieuse qu'avec elle tout est possible. À condition que l'humain se soumette à ses procédures. De nouvelles formes de résistance émergent qui rendent compte de la nature de ce nouveau pouvoir politique. Pour exemple, depuis 2013 est né un réseau, baptisé « Écran total », qui fédère des collectifs de professionnels de l'élevage, de l'éducation, du travail social, de la médecine, des métiers du livre, de l'artisanat alimentaire, refusant le fichage électronique de leurs métiers. Ces professionnels s'opposent à l'introduction forcée de l'informatique gestionnaire dans leurs métiers, logique qui dégrade les relations sociales, standardise le travail, confisque le savoir-faire à partir du traitement algorithmique de données statistiques recueillies par la force des règlements. Ils constatent que les dispositifs informatiques intégrés dans leurs pratiques masquent des rapports de pouvoir et de domination. Cette résistance sociale et politique à la gestion par ordinateur des actes de leurs métiers est partie d'un refus d'éleveurs de brebis et de chèvres qui avaient décidé de désobéir à la directive européenne qui les obligeait à poser des puces électroniques à l'oreille des bêtes. Ce refus de gérer les actes professionnels en se conformant à l'esprit et aux normes formelles et technico-financières de la grande industrie, est une véritable résistance politique aux modes de gouvernement néolibéral. Le projet de gouverner l'humain par la technique a nourri les idéologies de progrès comme les totalitarismes les plus meurtriers. La « terreur rationnelle », comme l'écrivait Albert Camus, exige que tout réel soit rationnel et que tout rationnel soit réel. « Tout est possible », nous promettent les techniques et les sciences contemporaines.

La parole et la pluralité sont les conditions de cette faculté de penser, dont Hannah Arendt nous précise que, de toutes les facultés humaines, celle-ci se révèle la plus politique. Admettre cette pluralité, cette singularité, qui congédie d'une certaine façon l'individu, c'est reconnaître que le champ du politique ne se résorbe pas dans la seule nécessité – économique, théologique, « scientifique », technique, juridique – mais qu'il accueille aussi le contingent. C'est la parole partagée dans la pluralité des êtres, et des cultures, qui permet la création d'un monde commun sans lequel le « désert » s'installe, dit Hannah Arendt. La psychologie, poursuit-elle, pourrait, si elle y consent, être invitée à adapter les humains à ce désert. Elle ne le supprimerait pas. La prodigieuse évolution des techniques, en particulier numériques, a renouvelé la tentation d'éduquer, de soigner et de gouverner par les « machines ». Au risque de bafouer les droits

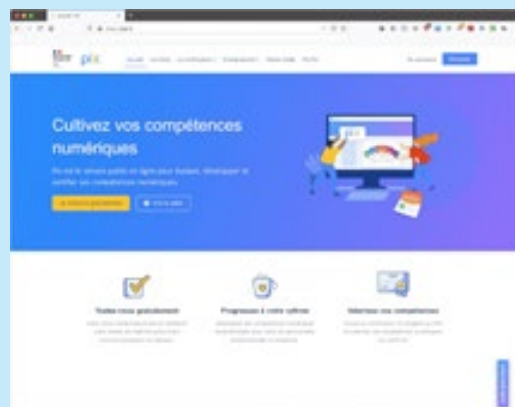
de « la pensée humiliée », dont parle Albert Camus. La machine numérique n'est plus seulement le moyen formidable qui permet des avancées scientifiques et thérapeutiques, elle devient une finalité politique qui soustrait aux humains leur capacité de juger et de décider. Elle fabrique ce que Günther Anders nommait « des ermites de masse », consommateurs de spectacles et de marchandises, dans un univers où « quand le fantôme devient réel, c'est le réel qui devient fantomatique » (Anders, 1956, p. 123). Ce qui se perd en route n'est rien d'autre que cette fonction poétique du langage et ce pouvoir performatif de la parole dont la psychanalyse fait son médium. La connexion permanente a remplacé le récit dialogique. Nous sommes connectés ensemble, mais isolément.

Les nouveaux liens numériques pallient l'esseulement, le « désert » dont parle Hannah Arendt, et en même temps ils en étendent l'empire. L'esseulement, la désolation ne sont pas la solitude, mais cette désertion de la culture et de la politique réalisée par nos nihilismes contemporains. Les techniques de gouvernement des autres et de soi-même obéissent aux exigences politiques et sociales de notre temps, celles d'en finir avec une démocratie qui passe par la parole et le débat contradictoire argumenté, de concilier les besoins de la société du spectacle et de la marchandise avec les nécessités d'un contrôle sécuritaire des populations, de censurer le champ du politique par un hédonisme de masse (Arendt, 1995 ; Foucault, 1976). Au risque de faire advenir un temps « post-démocratique » (Crouch, 2005), installé sans coup d'État violent et subversif, mais insidieusement et accepté avec plus ou moins de douceur et de consentement par une société fascinée par les nouvelles religions de la transparence, de l'objectivité et de l'efficacité. Alors, viendra le temps où les hikikomori seront la norme. Nous serons tous seuls, mais ensemble ; connectés, mais désolés.

Peut-être les derniers résistants se souviendront-ils des analyses d'Hannah Arendt pour rendre compte et combattre ce nouveau totalitarisme : « *Ce que nous appelons isolement dans la sphère politique, se nomme désolation dans la sphère des relations humaines. Isolement et désolation font deux. Je peux être isolée – c'est-à-dire dans une situation où je ne peux agir parce qu'il n'est personne pour agir avec moi – sans être "désolée" : et je peux être désolée, c'est-à-dire dans une situation où, en tant que personne je me sens à l'écart de toute société humaine – sans être isolée. L'isolement est cette impasse où sont conduits les hommes lorsque la sphère politique de leurs vies, où ils agissent ensemble dans la poursuite d'une entreprise commune,*

4 Le mot de « désolation » est la traduction de « lone-line-less » qui rend compte de la perte du sol et des racines de l'homme désolé.

« PIX », nouveau gadget pour élèves en mal de numérique



La période dite de « continuité pédagogique » nous a donné des preuves, s'il en fallait, de l'inefficacité et de la nuisance d'un enseignement avec et par le numérique.

Nombreux sont, d'ailleurs, les témoignages de parents qui expliquent que le confinement a été, de ce point de vue, une catastrophe : nos élèves se sont gavés de numérique, à en crever, à s'en décérébrer, à en devenir fous et parfois violents.

Le ministère de l'Éducation nationale fait fi de ce dramatique constat et propose (ou impose, le temps nous le dira) un joujou numérique supplémentaire : « PIX », plateforme permettant à nos élèves de travailler leurs « compétences numériques » en vue d'une validation par une « certification » en fin de troisième et de terminale.

Caprice de technocrates dont on se demande où ils ont la tête et s'ils savent lire les signaux de détresse du « terrain ».

Ce n'est pas d'une injection de numérique supplémentaire dont nos élèves ont besoin (ils sont déjà drogués et continuellement en manque), mais d'une grande rasade de vocabulaire, de syntaxe, de chronologie, de culture artistique et scientifique...

Où est-il, le « PIX » qui leur permettra de s'investir dans ces domaines prioritaires ?

Il est dans les classes, où ils devraient être instruits, et non pas dans les salles informatiques où certains chefs d'établissements nous demandent de les transporter sur nos heures de cours pour « faire du PIX ».

À quand un CAPES et une agrégation de « PIX » ?

est détruite»⁴ (Arendt, 1951, p. 225). À moins qu'à la manière de Walter Benjamin, ils ne parviennent à dépasser la négativité du monde par le désespoir de leur imagination.



Roland Gori

Roland Gori est psychanalyste, professeur émérite de psychologie et de psychopathologie clinique à l'université Aix-Marseille, et auteur d'une vingtaine d'ouvrages parmi lesquels « La Preuve par la parole ». Sur la causalité en psychanalyse (PUF, 1996) ; La Santé totalitaire. Essai sur la médicalisation de l'existence, avec Marie-José Del Volgo (Denoël, 2005) ; Un monde sans esprit. La fabrique des

terrorismes (Les Liens qui libèrent, 2016) et dernièrement Et si l'Effondrement avait déjà eu lieu (Les Liens qui libèrent, juin 2020).

L'article « Tous connectés, tous désolés » a été initialement publié par la revue Cliniques méditerranéennes en 2018 (n° 98, p. 47-65).

Bibliographie

- Anders, G. 1956. *L'obsolescence de l'homme. Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle*, Paris, Ivrea, 2001.
- Arendt, H. 1951. *Le système totalitaire*, Paris, Le Seuil, 1972.
- Arendt, H. 1995. *Qu'est-ce que la politique ?* Paris, Le Seuil, 2014.
- Benjamin, W. 1933. *Expérience et pauvreté*, Paris, Payot, 2011.
- Benjamin, W. 1972. *Écrits français*, Paris, Gallimard, 1991.
- Bourdieu, P. 1991. *Sur l'État*, Paris, Raisons d'agir/Le Seuil, 2012.
- Buob, J. 2007. « La cybergamie, nouvelle cause de divorce », *Le Monde*, 26-27 août.
- Camus, A. 1951. *L'homme révolté*, Paris, Gallimard.
- Crouch, C. 2005. *Post-démocratie*, Bienne-Paris, Diaphanes, 2013.
- dick, P.K. 1959. *Le temps désarticulé*, Paris, Calmann-Lévy, 1975.
- Fansten, M. ; Figueiredo, C. ; Pionne-dax, N. ; Vellut, N. 2014. *Hikokomori, ces adolescents en retrait*, Paris, Armand Colin.
- Foucault, M. 1976. *Histoire de la sexualité, t. I, La volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1991.
- Freud, S. 1905. « Fragment d'une analyse d'hystérie (Dora) », dans *Cinq psychanalyses*, Paris, Puf, 1954, p. 1-91.
- Freud, S. 1915. « L'inconscient », dans *Métapsychologie*, Paris, Gallimard, 1968, p. 65-123.
- Freud, S. 1929. « Le malaise dans la culture », dans *Œuvres complètes*, XVIII, 1926-1930, Paris, Puf, 1994, p. 245-233.
- Giard, A. 2016. *Un désir d'humain ; Les love doll au Japon*, Paris, Les Belles Lettres.
- Gori, R. ; del Voigo, M.-J. 2008. *Exilés de l'intime*, Paris, Denoël.
- Malraux, A. 1955. « L'homme et le fantôme », *L'Express*, 21 mai.
- Negroponce, N. 1995. *L'homme numérique*, Paris, Robert Laffont.
- Turkle, S. 2011. *Seuls ensemble. De plus en plus de technologies, de moins en moins de relations humaines*, Paris, Éditions l'Échappée.
- Winnicott, D.W. 1935. « La défense maniaque », dans *De la pédiatrie à la psychanalyse*, Paris, Payot, 1969, p. 15-32.
- Winnicott, D.W. 1960. « La ficelle : un aspect technique de la communication », dans *De la pédiatrie à la psychanalyse*, 1969, p. 316-320.
- Winnicott, D.W. 1963. « De la communication et de la non-communication », dans *Processus de maturation chez l'enfant*, Paris, Payot, 1970, p. 151-168.
- Weil, S. 1947. *La pesanteur et la grâce*, Paris, Plon, 2013.
- Zeh, J. 2007. *La fille sans qualités*, Arles, Actes Sud.





Confinement 2020 et Éducation Nationale 2.0

L'école s'est arrêtée en mars.

Ou ce qu'il en restait.

Le confinement aura eu cette vertu de rendre un peu mieux visible le délabrement de cette institution, et la légitimation des réformes en cours pour l'entériner. Cette période aura été celle de la « continuité pédagogique ». Dans un vocabulaire concret, « enseignement à distance ».

Prosaïquement : cours dactylographiés ou en conf-call – la trop bien nommée « classe virtuelle » – recours à l'ordinateur, à la tablette, au smartphone, aux ENT (environnements numériques de travail), au cloud, aux plateformes diverses et variées d'agrégation de contenu... À chacun selon son matériel et ses compétences en informatique.

Sans doute est-il besoin de rappeler que « pédagogie » désigne l'art de l'éducation des enfants : de *paidos*, enfant, et *agô*, conduire ou plutôt guider. La pédagogie est donc d'abord l'affaire d'une relation directe entre deux personnes humaines. Au temps du confinement, il n'y a de lien entre élève et enseignant que médiatisé par les ordinateurs.

L'incontestable nécessité du contexte sanitaire laissera une empreinte psychologique profonde. Expérience grandeur nature en environnement presque contrôlé : le confinement se fait laboratoire des expériences futuristes d'hier devenues réalités par la force de la nécessité. « On » (nous) prépare à l'enseignement délivré par des machines à apprendre. C'est la panacée de la personnalisation des apprentissages, de l'auto-construction des savoirs, de la responsabilisation des élèves quant à leur « parcours pédagogique ». Ce que je veux, comme je veux, quand je veux et pour ce que j'ai choisi : l'idéal du nouveau lycée à spécialités. Les sciences cognitives et neurosciences de l'éducation fournissent aux informaticiens de quoi créer les algorithmes des logiciels d'apprentissages : la mémoire et l'oubli ont leurs cycles, et on peut optimiser chez l'élève la rétention et la restitution des informations. Le lycée rénové, toujours avec ses profs, toujours avec ses élèves, s'amène en douceur : d'un côté la personnalisation, d'un autre l'informatisation, et quand ça sera mûr...

Plus de pédagogue. Pédagogue ? Il n'y aura besoin que de producteurs-de-contenu-pédagogique. Mais avec le confinement, le futur se conjugue désormais au présent.

“ Le confinement se fait laboratoire des expériences futuristes d'hier devenues réalités par la force de la nécessité. « On » (nous) prépare à l'enseignement délivré par des machines à apprendre. ”

La « continuité pédagogique » se pèse à la fréquence des sollicitations, qui se doivent régulières et rapprochées pour maintenir l'attention de l'élève, éviter la perte d'intérêt, le décrochage : il faut lui amener du contenu. Par « sollicitations » et « contenu », il ne faut rien comprendre d'autre qu'une stimulation (qui active le circuit de la récompense) à l'instar de n'importe quel Facebook, Twitter, Snapchat, Instagram, WhatsApp, qui posent actuellement les conditions de l'impossibilité de la pensée, qui conditionnent à certaines attentes et certaines réactions. Et ce n'est pas comparaison, mais identité ! L'école en temps de confinement s'avilît à prendre la forme de ce qui la défait, pas si lentement que ça mais sûrement, par inertie sociologique. Comment peut-elle prétendre alors à remplir encore sa fonction fondamentale : la formation d'une pensée critique ?

Côté enseignant, au lycée, il avait déjà fallu se forcer, bon gré mal gré, à la correction de copies numérisées. Le confinement aura passé la deuxième couche, et sans même les injonctions ministérielles, qui agacent toujours : la situation oblige bien à des exercices rendus sous forme numérique, et la conscience professionnelle s'occupe du reste.

De toute façon l'essentiel des tâches est déjà peu à peu exporté vers les écrans. Les manuels ludifiés à outrance font peine à voir, alors on s'en passe et on vidéo-projette ce qu'on a soi-même sélectionné, en maintenant les élèves dans une pénombre moins lénifiante qu'au cinéma. Quand il n'y a pas de manuel (les budgets ne peuvent absorber la refonte sur deux ans de la totalité des enseignements du lycée), il y a la version numérique. L'appel du début de cours s'est transmué en opération de pointage, des élèves et de leurs enseignants sans distinction, sans même que l'intention fût là : grâce de l'informatique par laquelle on ignore le vécu psycholo-

“ L'appel du début de cours s'est transmué en opération de pointage ”

gique. On se plie au logiciel idoïne de l'ENT, et c'est ainsi qu'un cours commence : par le rituel informatique, cette dévotion nécessaire à

l'ordinateur. L'agenda est obsolète, on consultera l'ENT scrupuleusement abondé. Le cahier de correspondance ? L'ENT fournit la messagerie pour contacter les familles. On assure le « suivi » des élèves, comprenez « traçabilité » : qui ? quand ? combien de temps ? Et traçabilité bien ordonnée commence par soi-même : « Précédente connexion, le dimanche 10 mai à 19h45 ». On attribue à l'école une seconde fonction fondamentale : être un lieu de socialisation. Elle ne peut l'être que si elle fait se côtoyer des personnes sans médiation informatique.

Bref, le confinement n'aura rien changé mais simplement confirmé cette inféodation à tout notre attirail informatisé para-pédagogique. Et l'école n'est qu'un des arbres qui ne cachent plus vraiment la forêt.

Aussi... pour être lieu de quelque chose, l'école doit être, avant tout, un lieu : une « portion déterminée de l'espace ». Tout autre chose donc qu'un « environnement numérique de travail », négation même de toute géographie, de l'espace, du réel, du vécu. L'expression elle-même est un non-sens, qui fait s'accoler contre nature « environnement » et « numérique », et on aurait tort de dire que c'est un autre sujet...

“ ...et c'est ainsi qu'un cours commence : par le rituel informatique, cette dévotion nécessaire à l'ordinateur. ”

La chaîne de production de l'usine à bac enrayée, le confinement entérine le clou

de la réforme du lycée : bac perso, maison, sur dossier. L'année 2019-2020 est à ce titre exemplaire : un premier trimestre habituel de mise en route sur les restes de la classe de première ; un second trimestre en pointillé, selon le nombre d'enseignants grévistes et leurs journées de grève ; un troisième trimestre « pour l'amour du savoir » qui n'aboutit à aucun examen.

Rappelant la gratuité du savoir, refusant de faire de l'effort intellectuel une activité utilitaire, se jouant de la carotte des notes et du bâton des épreuves terminales, ce troisième trimestre aurait de quoi réhabiliter l'école pour certains élèves et certains enseignants. Sans toutefois aller jusqu'à offrir un lieu, un temps et une relation proprement pédagogiques.



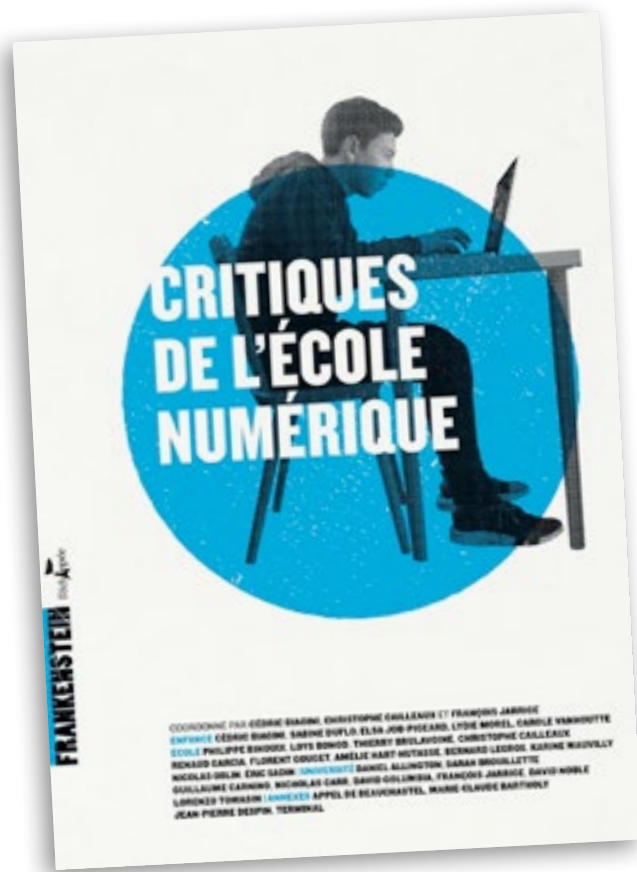
Critiques de l'école numérique

Recension et réflexions sur le numérique à l'école

« L'enjeu de la culture technicienne est majeur et on fait le pari (par exemple en éduquant les enfants à l'école) que cette culture technicienne est possible. On fait le pari informatique : grâce à l'informatique, tous nos problèmes (en tant que problèmes) pourront être résolus ». ¹

Il est des objets que l'on ne prend plus la peine d'interroger, contre lesquels on ne cherche plus à penser tant ils sont entrés dans le champ des évidences et des certitudes, contre lesquels, d'ailleurs, il ne vaudrait mieux pas penser au risque d'être immédiatement associé au « monde d'avant » ou au camp des « consternants » : tel est le cas du numérique en général et du numérique éducatif en particulier. Essayez, et l'on vous rétorquera que « Dans un monde où le numérique n'est pas un choix mais fait partie du quotidien... », « Dans une société numérique comme la nôtre... », « Puisque les compétences numériques sont maintenant attendues dans tous les CV... », « Pour ne pas aggraver la fracture numérique... » – autant de refus de s'interroger (à la fois sur le mot « numérique » et sur ce qu'il recouvre) qui sonnent comme des renoncements ou des acceptations plus ou moins béates, alors même que notre expérience plus que décevante de la « continuité pédagogique » sous forme d'enseignement à distance (d'« e-learning », comme on dit) – présentée par ministre et recteurs comme une réussite – rend impératif l'exercice critique du jugement.

L'ouvrage collectif *Critiques de l'école numérique*², dont on proposera ici une manière de recension, paru l'an dernier peu après *La fabrique du crétin digital* de Michel Desmurget, est né du constat fait par des professeurs et des professionnels de l'éducation qu'il est urgent, devant le monolithisme des discours institutionnels souvent entachés de collusion, de construire des contre-discours



critiques. Une telle réflexion ne pouvait venir que du « terrain » et de ses praticiens, dans le sillage de Liliane Lurçat qui, au seuil d'un de ses célèbres livres, rappelait : « C'est à l'école que je menais mes recherches, selon la conception d'Henri Wallon, qui préférerait le terrain au laboratoire [...]. C'est en effet la seule façon de rencontrer la diversité des enfants scolarisés, et de multiplier les investigations³ ». Or, aujourd'hui, il semble qu'une sorte de religion du laboratoire propre aux « sciences de l'éducation » et à leur branche « cognitive » empêche de penser les problèmes de l'école et, pire, les dissimule au même titre que les retours inquiets des praticiens que nous sommes. En ce sens, les analyses de ces collègues de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, « généralement invisibles » selon leurs propres mots, apportent un éclairage magistral sur l'échec de l'école numérique et sur les intrications mal connues de l'Éducation nationale et des « EdTech » (acronyme anglais croisant Éducation et Technologies), ces entreprises privées qui ont fait du « numérique éducatif » leur spécialité et qui s'engraissent sur le dos de notre école, prenant les professeurs au dépourvu avec la complicité de décideurs – déconnectés de nos besoins et de ceux des élèves – qui n'ont jamais vraiment jugé bon de nous consulter.

>>

¹ Jacques Ellul, *Le bluff technologique* [1988], Fayard/Pluriel, 2017, p.50

² Cédric Biagini, Christophe Cailleaux et François Jarrige (dir.), *Critiques de l'école numérique*, éditions de l'échappée, 2019

³ Liliane Lurçat, *La destruction de l'enseignement élémentaire et ses penseurs*, éditions François-Xavier Guibert, 1998, p.7

Qu'est-ce que l'école numérique ?

François Jarrige, l'un des coordonnateurs du volume, historien spécialiste des changements techniques et industriels, rappelle volontiers que nous ne savons pas bien, au fond, ce qui est désigné par le mot « numérique » : y aurait-il une seule réalité palpable derrière ce terme ? Est-ce un ensemble de techniques, de machines, d'outils ? ou est-ce une attitude, un état d'esprit, une façon d'être au monde ? Il y a, en tout cas, une idéologie numérique, qui infuse l'école comme elle infuse la société, celle d'un progressisme aveugle et aveuglant qui érige en principe salvateur le « Numérique » (jamais défini), réponse à tous nos maux, qu'ils soient psychologiques, sociaux, éducatifs... Le « Numérique » est une nouvelle panacée, une pharmacopée universelle dans laquelle on puise des solutions (des « leviers ») qui ne sont bonnes que dans la mesure où elles sont « disruptives » : triomphe de la pensée magique et de la parole performative – autant dire du vide. Robert Redeker appelle avec raison technisme cette forme pathologique de la technique, sur le modèle du scientisme⁴ : lorsque la technique – qui, rappelons-le, en ce qu'elle est une prise de pouvoir sur la nature et qu'elle forme un système, n'est jamais neutre – devient son propre horizon, elle n'est plus bonne à rien, mais elle gagne en potentiel d'aliénation, ce que Günther Anders posait dès l'introduction de *L'Obsolescence de l'homme* en 1956 : « [...] affirmer qu'« on » aurait la possibilité de posséder ou non ces sortes d'appareils, de les utiliser ou non, est naturellement une illusion »⁵. – illusion dans la mesure où nous vivons à l'ère du tout-technique et que nous ne pouvons collectivement nous en arracher.

Puisqu'on ne saurait le définir dans l'absolu, le numérique est encore plus difficile à cerner dans son emploi éducatif : dans quelle mesure y a-t-il un enseignement numérique ? Quel est-il ? Philippe Bihoux montre que l'école semble partagée entre deux directions à la fois complémentaires et quasiment contra-

“ Il y a, en tout cas, une idéologie numérique, qui infuse l'école comme elle infuse la société, celle d'un progressisme aveugle et aveuglant qui érige en principe salvateur le « Numérique » (jamais défini), réponse à tous nos maux, qu'ils soient psychologiques, sociaux, éducatifs...”

dictoires : l'enseignement du numérique et l'enseignement par le numérique. Si le premier, bien délimité et inscrit dans un cadre disciplinaire, peut avoir quelques menus intérêts, le second laisse entrevoir la possibilité de la disparition de l'humain de l'acte de transmission, reconfiguré sous forme machinique par l'intelligence artificielle. C'est cet ensei-

gnement par le numérique, qui va de l'utilisation des tablettes en classe à l'accompagnement des élèves en difficultés par un assistant numérique (dispositif « D'col⁶ »), qui interpelle et nous laisse en droit de nous demander si l'on ne tend pas à un enseignement pour le numérique dans lequel la priorité n'est plus l'élève et le savoir mais l'objet numérique lui-même et l'investissement massif dans des produits coûteux qui font illusion, qui rassurent plus qu'ils n'instruisent ou ne répondent au fantasme du « parcours personnalisé » pour tous. Qui rassurent les élèves (les écrans, ils les pratiquent et les aiment), qui rassurent les parents (les politiques nationales et locales se soucient de la réussite de leurs enfants), et qui rassurent même les professeurs (complexés, parfois, de ne plus « être à la page » et de paraître « largués » aux yeux de ceux qui suivent le mouvement).

Le nouveau règne des « EdTech »

Ces produits destinés à l'enseignement numérique émanent d'entreprises privées organisées en lobbies (au premier rang desquelles certaines GAFAM, à commencer par Apple et Microsoft) qu'il est maintenant convenu d'appeler « EdTech » dans la langue du numérique et dont les prétentions à ringardiser l'enseignement « traditionnel »

(c'est-à-dire l'enseignement sans numérique ou détaché du numérique) sont claires et affichées, avec le soutien financier du ministère et de nos élus locaux. Christophe Cailleaux, professeur d'histoire-géographie, dans un article d'une grande rigueur démonstrative, aux sources nombreuses et scrupuleusement référencées, le montre

“ C'est cet enseignement par le numérique [...] qui interpelle et nous laisse en droit de nous demander si l'on ne tend pas à un enseignement pour le numérique dans lequel la priorité n'est plus l'élève et le savoir mais l'objet numérique lui-même”

⁴ Robert Redeker, *L'école fantôme*, éditions Desclée de Brouwer, 2016, pp.130-131

⁵ Günther Anders, *L'Obsolescence de l'homme* [1956], Éditions de l'Encyclopédie des nuisances, 2002, p.16

⁶ Loys Bonod, « Ecole numérique : quelle évaluation ? Trois exemples de numérisme dans l'éducation en France », dans *Critiques de l'école numérique*, éditions de l'échappée, 2019, pp.194-200

en proposant entre autres choses une miscellanée de discours révélateurs à la fois de l'incompétence pédagogique de ces nouveaux prescripteurs autoproclamés et de leurs ambitions prométhéennes. Considérons, presque au hasard, deux de ces discours.

Laurent Alexandre est un cas d'école : urologue devenu « expert » en sciences cognitives, il appelle à « éviter demain qu'il y ait des naufragés du numérique qui ne comprennent rien au monde que nous sommes en train de créer », et le corollaire est évident, « il n'y a qu'une solution, c'est une réforme radicale de l'éducation, l'apparition de pédagogies personnalisées ». (On se demande d'ailleurs pourquoi le rapport entre numérique et pédagogies individualisées paraît si évident.) Malheureusement pour Laurent Alexandre mais heureusement pour nous, l'Éducation nationale, cette « machine à émasculer ses innovateurs » (audacieuse périphrase !) oppose encore trop de résistances. Un commentaire du propos de cet

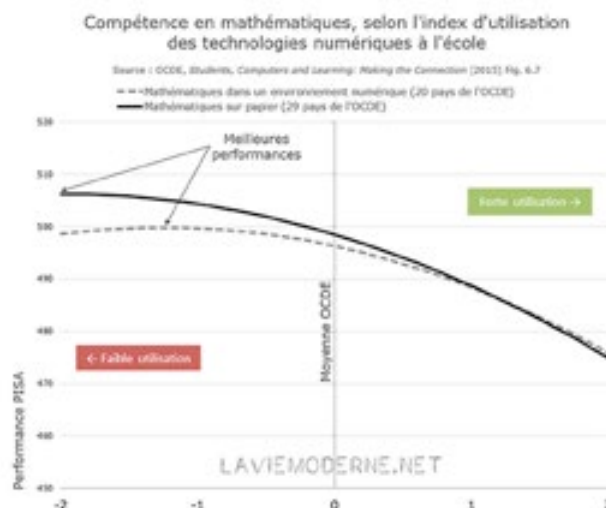
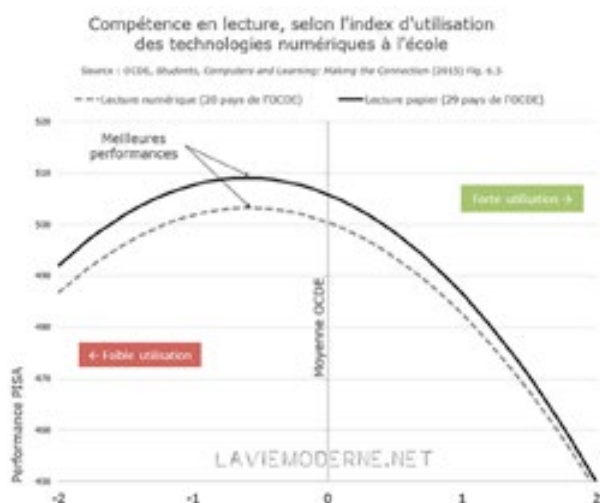
“ Pourquoi ne pas considérer que ce qui est omniprésent et dangereux en-dehors de l'école n'a tout simplement pas sa place à l'école ? D'autant plus qu'aucune étude scientifique n'est capable d'affirmer avec certitude que le numérique est une plus-value dans le processus d'apprentissage. ”

« expert » serait inutile tant il est lisible (et nuisible) : un monde nouveau est advenu, celui du numérique, et l'homme doit se faire numérique ou ne pas être, puisque les clefs de compréhension de ce monde sont réservées aux innovants, réfugiés derrière ce « nous » excluant et prétentieux. On connaît ces rengaines millénaristes qui annoncent le sacre d'un « Homme Nouveau » qui n'arrive jamais vraiment : elles sont toujours synonymes de terreur.

Marie-Christine Levet, autre « experte » de la question, fondatrice et porte-parole d'« Educapital » (fonds d'investissement encourageant les « EdTech »), défend l'école numérique avec des arguments moins prophétiques mais tout aussi étonnants : « *Il y a urgence à agir pour que l'école forme mieux aux compétences requises par la société du XXI^{ème} siècle, à savoir la créativité, la pensée critique, le travail collaboratif et le droit à l'essai-erreur.* » Abstraction faite de ce sabir qui n'est même pas une langue, on voit ressortir les « skills » favoris de nos mana-



geurs 4.0 : créativité et travail collaboratif (l'idéal quand on travaille dans une agence de publicité !), tout ce qu'il faut pour faire de l'école un charmant « open space », rassurant et « disruptif », mais qui n'a plus aucun rapport avec la formation du jugement puisqu'il repose sur des « compétences » entrepreneuriales. Pour le reste (pensée



critique et « droit à l'essai-erreur »), l'école fait déjà son travail et n'a pas à enseigner pour ou en fonction de la société nouvelle ou du monde nouveau, comme son beau nom grec l'indique (skholè : le loisir), bien au contraire.

Les bienfaits du numérique éducatif : une imposture

Comment croire encore à ces solutions miraculeuses vendues par des marchands du Temple pleins de promesses, incompetents en matière pédagogique, auxquels notre ministre renouvelle régulièrement sa confiance (en la personne de Stanislas Deheanne, par exemple), alors même que les révélations de Michel Desmurget en termes de bien-être de l'enfant, fondées sur une lecture de la littérature scientifique disponible en français et en anglais, sont alarmantes au dernier degré ? Pourquoi miser encore sur l'artifice du numérique à l'école alors qu'il rythme par trop nos vies et ô combien celles des enfants ? Pourquoi ne pas considérer que ce qui est omniprésent et dangereux en-dehors de l'école n'a tout simplement pas sa place à l'école ? D'autant plus qu'aucune étude scientifique n'est capable d'affirmer avec certitude que le numérique est une plus-value dans le processus d'apprentissage. Le professeur de Lettres Loys Bonod (auteur du fameux blog « Laviemoderne »), dans l'un des articles de l'ouvrage⁷, le démontre en décryptant une enquête de l'OCDE de 2015 qui soutient l'exact contraire : la réussite des élèves en lecture et en mathématiques est moindre lorsqu'ils travaillent avec le numérique.

Les graphes de Loys Bonod (ci-dessus) sont sans appel : le numérique n'apporte rien à la performance des

élèves en lecture et en mathématiques ; il a même une tendance plus que nette à réduire la qualité de cette performance. Que l'OCDE (à l'origine de la fameuse enquête « PISA ») le souligne relève presque du miracle. Au-delà du bien-être des enfants et des adolescents, il s'agit donc d'une question intellectuelle : les outils numériques ne rendent pas meilleur, ils abêtissent. Il y a bel et bien imposture pédagogique. Dès lors, pourquoi s'acharner à ne pas voir ce qui crève les yeux ? L'enjeu pourrait bien être notamment financier (encore que cette hypothèse soit loin d'épuiser la question), si l'on en croit Rémy Challe, le directeur général du réseau « EdTech France » qui, à l'orée du confinement et de la période de « continuité pédagogique », confiait : « Évidemment, on espère qu'il y aura des actes d'achat après cette période »⁸. Cynisme ? Pas le moins du monde. Cet industriel nous rappelle que le numérique n'est rien moins qu'un produit qu'il faut vendre.

L'Éducation nationale est bon client et sera bientôt à la merci de ces entreprises qui pourront faire de l'école ce qu'elles voudront.

Reconfiguration et remodelage de nos métiers

Il en va de la définition même de nos métiers, que nous soyons professeurs, CPE, chefs d'établissements : l'intrusion du numérique dans nos univers professionnels a commencé à amorcer une reconfiguration radicale. C'est ce qu'explique Amélie Hart-Hutasse en analysant l'évolution sur vingt ans de ses habitudes de travail dans l'enseignement secondaire⁹. S'il est toujours possible et peut-être même souhaitable,

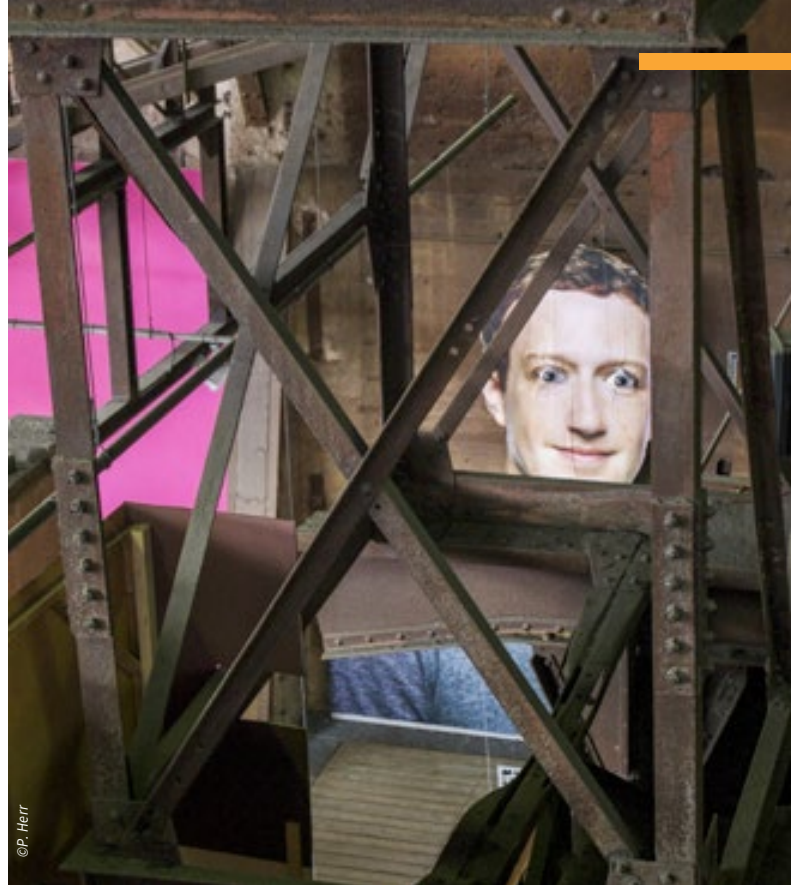
“ L'Éducation nationale est bon client et sera bientôt à la merci de ces entreprises qui pourront faire de l'école ce qu'elles voudront ”

⁹ Amélie Hart-Hutasse, « Le numérique contre le travail enseignant ? », dans Critiques de l'école numérique, éditions de l'échappée, 2019, pp.223-237
⁸ Le Canard Enchaîné, 16/03/2020, p.4

« Ainsi le numérique crée-t-il les conditions d'une surveillance infantilissante [...] et d'une forme de traçabilité des personnels dont les effets pervers ont été décuplés pendant la période de « continuité pédagogique » »

comme l'a montré l'OCDE, d'enseigner sans ces outils – quoique cela soit synonyme, aux yeux de certains inspecteurs, de non-conformité avec la norme pédagogique –, il n'est plus possible en revanche d'assumer la plupart de nos tâches administratives sans eux : faire l'appel, renseigner des notes ou le cahier de textes, remplir des bulletins, communiquer. Cela va parfois même plus loin : dématérialisation du carnet de correspondance, attribution d'une heure de retenue, rédaction d'un rapport d'incident, exclusion de cours : certains établissements, en la matière, sont passés au tout-numérique grâce à des logiciels comme « PRONOTE » (payant, en l'occurrence, et fort cher, puisque c'est une fabrication du privé), contraignant chacun à repenser en profondeur ses gestes professionnels dans le sens d'une désincarnation, d'une dévitalisation et, souvent, d'une colossale perte de temps, quoi qu'on en dise. Le numérique s'invite même – et il y a bonne place – dans le « référentiel de compétences des métiers du professorat et de l'éducation » sous la forme suivante : « Intégrer les éléments de la culture numérique nécessaires à l'exercice de son métier ». Il y a là matière à réfléchir : d'abord, qu'est-ce que la « culture numérique » ? Ensuite, en quoi ces éléments sont-ils « nécessaires à l'exercice de [notre] métier » ? Mystère.

En définitive, le peu que l'on gagnerait en praticité, dans un usage purement enseignant du numérique, ne le perd-on pas en humanité ? En effet, force est de constater que, dans cet univers artificiel où nous laissons des traces publiques (donc archivables et récupérables) de tout, l'inhumanité nous guette : oublier de remplir son « cahier de textes numérique », par exemple, ou refuser de communiquer via la messagerie des « ENT » sont, pour certains supérieurs zélés, des fautes qui peuvent nous être reprochées. Ainsi le numérique crée-t-il les conditions d'une surveillance infantilissante (certains chefs d'établissements rêvent d'ailleurs déjà de vidéosurveillance dans leurs locaux) et d'une forme de traçabilité des personnels dont les effets pervers ont été décuplés pendant la période de « continuité pédagogique » : la palme était à qui affichait le plus de « classes virtuelles » ou à qui remplirait le plus abondamment son cahier de textes, en partie pour faire



illusion et, encore une fois, marquer sa conformité avec les attentes de l'institution pour laquelle le numérique est une nouvelle pierre de touche. Et « PRONOTE » d'afficher fièrement, sur son compte Twitter, les « chiffres de la continuité pédagogique ». Preuve s'il en fallait une que des Big Brothers du « numérique éducatif » nous surveillent d'ores et déjà avec notre consentement et sont capables de rendre compte précisément de l'engagement virtuel de chacun, engagement – parce qu'il est facilement visible, lisible et chiffrable – qui pourrait devenir le seul auquel on prête attention. Ce « tracking » numérique a de quoi nous mettre tous mal à l'aise.

Il est urgent d'ouvrir les yeux sur le numérique, sur les partenariats extrêmement juteux entre public et privé et sur certaines injonctions qui se prétendent pédagogiques parce qu'elles ont la caution du bien mal nommé « Conseil Scientifique de l'Éducation ». Il ne tient qu'à nous, professionnels de l'éducation, praticiens du terrain,



“ Il ne tient qu'à nous, professionnels de l'éducation, praticiens du terrain, de ne pas nous plier à ce nouveau dogme comme à toute autre lubie qui mettrait en péril l'acte de transmission, en redonnant toute sa dimension à la liberté pédagogique individuelle qui définit notre métier - notre art.”

de ne pas nous plier à ce nouveau dogme comme à toute autre lubie qui mettrait en péril l'acte de transmission, en redonnant toute sa dimension à la liberté pédagogique individuelle qui définit notre métier - notre art. Le prolon-

gement (ou l'effacement) du professeur par la machine, dont notre expérience de la « continuité pédagogique » nous a donné un avant-goût amer, devrait nous rappeler avec force qu'il n'y a d'instruction qu'en présence, qu'il n'y a d'enseignement que dans la mesure où une parole, une voix et un corps incarnent des savoirs transmissibles, et qu'il faut reconstruire cet acte ancien, uniquement et simplement humain, dont beaucoup oublient l'importance, aveuglés par l'horizon unique de la Technique. Pussions-nous en sortir.

Wissâm Feuillet
Agrégé de Lettres modernes
Académie de Dijon



Bibliographie

- Günther Anders, *L'Obsolescence de l'homme. Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle* [1956], Éditions de l'Encyclopédie des nuisances, 2002.
- Cédric Biagini, Christophe Cailleaux et François Jarrige (dir.), *Critiques de l'école numérique, éditions de l'échappée*, 2019.
- Michel Desmurget, *La fabrique du crétin digital*, éditions du Seuil, 2019.
- Jacques Ellul, *Le bluff technologique* [1988], Fayard/Pluriel, 2017.
- Liliane Lurçat, *La destruction de l'enseignement élémentaire et ses penseurs*, éditions François-Xavier Guibert, 1998.
- Robert Redeker, *L'école fantôme*, éditions Desclée de Brouwer, 2016.

EN BREF

L'école de la conf... surveillance

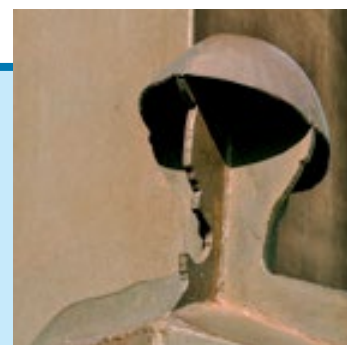
Nous entrons dans l'ère des « collègues/lycées badgés ». Les départements, vraisemblablement avec l'appui des DSDEN, prennent la décision d'équiper les établissements intégralement de serrures électroniques.

Pour quelle raison ? « Sécurité, plan vigipirate », nous dit-on. Et nous autres de nous demander la différence entre badge et clef en cas d'intrusion ou d'attaque terroriste... Absolument aucune.

C'en est donc fini des clefs ! Il nous faudra « badger » pour ouvrir portails, salles de classe, salles des professeurs, et peut-être même toilettes un jour prochain... Si ce n'était que cela ! Chaque badge porte un numéro, chaque badge est

tracé grâce à un logiciel qui permet d'établir qui franchit quelle porte (pour entrer ET sortir) et quand. Autrement dit, l'on surveille nos allées et venues.

Les chefs d'établissements se frottent les mains : l'on nous a fait comprendre que ce coûteux gadget était bien pratique pour savoir qui n'avait pas fermé la fenêtre ou les rideaux avant de partir. Orwell, Orwell, quand tu nous tiens, on peut bien dire « adieu... confiance ! ».



Conditions sanitaires et réformes

Que de maux en si peu de temps !



Après celle de 2019-2020, l'année scolaire 2020-2021 sera marquée par la gestion approximative d'une crise sanitaire qui aura considérablement détérioré les conditions de travail, mais aussi par les effets dévastateurs de réformes passés sous silence à la faveur d'un tel contexte.

A&D est constamment sollicité par les collègues qui subissent les effets conjugués de ces deux maux et assistent, impuissants, à la désorganisation totale des enseignements dans le second degré ainsi qu'à la transformation insidieuse de leur métier.

Une gestion qui ne gère rien !

Pour faire obstacle à la propagation du virus, on a obligé les personnels à porter le masque durant de longues heures, sans réfléchir à des alternatives techniques éprouvées et utilisées en d'autres lieux, comme la distanciation et la mise en place d'écrans transparents notamment, et sans non plus le moindre égard ni pour la santé des agents, ni pour leur travail. Quand un métier repose autant sur la parole et sur les expressions, devoir enseigner visage masqué et voix étouffée créé une contrainte dont l'employeur, en l'occurrence le ministère,

semble se désintéresser totalement, lui aussi bien que ceux qui se livrent à une étonnante surenchère en ce domaine en demandant qui des masques plus protecteurs, qui un protocole sanitaire plus strict, qui des tests dont l'utilité suppose qu'ils soient fréquents, pour ne pas dire quotidiens. Dans ce concert de demandes parfois extravagantes et de décisions incohérentes, qui s'intéresse un tant soit peu à la fatigue des personnels ? Qui s'intéresse aux effets secondaires sur leur santé à court et plus long terme, le corps d'un professeur étant, comme celui de n'importe quel salarié, son premier instrument de travail ?

Au chapitre des absurdités, on retiendra qu'on maintient fermés les restaurants alors qu'on continue à entasser quotidiennement jusqu'à 35 jeunes gens dans des salles exigües au mépris de la distanciation sociale préconisée par ceux-là même qui formulent des protocoles inapplicables dans le seul but de complaire à l'opinion ou à des chroniqueurs incompetents. La logique et l'efficacité ne sont décidément pas les vertus de cette gestion de la crise sanitaire dans l'Éducation nationale, laquelle s'est illustrée par son manque total d'anticipation depuis le mois de mai 2020, alors que dès ce moment nous avertissions qu'il fallait prendre les dispositions pour rouvrir les établissements dans des conditions de sécurité sanitaire mais aussi de travail acceptables. Rien ne saurait en effet justifier qu'on néglige à ce point totalement les conditions de travail des enseignants, seuls salariés dont l'employeur n'a pas songé, même en rêve, à aménager le poste de travail pour qu'ils puissent supporter la contrainte qu'il leur impose en les

faisant participer à une application parfois délirante du principe de précaution, car c'est bien de cela qu'il s'agit au fond. Qu'on en juge par la communication ministérielle sur l'épidémie de Covid, qui ne mentionne que les « cas positifs » recensés fortuitement chez les élèves et les mesures prises dans ces circonstances, mais n'a aucune considération pour leurs enseignants, lesquels peuvent bien souffrir, être malades ou épuisés, être vulnérables ou vivre avec des personnes vulnérables, et ne recevoir finalement aucune autre solution en dehors de celle, si on peut l'appeler « solution », qui consiste à prendre un arrêt de travail et subir l'application d'un jour de carence sur un traitement déjà scandaleusement bloqué depuis des lustres !

Non décidément, les enseignants, autant que les personnels administratifs que nous défendons, ne semblent pas présenter un grand intérêt pour le ministère de l'Éducation, au point que c'est vers le ministère de la Fonction publique qu'il faut se tourner pour obtenir quelques aménagements bienveillants, ou que c'est en faisant intervenir le Conseil d'État qu'il faut voir enfin suspendu un décret scélérat privant les personnes vulnérables de leurs droits et obtenir ainsi que le gouvernement daigne les leur rendre. Jamais l'initiative de mesures attentives au bien-être et à la santé des personnels ne vient du ministère de l'Éducation nationale lui-même, qui démontre ainsi qu'il est un des plus mauvais employeurs de France, et que sa Direction des ressources humaines ne sert à rien !

Un autre virus, cette fois créé par le ministère lui-même, s'attaque aux personnels et n'épargne pas non plus les élèves : celui des réformes !

Ces réformes, notamment celle du bac, celle du lycée général et technologique, celle du lycée professionnel, nous les avons dénoncées et combattues avec clarté sur le fond pendant que d'autres organisations les soutenaient ou ne s'y opposaient que sur la forme et pour la forme. Il suffit d'observer les votes au Conseil supérieur de l'éducation pour mesurer le niveau de cette imposture, et spécialement les votes sur les amendements déposés par Action & Démocratie qui sont souvent les seuls à porter une véritable ambition pour l'enseignement. Nous en ferons le moment venu le compte rendu détaillé, car il importe que la profession sache exactement qui fait quoi dans les instances où elle envoie des représentants qui parlent en son nom.

Toujours est-il que ces réformes, tous en subissent maintenant les effets concrets sur le terrain. Tout d'abord, elles engendrent une désorganisation profonde des enseignements, une transformation catastrophique d'un bac qui était déjà mal en point et qu'au lieu de sauver, on a choisi d'achever dans une indifférence presque générale. Les pertes liées aux réductions des horaires des disciplines, qui sont avant tout préjudiciables à nos élèves, contraignent aussi désormais de nombreux enseignants en poste fixe à effectuer des compléments de service dans d'autres établissements. Leurs conditions d'exercice au quotidien se dégradent là encore dans un silence assourdissant. Ils sont en outre à la merci de certaines directions d'établissement qui, faute d'autorité, font preuve d'un autoritarisme aveugle en profitant du pouvoir accru qu'on leur a donné sur le sort, la carrière et l'avenir des personnels. De telles postures desservent l'intérêt général, c'est-à-dire celui des élèves autant que des professeurs, qu'on ne saurait opposer ni même séparer. Il faut les dénoncer, autant qu'il faut remercier les chefs d'établissement qui, par leur clairvoyance, leur compétence et leur capacité à mettre en valeur les vertus de chacun, apportent une véritable plus-value au sein de l'école pour le bénéfice de tous. Ceux-là sont alors de véritables « chefs » qui n'abusent pas de leurs prérogatives en créant des situations difficiles, voire impossibles, au nom de « l'intérêt du service ». Cette dernière notion, invoquée à tort et à travers, justifie parfois des décisions nocives, voire ineptes, et sert finalement à charger toujours davantage la mule que nous autres, professeurs, sommes devenus.

Osons parler de la dégradation des emplois du temps à cause des contraintes nouvelles créées par ces réformes ! Osons parler de la multiplication des conseils de classe suite à la destruction de la classe elle-même ! Osons parler de l'impossibilité d'enseigner quoi que ce soit quand les horaires sont à ce point émiettés, les groupes d'élèves mélangés au point qu'on ne sait plus qui est qui, ou bien qu'ils arrivent avec des lacunes abyssales sur lesquelles on ne cesse de nous demander de fermer les yeux tout en qualifiant cette démission de « bienveillance » !

Le virus a bon dos pour nous faire accepter sans broncher une dégradation sans précédent de nos conditions de travail et nous forcer à nous en rendre complice, comme, par exemple, lorsque les élèves « cas-contacts » ou « positifs » sont interdits d'accès à l'établissement mais doivent cependant avoir des cours et qu'on demande alors aux enseignants de filmer ou d'enregistrer les leurs : qu'en est-il du droit à l'image de l'enseignant, de la propriété intellectuelle de ses cours ? Allons-nous bientôt accepter

de filmer nos cours et les laisser être diffusés sur n'importe quel support, dans n'importe quelle condition, et pour n'importe quel usage ? Il est temps de poser ces questions, et bien d'autres, cruciales pour les enseignants au quotidien et pour l'avenir de notre métier. Il est temps que la profession se prononce avec clarté et fixe des limites à ne pas dépasser, car d'autres se chargent déjà en ce moment, sous couvert de faire évoluer nos métiers, d'en préparer la transformation, pour ne pas dire la liquidation. C'est notamment l'objet du « Grenelle de l'éducation », formule qui fait référence à un protocole d'accord qui permettait de sortir de la crise de 1968, et qui sert désormais à faire accepter au « professeur du XXI^{ème} siècle » un déclassement sans précédent.

Les professeurs n'ont pas besoin de colloques, de séminaires, d'experts auto-proclamés pour penser leur métier et pour savoir très bien ce dont ils ont besoin. Il est temps que, collectivement, nous le fassions savoir et que, massivement, nous cessions de collaborer, par notre silence, notre résignation ou notre insouciance, à notre transformation en animateurs et notre obsolescence programmée.

Action & Démocratie se propose de recueillir cette parole du terrain, délivrée des postures politiques ou idéologiques qui font que, si constamment, si obstinément, si consciencieusement, on passe à côté du réel et on laisse la situation s'aggraver.





Lettre ouverte témoignage : Quand le masque devient insupportable

Bonjour,

Je découvre depuis la rentrée votre existence via les mails que je reçois. Je n'ai jamais été branchée syndicat, car très déçue de certains. Mais vous lire me fait du bien ces derniers temps. J'enseigne l'anglais dans un collège à Colombes dans le 92.

Votre texte : « Le Masque et la Peur », c'était la verbalisation de tout ce que je ressens depuis la rentrée.

Je viens de vivre trois semaines horribles d'enseignement avec le masque. Horrible physiquement, car enrhumée dès le premier jour, plus de voix au bout de la deuxième semaine de cours et désormais bronches infectées. Et psychologiquement, car je me sens abattue et épuisée. Je n'ai plus la force d'enseigner. J'ai la chance d'exercer dans un établissement avec une direction très humaine, donc je n'ai rien à redire sur eux, ils sont très empathiques. Mais ces directives ministérielles sont pour moi tout simplement cruelles et inhumaines.

J'étais une enseignante motivée et axée sur le bien-être des élèves de par mes ateliers relaxation et les exercices de respiration réalisés en classe me permettaient d'instaurer un climat plus serein et confiant. J'animais un atelier Zumba, je préparais des sorties, des voyages. J'ai dédié quatorze ans de ma vie pleinement à mon métier et avec amour. Je fais prochainement cette année une formation sur le yoga dans l'éducation pour approfondir mon approche de la nécessité du bien être en climat scolaire. Je m'étais inscrite en juin.

Mais à quoi bon maintenant... Durant ces trois semaines, j'ai vu les élèves tomber comme des mouches, asphyxiés sous leur masque. Les timides ont du mal à pousser leur voix, et tous

font une mine à faire pleurer. Je ne reconnais plus mon métier. Je m'égosille et me transforme en dragon pour avoir le silence total et être comprise par mes élèves. Et on nous dit que ça va durer un an minimum ? Qu'espère-t-on transmettre à nos ados, ainsi ?

Le matin je pleure dans le train et le soir rebelote. Lundi dernier, je n'ai pas pu me lever. Le médecin m'a diagnostiqué une bronchite surinfectée et le test covid a prouvé que c'était bien une bronchite. Je suis certaine que c'est le port du masque qui a causé cela (*je ne suis pas une anti masque, mais j'ai déjà remarqué pendant les vacances que le porter longtemps me créait des soucis ORL*). Je suis arrêtée quinze jours, mais j'ai déjà peur de reprendre et de me pourrir les bronches. Pour vous dire, j'étais tellement déprimée lundi que j'ai commencé à regarder comment démissionner. Quinze ans que j'enseigne, je ne me suis JAMAIS sentie comme ça. D'ailleurs, je n'ai jamais eu quinze jours d'arrêt imposés par mon médecin. Et je suis certaine de ne pas être la seule dans cet état. Je refuse de sacrifier plus longtemps ma santé physique et mentale !

Quels sont mes droits ? Si quand je reprends, j'ai les mêmes soucis de rhino/bronchite, comment vais-je enseigner cette année ? Je suis très inquiète pour la suite... Pouvez-vous me donner quelques pistes ? Je sais que je ne suis pas syndiquée chez vous, mais cela me fait du bien de vous écrire et de poser ce que je ressens.

“ **Durant ces trois semaines, j'ai vu les élèves tomber comme des mouches, asphyxiés sous leur masque. Les timides ont du mal à pousser leur voix, et tous font une mine à faire pleurer. Je ne reconnais plus mon métier.** ”

Je vous souhaite une belle journée et vous remercie d'œuvrer si justement pour nous. J'espère de tout cœur que vos actions vont aboutir !



Le masque et la peur



Déclaration préalable
Action & Démocratie / CFE-CGC
Conseil supérieur de l'éducation
17 septembre 2019

Monsieur le ministre,

**Mesdames et Messieurs
les membres du CSE,**

Un chanteur d'opéra ou un joueur de flûte peuvent-ils se produire avec un masque ?

Nous non plus ! Le visage et la voix sont autant d'outils indispensables au métier de professeur, comme à celui d'élève. Comment transmettre, comment instruire sans se faire entendre ni observer sur le visage de ceux à qui l'on s'adresse si l'on a été compris ou pas ?

Après seulement quinze jours de classe, de très nombreux professeurs sont épuisés de devoir forcer la voix, exténués de mal respirer sous un masque des heures durant, pour ne rien dire des températures très élevées qui auraient dû, si l'on se souciait un tant soit peu de ce qui se passe dans une salle de classe, conduire à proposer des aménagements au lieu de faire comme si de rien n'était, contribuant ainsi à ajouter une couche supplémentaire au mille-feuilles de la maltraitance institutionnelle qui éloigne de plus en plus de gens de valeur de ce métier jadis estimé et aujourd'hui saccagé.

Tandis que de nombreux collègues se précipitent chez

leur généraliste couverts de boutons, aphones ou la gorge en feu, d'autres cherchent à s'équiper, sur leurs deniers personnels, d'amplificateurs de voix afin de pallier les carences de leur employeur qui, comme avec les ordinateurs qu'il ne leur fournit pas mais leur demande tout de même d'utiliser, aurait dû leur être fournis en même temps que les masques !

Et, puisque nous sommes les seuls à évoquer dans cette instance la réalité, n'omettons pas les élèves des collèges et lycées qui cherchent à soulever leur masque dès qu'ils pensent que le regard de l'adulte n'est plus posé sur eux pendant qu'on nous demande de réprimer ces relâchements que nous comprenons pourtant si bien !

Nombreux sont ici – et nous n'étions pas les derniers – à nous être réjouis de la fin de l'enseignement à distance imposé par le confinement, et du retour dans les classes. Cependant, le durcissement du protocole sanitaire, décidé à la hâte à la veille de la rentrée par le ministère avec l'appui de nombreuses organisations syndicales, s'est traduit, entre autres extravagances, par l'obligation stricte du port du masque en classe, qualifiée d'obligation professionnelle dans une circulaire datant du 14 septembre et publiée ce jour. Enseigner dans des

conditions de travail difficiles, ce ne sera hélas pas une nouveauté ; mais dans le cas présent, il s'agit de ne même plus pouvoir enseigner du tout !

Gageons que nos auditeurs nous épargneront cet amalgame facile : non, nous ne sommes pas des anti masques radicaux et inconscients. Préoccupés par la crise sanitaire autant que par la psychose qu'elle alimente, nous ne contestons pas l'utilité du port du masque si celui-ci est de bonne facture (ce qui n'est pas fréquent) et utilisé avec une grande rigueur. Pas davantage nous ne contestons les autres « mesures-barrière » censées protéger de la Covid19 les personnels, les élèves voire l'ensemble de la société. Mais nous pensons qu'il est possible et souhaitable de ne pas sacrifier à la santé de tous l'instruction de nos élèves ni le bien-être au travail des enseignants, car ce sont toutes des priorités d'égale importance.

Le port du masque en classe n'était pas une fatalité. Nos ministres le savent bien, eux qui en ont si longtemps contesté l'utilité ! Plus sérieusement, de nombreux pays européens ne l'ont pas imposé à l'intérieur de la classe, et ce non pas parce que ces pays seraient moins touchés que la France par la maladie, mais parce qu'ils sont attentifs à la nature des choses, et notamment à ce qui se passe dans une salle de classe.

Ce que nous demandons en priorité, c'est en somme un petit rien d'un point de vue sanitaire mais un geste fondamental dans l'intérêt des élèves et de nos conditions de travail : nous demandons non un allègement mais un assouplissement du protocole sanitaire, permettant aux enseignants qui le souhaitent de retirer leur masque en classe lorsqu'ils sont à distance de leurs élèves. Et dans les faits, nous le savons tous, cela se pratique déjà énormément, et de plus en plus, en toute hypocrisie. Comment les enseignants de GS et de CP pourraient-ils sérieusement enseigner la lecture en étant masqués ? Comment un professeur de langue vivante peut-il faire travailler la prononciation ? Le ministère du travail accorde une dérogation aux journalistes et à leurs invités sur les plateaux de télévision : permettez-nous de penser que le métier de professeur est un peu plus sérieux que le bavardage en continu de ces gens, et qu'il mérite plus d'égard de votre part !

“**A l'heure actuelle, extrêmement sollicités, les médecins de prévention, en nombre toujours insuffisant, ne peuvent répondre aux demandes des collègues que nous invitons à se tourner vers eux pour faire constater une inaptitude temporaire et obtenir ce qui est de droit.**”

Insistons : assouplissement n'est pas allègement. Les professeurs ne sont pas des irresponsables à qui l'on confie imprudemment nos enfants ; ce sont des gens consciencieux, capables d'adaptation et surtout de discernement. Leur imposer le port du masque comme une « obligation professionnelle », c'est ne pas leur faire confiance et même les infantiliser !

Il est juste que l'État fournisse aux enseignants qui le nécessitent, mais aussi à ceux qui le souhaitent, des masques de type 2 ou des masques FFP2 (réellement protecteurs) ; il est également souhaitable de ne pas les accabler sous des règles d'une telle rigidité qu'elles dénaturent leur mission même, qui est de cultiver chez leurs élèves la faculté de juger.

D'autant que, miroir inversé de cette rigidité, le sort réservé aux personnels vulnérables s'est largement dégradé : alors que ces derniers pouvaient bénéficier d'une autorisation spéciale d'absence au printemps dernier,

elles semblent aujourd'hui avoir disparu des radars du Ministère. Comme si le port du masque obligatoire et permanent suffisait à les mettre à l'abri ! Comme si, du jour au lendemain, elles avaient cessé d'être vulnérables !

La CFE/CGC appelle le Ministère à revoir au plus vite sa gestion des personnels vulnérables et à leur proposer des aménagements

adaptés de leur poste de travail. Certes nous sommes conscients que cela sera difficile : A&D CFE-CGC a déjà dénoncé à plusieurs reprises l'état déplorable de la médecine de prévention, allant jusqu'à déposer plainte en 2019 contre vous, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, pour **mise en danger d'autrui** après la multiplication de suicides d'enseignants, non pas parce que nous serions animés d'une hostilité envers vous, mais parce que vous ne nous écoutez que si l'on frappe du poing sur la table. Et certes, quelques efforts ont été faits depuis en réponse à cette plainte, mais ils ne sont pas du tout à la hauteur des besoins. A l'heure actuelle, extrêmement sollicités, les médecins de prévention, en nombre toujours insuffisant, ne peuvent répondre aux demandes des collègues que nous invitons à se tourner vers eux pour faire constater une inaptitude temporaire et obtenir, ce qui est de droit, un aménagement de leur poste de travail afin de préserver leur santé. Et cerise sur

l'indigeste gâteau sanitaire, le gouvernement, qui n'a même pas eu le bon sens de revenir sur le contre-productif jour de carence, a cependant l'outrecuidance de revenir sur sa suspension que la situation du printemps dernier l'avait forcé à concéder !

Assouplir le protocole demandons-nous, pour les professeurs.

Mais nous n'oublions pas les élèves du secondaire qui enchaînent d'interminables journées sous leur masque, confinés dans des locaux exigus à trente-cinq par classe grâce à votre réforme, et par plus de trente degrés lors de ces longues heures de maltraitance. On nous rétorquera qu'au printemps, faire cours sans masque était possible du fait de l'absence de nombreux élèves dans les classes, ce qui permettait une distanciation suffisante, mais qu'aujourd'hui ce serait devenu impossible. Vraiment ? Pourtant l'Italie, durement éprouvée par la crise sanitaire au printemps, a investi plusieurs milliards d'euros pour assurer à ses enfants et à ses enseignants une rentrée « normale », et en tout cas beaucoup plus normale que celle que vous osez qualifier ainsi. Grâce à au dédoublement des classes, à l'extension des bâtiments, à une organisation repensée pour la circonstance, les élèves et leurs professeurs y sont libérés du port du masque dans la classe et ne le portent que lors des circulations. Mais il est vrai que le gouvernement italien, lui, a commencé à préparer cette rentrée dès le mois de mai !

À des investissements lourds et de l'imagination pour assurer des conditions pédagogiques acceptables, le gouvernement français a préféré le port du masque obligatoire en classe, qui ne lui coûte pas grand-chose, quitte à rendre improbables les enseignements dispensés dans ces conditions. Le masque nous protège peut-être de la maladie, mais à coup sûr il nous empêche d'enseigner. Votre devoir était de trouver des solutions, ou à défaut de laisser ceux qui sont sur le terrain les trouver à votre place. Mais vous préférez recourir à des mesures qui font bavarder les chroniqueurs et n'apportent aucune solution aux problèmes réels quand elles n'en créent pas de supplémentaires. Car il faut faire preuve de la plus grande hypocrisie, c'est le cas de le dire, pour penser que cette mesure ait une autre efficacité que celle consistant à ruiner l'autorité de ses auteurs, mais aussi celle des professeurs à qui l'on demande de la faire respecter, alors que tous voient, devant les grilles des établissements ou pendant les repas, les mêmes à qui l'on fait subir inutilement des heures de suffocation se contaminer joyeusement et en toute insouciance ! Et il faut faire preuve d'une grande inconscience, quand on a en charge l'éducation, pour imposer l'obéissance à des

règles si peu fondées en raison qu'on ne peut les faire respecter que par la menace d'une sanction. « *L'homme libre n'est pas conduit pas la crainte, mais par la raison* », disait en substance Spinoza. Et ce sont des hommes libres que les professeurs veulent faire, et non des esclaves.

C'est en sollicitant le discernement et l'intelligence de chacun qu'il nous faut essayer collectivement de surmonter cette crise, et d'en repenser de fond en comble la gestion.

Nos élèves ont un besoin urgent d'instruction, instrument de leur liberté. Et cela aussi est vital.





Le choc de la pandémie



L'actualité mondiale du premier semestre 2020 a été marquée par la pandémie de Covid19. L'objet de ce commentaire est de constater quelques unes des conséquences de cette pandémie, en général et plus particulièrement pour l'Éducation nationale.

1/ Les gouvernements mis en butée

«*L'imprévu est la seule certitude du futur*» : personne ne peut échapper au caractère désormais glaçant de cette phrase d'Henri LABORIT dans son Éloge de la fuite. Les États européens ont tous réagi comme ils l'ont pu face à un événement « sans précédent » et ce n'est pas les accabler que de dire qu'ils ont été dépassés, eux, leurs administrations et leurs technstructures, dans la gestion d'un phénomène brutal, virulent et rapide.

C'est souvent dans le bas des hiérarchies, c'est-à-dire sur le terrain, là où il était question d'agir au sens de « faire quelque chose », que la pandémie a surtout été affrontée, puis vaincue.

À l'hôpital d'abord et surtout, de façon évidente : véritable ruche au sein de laquelle la plus modeste des ouvrières était chaque jour nécessaire à la survie du système entier ; il y était question d'agir pour y sauver des vies ; les administratifs ont été mis au second plan, et les soignants ont pu soigner. Des vies ont été sauvées.

2/ À marée basse, le fond est découvert

Les routiers qui transportent, les caissières qui encaissent, les éboueurs qui vident les poubelles, les voisinages qui s'entraident, les règles de l'état d'urgence sanitaire qui sont respectées par une population, non pas docile comme on a pu le lire, mais dotée d'un sens civique remarquable, les solutions de proximité qui sont inventées, les pompiers qui sauvent, les policiers qui répondent aux appels au secours et l'État français qui prend en charge dans une proportion incroyable les conséquences de l'arrêt brutal de la vie économique, bien au-delà des réserves budgétaires...

Mais autour de ces rocs solides et rassurants, de la vase aussi : des incohérences, des mensonges, de fausses demi-mesures, etc. Chacun placera ici ses mauvais souvenirs de l'épidémie de Covid19 en France, mais soucieux d'éviter d'alimenter les polémiques ou les fracas d'opinions, nous en restons là.

>>

« Les États européens ont tous réagi comme ils l'ont pu face à un événement « sans précédent » et ce n'est pas les accabler que de dire qu'ils ont été dépassés »

3/ L'Éducation nationale dans la tourmente

L'authoritarisme et la morgue du ministère ont fait long feu. La réalité s'est imposée : les écoles, collèges, lycées et universités ont dû fermer. Forts du lien humain qui les unit à leurs élèves, les professeurs ont continué à enseigner comme ils l'ont pu. Partout les constats ont été faits : face à l'urgence, ce n'est pas rien qui a été fait, mais mieux et parfois bien mieux que simplement quelque chose.

Mais cette sève, cette réactivité, cette conscience professionnelle ont été dérobées, chapardées par le ministère qui a développé un discours fallacieux : « *Tout était prêt ; grâce au télé-enseignement, la continuité pédagogique est assurée* ».

Nous protestons : tout était largement sous-dimensionné, rien n'était prêt, rien ne fonctionnait ! Les enseignants ont sauvé les meubles, fait au mieux pour le plus grand nombre, mais les carences ont été massives et terribles. Les enseignants sont nombreux à avoir vécu le discours officiel comme une récupération abusive.

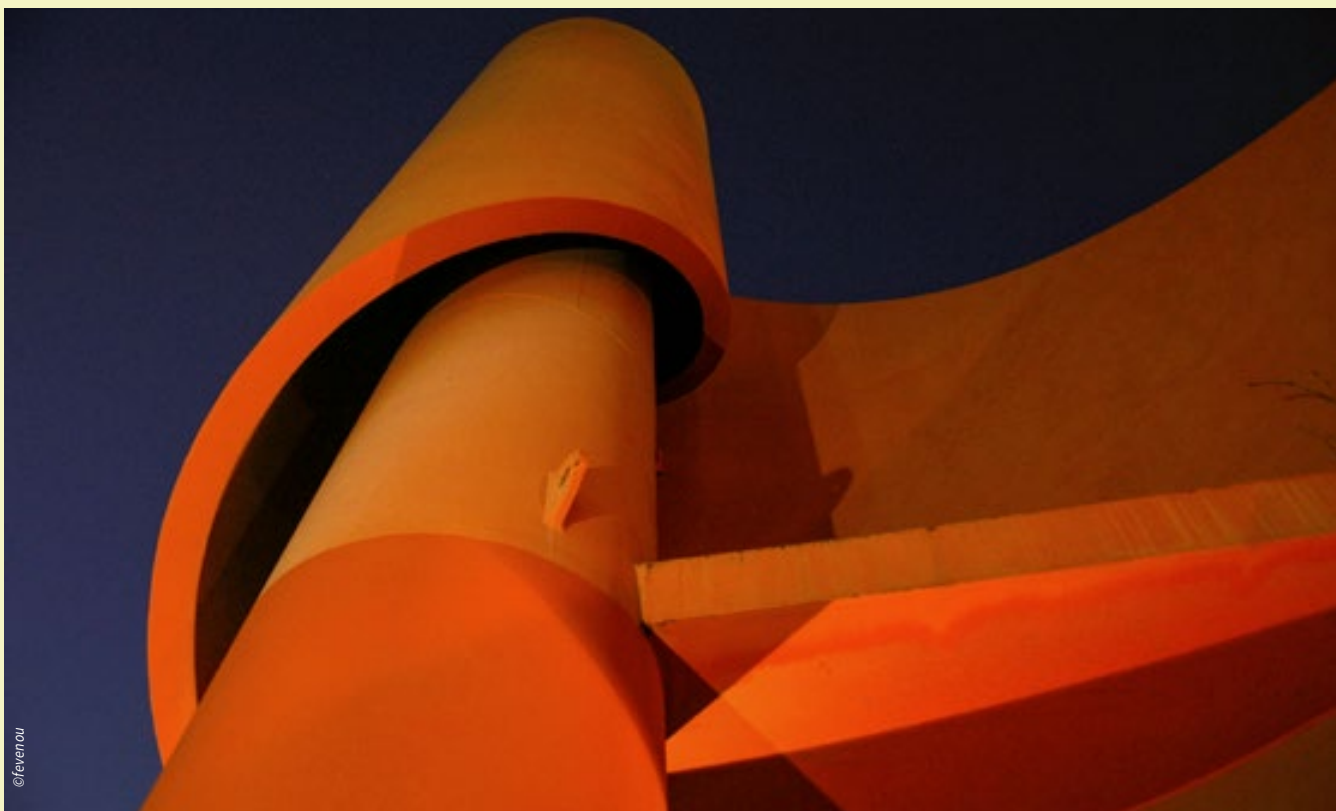
Par ailleurs, du ministère en passant par les rectorats, les chefs d'établissements en particulier se sont vus déléguer toutes les responsabilités face à la crise. Parmi les équipes de direction, deux groupes ont été distingués : un groupe qui les a courageusement et au mieux assumées, protégeant leurs professeurs et, derrière eux, leurs élèves ; et le groupe bien plus fourni des agents de l'État,

“ Les enseignants ont sauvé les meubles, fait au mieux pour le plus grand nombre, mais les carences ont été massives et terribles ”

qui, par un mimétisme trop facile avec ce que le jargon nomme « la colonne hiérarchique », ont redistribué ou tenté de redistribuer les responsabilités aux enseignants.

Il faudrait confier aux historiens, sociologues et psychologues une analyse critique de l'ensemble des circulaires ministérielles, rectorales et de celles issues des inspections pédagogiques de cette période pour avoir une idée plus claire de la « débâcle » de mai 2020 dans l'Éducation nationale.

La France n'était pas prête à affronter le séisme de la pandémie du printemps 2020, et elle figure parmi les pays les plus sinistrés. Les tonalités communes entre les actions gouvernementales et administratives et celles exposées dans L'étrange défaite de Marc BLOCH sont très sensibles. Dans son essai, il analyse la débâcle française de 1940 comme le résultat d'une faillite des élites françaises. A&D a souligné très tôt l'urgence qu'il y avait à faire redémarrer l'école, au moment où le ministère pavait avec une continuité pédagogique virtuelle qui existait comme elle le pouvait avec le matériel personnel des enseignants, avec leurs idées, leurs innovations, leur sens du concret : ils ont été dépossédés de tout ce travail par le ministère qui disait avoir tout prévu alors que rien de



la structure informatique n'a bien fonctionné pendant deux à trois semaines.

Le télé-enseignement a montré ses limites, et ses carences sont de l'ordre de l'évidence. Cela rendait l'urgence de la réouverture des écoles tout à fait critique.

4/ La réouverture

La reprise qui a lieu de mi-mai à début juin a le mérite de la confrontation au réel : les consignes sanitaires dont la fonction est avant tout d'assurer la sécurité juridique du ministère la rendaient impossible, et elle a lieu en trompe l'œil, avec le quart des effectifs des élèves dans le meilleur des cas.

A&D ne fait pas ce constat seule : en effet, M. Vincent (Figaro du 8 juin 2020), Président du SNPDEN-Unsa, syndicat de chefs d'établissement, explique qu'« aujourd'hui

les parents sont déçus. On leur a fait miroiter une reprise. On leur a vendu du rêve ».

Au moins peut-on constater la gravité de la situation réelle et partageons-nous avec le ministère un point de vue : la fermeture des établissements scolaires et universitaires est lourde de conséquences.

5/ La rentrée 2020

A&D a très vite alerté sur l'urgence qu'il y a à concevoir des adaptations massives pour rendre la rentrée de septembre 2020 utile et fonctionnelle : quid des rattrapages nécessaires sur des pans entiers de programmes non assimilés par des dizaines de milliers d'élèves ? On nous parle de « 2S2C » (sport santé culture civisme), d'« été apprenant » : personne n'y croit. Pire, la mise en avant de ces dispositifs de secours comme autant de solutions du futur (classe inversée, capsules vidéo, enseignement à distance) aboutit à la déclaration de la nécessité d'une formation numérique des enseignants par Mme Missir, Directrice de Canopé, le réseau de formation du ministère de l'Éducation nationale (Figaro du 8 juin 2020).

Au-delà de la pandémie, des inquiétudes persistantes s'accumulent : et si l'épidémie de Covid19 était utilisée comme cheval de Troie par le ministère pour avancer vers une « école du futur » encore davantage déshumanisée, désincarnée ?

Au-delà de la pandémie, des inquiétudes persistantes s'accumulent : et si l'épidémie de Covid19 était utilisée comme cheval de Troie par le ministère pour avancer vers une « école du futur » encore davantage déshumanisée, désincarnée ?



Beaucoup d'enseignants redoutent qu'en septembre nombre d'élèves risquent d'arriver en cours avec des lacunes terribles : il faut adapter les programmes, il faudrait lier cette crise sur un an pour les élèves de première, deux ans pour les élèves de seconde, trois ans pour les élèves de 3^{ème}... Quand ce travail sera-t-il fait ? Par qui ? Où sont les inspections générales ? Où est la concertation avec les représentants de ceux qui font la classe et qui sont riches d'une expérience irremplaçable ? Les écouterait-on ou reprendra-t-on le cours des choses : les cadres du ministère et les « sachants » diront quoi faire à ceux qui savent faire ?

Une mascarade continue-t-elle de se dérouler sous nos yeux ?

Le traitement réservé à l'enseignement public en France exaspère nombre de professeurs, elle en abat certains, elle en désole beaucoup, rarement elle en satisfait.

6/ Septembre 2020

La rentrée est arrivée, et nous l'avons vécue dans une sorte de sidération, sans doute à cause de la cacophonie des discours d'experts se contredisant quand ils ne s'invectivaient pas, ou ne déposaient pas plainte les uns contre les autres.

En contraste, le discours ministériel, calme et serein, tentait sans grand succès d'être lénifiant, et paraissait venir d'une autre planète : la rengaine du « *tout va bien, tout est prêt, tout est prévu dans tous les cas et nous contrôlons la situation* », ne peut avoir convaincu que les grands naïfs ; s'il en reste.

Cette arrogance du pouvoir politique est, dans une telle période, proprement exaspérante : nous aurions par exemple préféré que les programmes soient revus pour limiter tant que possible et ne serait-ce qu'un peu, le nombre d'élèves à arriver en classe supérieure avec les lacunes inévitables causées par trois mois d'interruption des cours...

Mais la panacée déclarée est devenue l'obligation du port du masque, généralisée, ou presque. Le discours officiel d'aujourd'hui fait un écho dissonant avec les affirmations martelées au printemps 2020, qui tentaient de nous convaincre que le port du masque était vain et inutile.

Sur ce point, nous avons très vite constaté qu'était juste l'intuition que nous avions, selon laquelle faire cours

masqué à des élèves masqués allait être difficile. Cette difficulté pourtant bien réelle ne semble à aucun moment avoir été ne serait-ce qu'envisagée par l'administration. Cette négligence institutionnelle est indirectement et probablement l'expression masquée - elle aussi ! - d'un mépris technocratique pour nos métiers, et pour l'enseignement.

A &D est un syndicat de terrain : il constate qu'en septembre comme en mai, le nouveau protocole sanitaire est surtout utile au ministère pour dégager sa responsabilité ; il édicte des règles qui seront ajustées et appliquées dans les établissements en engageant les responsabilités des équipes de direction, des équipes pédagogiques et aussi bien entendu celle des professeurs. Les personnels sont désormais exposés sans vergogne à un risque sanitaire dont tout le monde parle et qui est peut-être grave : nous le saurons dans un délai de quelques semaines tout au plus.

Les chefs d'établissement et les corps d'inspection sont sur le pont eux aussi, et ils ont finalisé au mieux les règles concrètes qui sont à appliquer dans les établissements. Mais d'une académie à l'autre, d'un bassin d'éducation

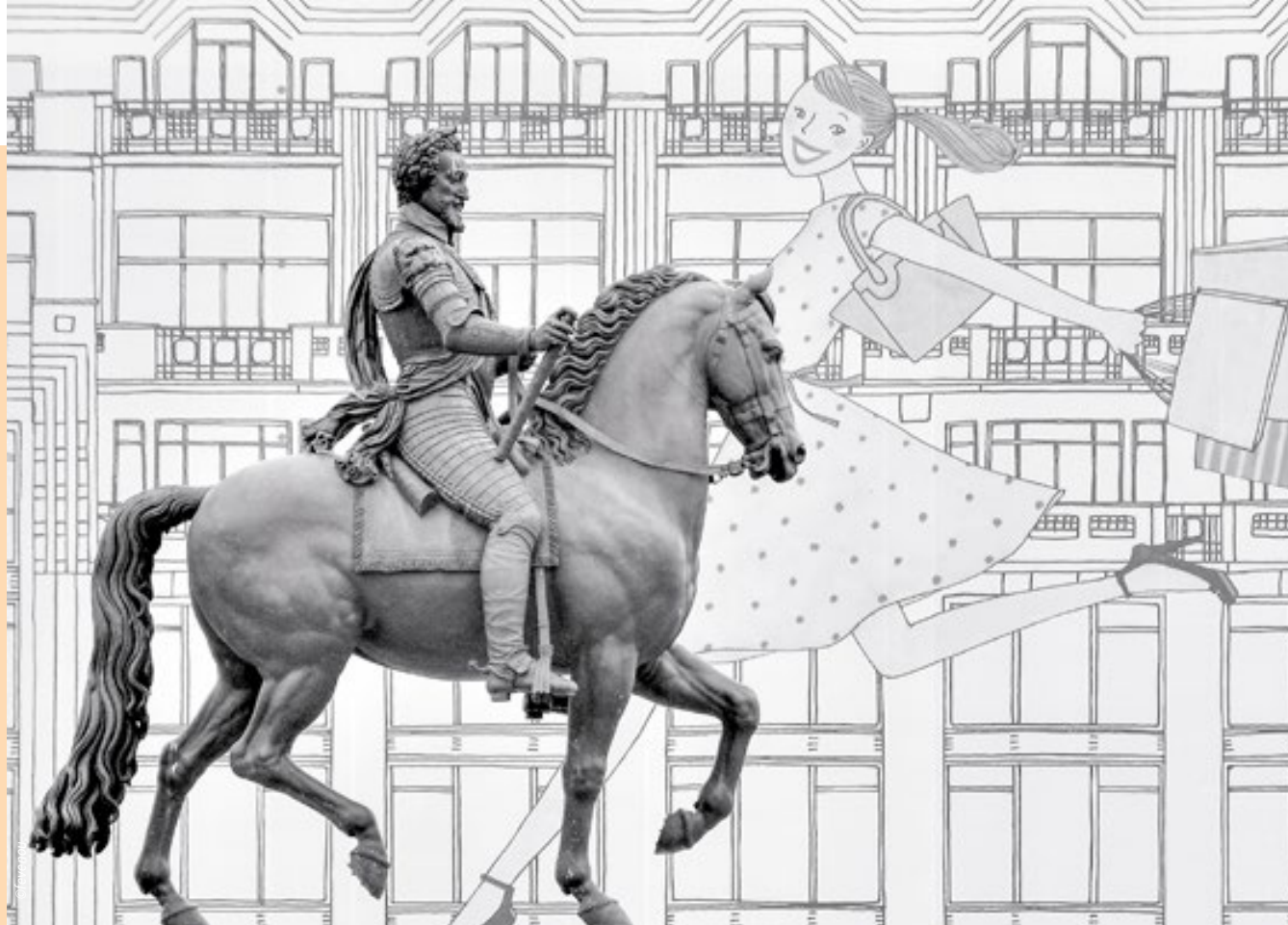
à l'autre, d'une commune à l'autre, d'un établissement à l'autre, on constate des rentrées très variées dans la forme et sur le fond. De cette façon-là également, le caractère national de l'enseignement public en France semble battu en brèche.

Dans cette situation tellement périlleuse, incertaine, difficile et complexe, la confiance ne se décrète pas, et là où elle a été laminée, elle a été cruellement absente le 1^{er} septembre 2020.

Il nous reste notre bon sens, et à faire le pari de l'intelligence, pour que dans le plus d'établissements possible des solutions viables et sûres émergent de la réflexion collective pour le bien public.

A &D n'est pas une officine de divination, ni une entreprise de propagande, pas davantage que l'appendice d'un parti politique : à constater les faits, à écouter nos adhérents, à réfléchir sur l'état du réel nous élaborons une parole qui aide à comprendre les enjeux de la situation et convoquons la réflexion de ceux qui sont dans l'école de la République, et la font, pour élaborer et choisir les meilleurs positionnements possibles.

“ Sur ce point, nous avons très vite constaté qu'était juste l'intuition que nous avions, selon laquelle faire cours masqué à des élèves masqués allait être difficile. ”



Formez vos bataillons !



Déclaration préalable
Action & Démocratie / CFE-CGC
Conseil supérieur de l'éducation
21 novembre 2019

Monsieur le ministre,

Cette déclaration aurait pu avoir pour objet de commenter vos premières annonces relatives aux difficultés (euphémisme) des directeurs d'écoles mais puisqu'apparemment les vraies réponses sont remises à plus tard, disons seulement ceci : on ne s'arrêtera même pas sur la pitoyable aumône que constitue une journée de décharge en guise de cadeau de Noël, ensuite on fera remarquer qu'il est navrant de solliciter encore les directeurs déjà épuisés pour participer à de nouvelles réunions interminables qui auront pour seul effet de retarder pendant de longs mois l'arrivée d'éventuelles solutions...

Non, la seule timide lueur d'espoir réside dans l'existence du mot « moratoire » qui laisse à penser que pour la première fois notre hiérarchie aurait pris conscience que la vraie solution n'est pas de rajouter du temps mais d'alléger les tâches ! Comme quoi, ces enquêtes n'étaient pas si importantes finalement, c'est bon à savoir...

Affaire à suivre donc.

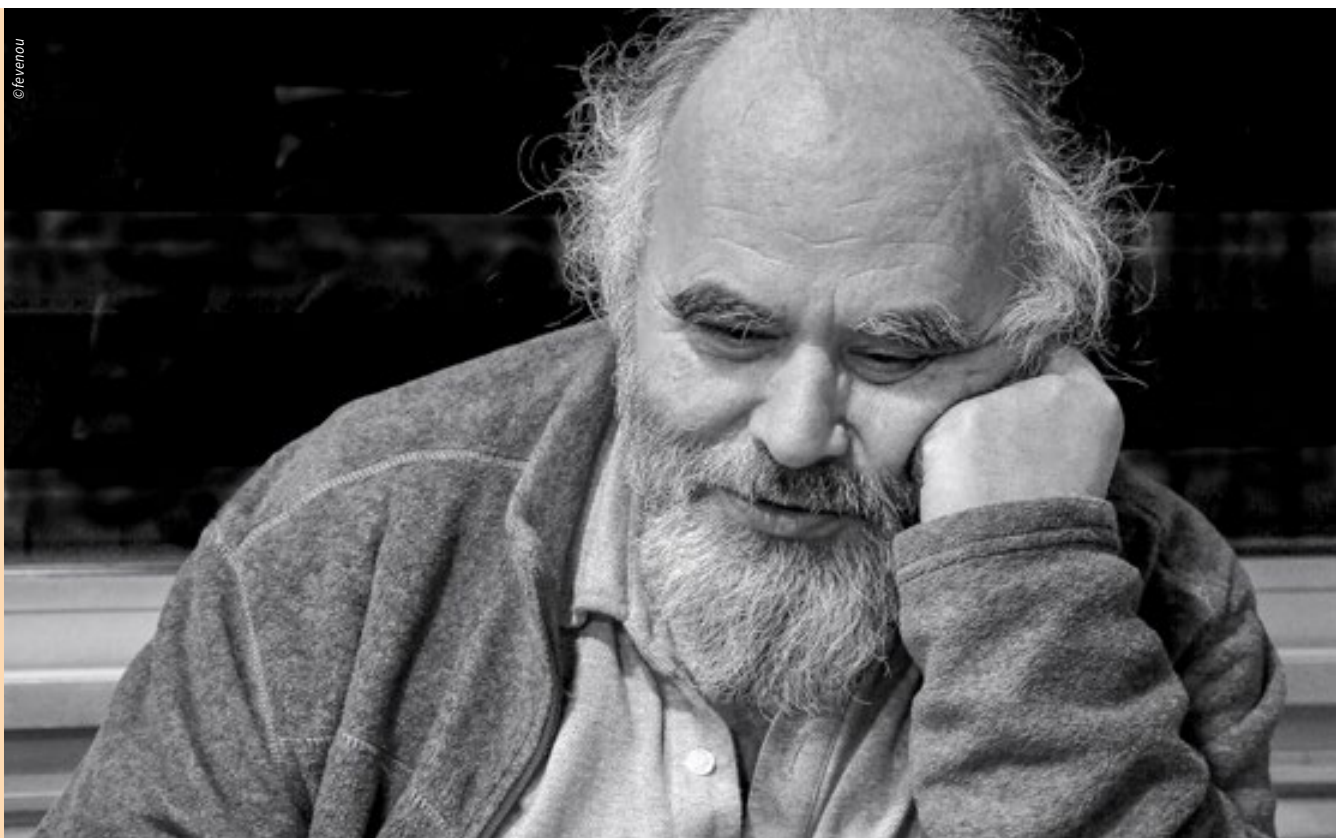
Tout autre chose, quoique...

En septembre dernier, vous avez présenté en commission un décret relatif à la formation des enseignants. Il s'agit

d'ouvrir à la formation continue cinq jours de congés. Ce même décret avait déjà été unanimement refusé par les organisations syndicales lors d'une première instance en juin. Vous avez donc l'air d'y tenir, alors parlons-en sans tabou.

Selon le BO du 18 juillet 2013, l'enseignant « met à jour ses connaissances disciplinaires, didactiques et pédagogiques » et « est capable de faire une analyse critique de son travail ». Jusque là on est à peu près tous d'accord, la remise en cause permanente c'est dans l'ADN de notre métier. Sauf que peu d'enseignants vous diront qu'ils sont satisfaits de l'offre de formation continue actuelle, de nombreuses études en attestent depuis une vingtaine d'années. C'est à se demander pourquoi rien ne bouge depuis 20 ans mais ne désespérons pas.

Certains de nos collègues dénoncent le faible nombre d'heures dévolu à la formation continue. Apparemment vous êtes de cet avis. Mais il y a une divergence de taille : quand certaines organisations syndicales souhaiteraient des temps de formation en lieu et place d'heures d'enseignement - ce qui se faisait encore il y a une quinzaine d'années et nécessitait évidemment un vivier de remplaçants - vous optez pour une formation



pendant les vacances, ce qui vous dispenserait de nouveaux recrutements.

Notre point de vue, à Action & Démocratie, c'est que la question n'est pas tant « *quand se former ?* » mais plutôt « *pourquoi ?* ». Tiens ! même problématique que pour la direction d'école.

On ne va pas se mentir, la pénibilité actuelle du métier n'étant un secret pour presque personne, rares sont ceux de nos collègues qui vont en animation pédagogique avec le sourire et pour cause : ils ont souvent leur journée de travail dans les pattes, quand le temps de formation ne tombe pas le mercredi après-midi, cette précieuse demi-journée de pause de milieu de semaine. Donc c'est avec un à priori négatif voire la mort dans l'âme, que l'enseignant lambda se rend en formation et l'idée qu'on puisse lui en rajouter encore une couche pourrait supplanter en horreur l'idée d'interdire le café en salle des profs.

Quant à l'inénarrable « *Magistère* », les rares qui vous diront préférer se former ainsi plutôt qu'en présentiel n'avoueront jamais que c'est pour eux une façon de liqui-

der en 3 minutes une formation de neuf heures, quitte à se faire quelques ampoules à force d'enchaîner à toute vitesse les clics gauches.

Bref, du point de vue d'une majorité de collègues, si la formation doit être médiocre et subie, alors mieux vaut s'en passer et consacrer notre temps précieux à nos élèves.

Oui nous disons « *médiocre et subie* », car malheureusement, quand il ne s'agit pas de supporter dans un amphithéâtre bondé l'arrogance insupportable de pseudo-chercheurs n'ayant jamais enseigné et assénant de façon toute magistrale les bienfaits du travail en petits groupes, ce que vous appelez « *formation continue* » consiste généralement en un pilotage injonctif et infantilisant des réformes ministérielles. Et comme nous le savons tous la « *réformite aiguë* » est un des cancers de notre belle profession !

Qui se souvient encore des animations pédagogiques sur le « *prédicat* » ? – défense de rire.

Que dire des formations sur le numérique pour imposer au forceps ce changement radical dans notre façon d'enseigner, changement que beaucoup de collègues contestent et c'est bien leur droit. La formation continue ne devrait pas être l'ennemie de notre liberté pédagogique ! Et que dire surtout de la folle réforme du lycée, conduite à la hussarde contre l'avis d'une écrasante majorité de professeurs et qui va mobiliser la totalité des moyens de formation continue, pour écopper l'océan à la petite cuillère...

«...du point de vue d'une majorité de collègues, si la formation doit être médiocre et subie, alors mieux vaut s'en passer et consacrer notre temps précieux à nos élèves.»

Mais ne noircissons pas complètement le tableau, nous avons tous en tête des animations ou formations réussies. Qui les avait mises en œuvre ? des conseillers pédagogiques, anciens enseignants de terrain. Sur quels thèmes ? Rien que du concret : gestion de classe, élèves à profil particulier, difficultés dans la compréhension de textes... A la demande de qui ? de collègues de terrain dont l'inspecteur avait daigné écouter les doléances.

C'est aussi simple que cela, dans le domaine de la formation comme dans d'autres, faites confiance au terrain, donnez aux enseignants ce qu'ils demandent et non ce que vous estimez bon pour eux.

Allons même plus loin : Faisons le pari d'une formation continue entièrement facultative !

Que chacun se forme selon ses besoins, selon ses projets, sa façon d'enseigner et selon le temps libre que lui laisse la préparation de classe. Dans le domaine de la formation comme dans tant d'autres questions brûlantes liées à notre métier, la solution, M. le Ministre, est le choix.

A chacun le choix entre tablette numérique et tableau noir. Entre conduire 1000 projets et s'abstenir d'en faire. Entre les vieilles notes sur 20 et le seul tableau de compétences. Entre le traumatisant stylo rouge et le rassurant stylo vert. Bref vaut-il mieux se former pendant l'été, fraîchement bronzé et reposé ?

Pourquoi pas mais alors ne forcez personne à venir. Et alors si ces offres de formation trouvaient tout de même leur public ? Un public de collègues unanimement motivés plébiscitant votre offre et la jugeant compatible avec leurs besoins ! Quelle récompense pour vous ! Jamais un Ministère n'a eu le courage d'un tel pari !

Impossible de discourir sur la formation continue sans évoquer la formation initiale : Cette année le génie des stratégies du Ministère a encore frappé, car on s'apprête à rebaptiser les ESPE en INSPE. Génial, imparable. Il y en a vraiment qui méritent leur prime. De « *espérance* » à « *inspection* », il y aurait toute une analyse sémantique à faire, mais passons...

Dans le domaine de la formation initiale également, les témoignages convergent pour regretter le fossé béant entre les attentes des étudiants et la formation délivrée : infantilisation, caporalisation des esprits, diabolisation des méthodes d'enseignement à l'ancienne, réponses insuffisantes à des questionnements concrets, formateurs déconnectés du terrain...

Oui, une réforme de nos centres de formation est urgente alors rêvons un peu : pourquoi pas une formation qui répondrait aux besoins et aux demandes des futurs

«...rêvons un peu : pourquoi pas une formation qui répondrait aux besoins et aux demandes des futurs enseignants, qui serait dispensée par des collègues en activité et donc parfaitement conscients des enjeux et difficultés du métier ?»

enseignants, qui serait dispensée par des collègues en activité et donc parfaitement conscients des enjeux et difficultés du métier ?

La formation, initiale comme continue, au service des personnels. Quelle révolution !





Travail, santé et bien-être

Baptiste Rappin

La question obsède les cabinets de consultants et taraude les services de ressources humaines : comment parvenir à être efficace tout en prenant soin des salariés ? Comment cultiver la performance, économique, sociale ou politique, tout en limitant les risques psycho-sociaux ?

La question du rapport entre travail, santé et bien-être devra donc s'envisager en premier lieu d'une manière générique, car elle relève de la structure même du travail propre à notre époque, au sein de la société dite « post-industrielle ». Mais elle ne devrait pas faire l'économie d'une prise en compte spécifique de l'école, c'est-à-dire de la structure historique de la transmission des œuvres en Occident moderne. Je crains que la taille restreinte de cet article ne me permette pas de traiter ce second point.

Alors débutons notre réflexion par la facilité en rappelant l'étymologie et la provenance du terme « travail » : cela est bien connu, il dérive du latin *trepallium*, lui-même issu du grec *tripassalon* ; il s'agit d'un instrument comportant trois pieux, deux verticaux et un transversal, auquel on attachait les animaux pour les ferrer ou les soigner, ou les esclaves pour les punir et les torturer. Le travail est donc un joug et une fixation, une contrainte à laquelle on n'échappe que difficilement : le mot garda à ces débuts cette connotation négative car il désigna en premier lieu, au XI^{ème} siècle, la douleur de l'enfantement, avant de renvoyer, de façon plus générale, vers la peine, la souffrance, la fatigue. Ce n'est qu'au milieu du XIII^{ème} siècle que le terme de travail pointe les difficultés liées à l'activité artisanale et au début du XVII^{ème} siècle qu'il englobe l'activité quotidienne professionnelle nécessaire à la subsistance.

“ Travailler, c'est faire l'épreuve du réel, et par là-même l'apprentissage du principe de réalité, qui énonce qu'on ne peut prendre ses désirs ou ses rêves pour la réalité. ”



Nous ne devons pas prendre à la légère, me semble-t-il, ce bref détour étymologique. D'une part, parce qu'il met immédiatement en évidence la tension entre le travail, empli de négativité, et la santé et le bien-être, caractérisés au contraire par la positivité – nous reviendrons plus tard sur cette tension des opposés – d'autre part, car il nous mène tout droit vers un aspect essentiel du travail trop souvent négligé, et sur lequel je voudrais à présent m'attarder.

Qu'est-ce que le réel ? Nombre de philosophes, si ce n'est tous, se sont attaqués à cette redoutable question. Cela signifie que nous disposons, si nous prenons le temps de nous y arrêter, d'environ vingt-cinq siècles de réflexions à ce sujet. Je voudrais ici retenir l'option d'un philosophe français qui vécut entre 1766 et 1824, à savoir Maine de Biran. Pour ce dernier, la volonté de l'individu s'exprime dans la résistance du non-moi au moi, c'est-à-dire dans l'effort. Plus encore, c'est durant l'effort que le moi prend conscience de lui-même, car il rencontre sur sa route quelque chose qui lui résiste : cette résistance n'est autre que le réel qui, parce qu'il est régi par l'implacable nécessité des lois de la nature, ne se plie pas docilement au projet de la volonté. En d'autres termes, le moi se révèle à lui-même dans l'activité car il se découvre comme cause efficiente, comme

principe agissant ; mais cette conscientisation de soi n'est possible qu'à l'aune de la rencontre d'une butée, de la confrontation avec une difficulté, de l'épreuve de la résistance. On doit se cogner contre le réel pour éprouver sa propre existence.

Que nous apprend la pensée philosophique de Maine de Biran sur le travail ? Où nous conduit-elle ? Aux éléments suivants : en tant qu'activité d'un moi, le travail est effort, c'est-à-dire tête-à-tête, et même casse-tête, avec la résistance du réel. C'est aussi vrai de l'ouvrier qui rencontre quotidiennement des problèmes techniques à résoudre que de l'employé de bureau qui se heurte au logiciel ou au système d'information qui refuse de se plier à sa volonté. Travailler, c'est faire l'épreuve du réel, et par là-même l'apprentissage du principe de réalité, qui énonce qu'on ne peut prendre ses désirs ou ses rêves pour la réalité. De ce point de vue, le travail est une activité humaine qui, au même titre que le sport ou l'art, se trouve à l'origine du sentiment de soi.

Mais il y a plus : dans le travail, nous cherchons à être efficaces, c'est-à-dire à atteindre des objectifs ; cela signifie que nous devons redoubler d'efforts, et donc de fatigue, pour surmonter les difficultés rencontrées. Ce qui est ainsi mis à l'épreuve est d'une part la persévérance, ou le refus de la fuite devant l'échec que l'on juge seulement provisoire, et d'autre part l'intelligence qui, sous la forme du calcul, de la ruse ou encore de la créativité, élabore les moyens de dépassement de la résistance. En d'autres termes, dans le travail, nous développons nos facultés, nous nous bonifions, car nous y sommes tous les jours mis au défi. C'est ainsi que naissent les fameuses « *ficelles du métier* ». Au sentiment de soi, inclus dans l'effort inhérent à l'activité, s'ajoute la fierté du travail accompli, la satisfaction d'y être parvenu et d'avoir élaboré une solution adéquate. Tout ce que je viens de dire donne les premières clefs pour comprendre ce qu'il faudrait entendre par un travail, non pas source de bien-être, mais, plus simplement peut-être, « *humanisant* » :

- Premièrement, tout individu recherche dans le travail l'occasion de se sentir exister ; or, force est de constater que l'ennui gagne les entreprises et, plus encore, l'administration. On connaît aujourd'hui ce phénomène sous le terme anglais de « *bore out* ». De même qu'un corps non stimulé s'empâte, de même un esprit non sollicité s'encroûte : l'ennui est le premier ennemi du travail humanisant.
- Deuxièmement, le travail est une mise à l'épreuve

de soi lors de laquelle chacun révèle ses compétences, son ingéniosité, son aptitude à composer de façon créative avec le réel. Cela signifie que la pensée managériale, aujourd'hui dominante, qui pense que les mêmes recettes peuvent s'appliquer dans tous les contextes, qui ne cesse de créer des processus et ne laisse pas de formaliser des tableaux de bord (*ceux des risques psychosociaux par exemple*), se révèle un véritable poison pour le développement de l'intelligence humaine au travail. La codification intégrale fait disparaître les marges de manœuvre au sein desquelles la liberté d'action, même minimale, s'enracinait.

- Troisièmement, le travail ne peut être accompli et apporter tous les bénéfices décrits ci-dessus qu'à la condition que les moyens idoines soient mis à disposition des personnes concernées. On peut accoucher des plus belles fiches de poste, des plus belles feuilles de route, des plus beaux livres blancs, ils resteront illusions et chimères sans une allocation de ressources matérielles et organisationnelles. La disjonction entre moyens et fins fait naître la frustration, c'est-à-dire le sentiment d'empêchement – si vous suivez mon raisonnement, empêchement de faire aussi bien qu'empêchement d'être –, ainsi que la rancœur envers la hiérarchie, qui conduit au désengagement.

J'ai pris le temps de décrire le travail, et j'ai pour l'instant laissé de côté, volontairement bien sûr, les deux autres notions en jeu dans l'intitulé de cette rencontre : la santé et le bien-être. Nous sommes à présent équipés pour les aborder. Et ici, une fois de plus, commençons par les évidences : l'expérience du bien-être, c'est-à-dire le sentiment général d'agrément et de satisfaction, est consubstantielle aux sociétés individualistes et hédonistes, les nôtres, pour lesquelles le plaisir semble être devenu l'un des critères majeurs en matière de décision : dans l'acte de consommation, dans l'acte d'adhésion à un groupe de personnes, dans la formation d'un couple, dans les choix d'orientation puis de carrière, etc.

Et si le plaisir est devenu une valeur cardinale des sociétés développées, c'est bien parce qu'il représente la positivité à l'état pur, un moment sans

“ *Au sentiment de soi, inclus dans l'effort inhérent à l'activité, s'ajoute la fierté du travail accompli, la satisfaction d'y être parvenu et d'avoir élaboré une solution adéquate.* ”

“Premièrement, tout individu recherche dans le travail l’occasion de se sentir exister...”

“Deuxièmement, le travail est une mise à l’épreuve de soi lors de laquelle chacun révèle ses compétences, son ingéniosité, son aptitude à composer de façon créative avec le réel.”

contrainte ni souffrance à travers lequel désir et réalité, plutôt que de s’entrechoquer comme dans le travail, convergent. Une perspective historique, qui prend pour guide non plus la photographie instantanée du temps contemporain mais la longue durée historique, met en évidence la lente évacuation de toutes les formes de négativité en Occident : Philippe Ariès montre que la mort a peu à peu quitté l’espace public, Georges Vigarello retrace le refoulement progressif de la saleté et la montée en puissance de l’hygiénisme, David Le Breton établit que la douleur ne fait plus partie de la conception postmoderne du corps, etc. Nous pourrions multiplier les exemples d’historiens et d’anthropologues dont les recherches mènent au même constat, à savoir l’élimination progressive de la négativité des sociétés modernes et industrielles. Je le formulerai ainsi : nous autres occidentaux avons rêvé de bâtir la Jérusalem céleste sur terre ; or la perfection ne supporte pas la finitude, la mort, la blessure, la douleur, la saleté, la folie, le dysfonctionnement, etc.

Il me semble que l’importance que le bien-être revêt aujourd’hui ne saurait se comprendre sans cet arrière-fond historique. Et cela me permet de décrypter son lien avec le travail de la façon suivante : le discours sur le bien-être au travail correspond à une utopie qui ne tient pas compte de la part de négativité inhérente au travail réel. L’amélioration des conditions de travail, les animations proposées (des conférences aux séances de yoga), la recherche d’une architecture intérieure design, le jardin zen et le potager, bref, toute la panoplie de la promotion du bien-être au travail qui culmine dans la récente mode des « Responsables bonheur » sont censés rendre le travail moins pénible, plus supportable voire même agréable.

Bien sûr, l’on ne saurait se plaindre de ces initiatives : qui donc pourrait souhaiter travailler dans un environnement dégradé ? Mais il convient tout de même de pointer toute la teneur utopique du discours

sur le bien-être : en premier lieu, il ne prend pas en compte la négativité inhérente à l’acte même du travail, il met en scène des univers propres, lisses, sans aspérités, maternants, réconfortants, ludiques, des sortes de cocon douillet où le salarié, devenu d’ailleurs un collaborateur, devrait se sentir en sécurité, peut-être même comme chez lui. La violence du réel et de sa résistance entêtée à nos projets et à nos actions se trouve totalement évacuée, comme si travailler était devenu facile et pouvait, voire devait, se faire en toute décontraction. Mais il est une seconde dimension utopique du discours sur le bien-être : c’est qu’il ne colle pas aux faits. Par exemple, de récents sondages nous apprennent que 90% des salariés français sont en cours de reconversion ou songent à se reconvertir ; que seuls 11% d’entre eux se disent impliqués dans leur organisation alors que, paradoxalement, en tout cas de prime abord, 75% se déclarent heureux dans leur travail. Ces derniers chiffres mettent la puce à l’oreille : peu satisfaits de leurs organisations, les Français aiment encore leur métier ; c’est pourquoi il conviendra de distinguer entre l’implication organisationnelle, qui tend à baisser significativement, et l’implication professionnelle, qui tend à résister à ce mouvement d’érosion.

Mais empruntons un dernier détour : le bien-être est à ce point devenu une norme culturelle qu’il fait partie de la canonique définition de la santé énoncée par l’Organisation Mondiale de la Santé dans le préambule de sa constitution : « La santé est un état de complet bien-être physique, mental et social et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d’infirmité ». Il est vrai que la santé, dans la médecine positiviste du XIX^{ème} siècle, se définissait comme « la vie dans le silence des organes » selon l’expression du Professeur René Leriche ; on pourrait en quelque sorte dire :



« pas de nouvelles, bonnes nouvelles » ; quand le corps se tait et ne se fait pas entendre, c'est qu'il se porte bien. À cette conception minimaliste de la santé, réduite à l'absence de maladie, l'OMS oppose une vision maximaliste : être sain, c'est disposer d'un corps et d'un esprit dont le bien-être est complet, et même jouir de relations sociales qui nous comblent.

Au vide du silence des organes succède le trop-plein du bien-être.

Car il faut bien dire que, selon cette définition de l'OMS, peu de personnes se trouvent en bonne santé. Même quand tout va bien, notre quotidien est tissé de petites douleurs, de petits bobos, de petits tracassés, de petites contrariétés, de petites tensions amicales ou relationnelles, tant et si bien que l'état complet de bien-être n'existe quasiment jamais, et certainement pas de façon durable. Pour ma part, j'adopterais la position plus nuancée et plus réaliste du philosophe Georges Canguilhem qui définit la pathologie non plus comme un écart à une norme, non plus comme une déviance, mais comme une autre manière d'être. Prenons un exemple : si je me casse le poignet ou la cheville et que je me retrouve amoindri par la pose d'un plâtre, alors j'invente de nouveaux gestes, je mets au point de nouveaux modes opératoires, j'adopte de nouveaux comportements, qui tous me permettent de continuer à agir. Allons même plus loin : mon corps, malgré toutes les séances de rééducation chez le kinésithérapeute, ne fonctionnera plus jamais comme avant le traumatisme : il devra faire avec la mémoire de la blessure, il devra compenser, et poser de nouvelles normes de fonctionnement. Et c'est précisément là où je voudrais en venir : le vivant ne suit pas une loi qui le surplombe, celle de la santé en l'occurrence, il est créateur de normes, toujours particulières, toujours singulières, toujours locales, car les corps diffèrent les uns des autres. Telle est la plasticité du vivant.

Il est alors temps de regagner le terrain du travail. Que serait un travail sain, et donc humanisant, si l'on envisage, avec Georges Canguilhem, la vie non plus comme soumise à des prescriptions extérieures mais comme activité normative ? Cela revient à poser la

« l'intérêt des personnes pour leur métier et du sens de leur travail qui proviennent, en synthèse, des trois éléments suivants : premièrement, le sentiment de soi dans l'effort ; ensuite, la stimulation engendrée par la résolution des problèmes rencontrés ; enfin, la participation active et effective à la définition des règles du métier »

question suivante : où devraient se créer les normes du travail, c'est-à-dire les façons jugées les plus pertinentes d'atteindre un objectif donné ?

Eh bien, dans l'activité même du travail, dans son épreuve. De même que le vivant pose ses propres normes dans le fait même de vivre, de même la personne engagée dans l'action crée ses propres normes au

cours de l'action. Ce n'est pas pour rien que c'est en marchant que l'on apprend à marcher, ou en forgeant que l'on devient forgeron.

Or, le travail, dans une société industrielle, n'est plus le travail d'une seule personne, comme cela pouvait être le cas durant la période médiévale, mais celui d'une pluralité d'acteurs : c'est donc un collectif qui est à l'origine de la norme. Autrement dit, il revient au groupe de pairs de formuler, pour un temps donné, les règles techniques et sociales, c'est-à-dire les modes opératoires et les dispositifs organisationnels, destinés à atteindre les objectifs fixés. Il s'agit d'une activité proprement délibérative, d'une négociation basée sur des arguments éprouvés par l'expérience, ce qui nous conduit à poser que les personnes étrangères à la technicité en question, au domaine de compétences concerné, ne sauraient aucunement participer à cette élaboration de normes sociotechniques. Elles n'en sont tout simplement pas légitimes.

Je conclurais alors sur ce point : la question de l'organisation du travail est généralement absente des discours sur la santé et le bien-être au travail : ces derniers ne font alors, au mieux, qu'effleurer le cœur de l'intérêt des personnes pour leur métier et du sens de leur travail qui proviennent, en synthèse, des trois éléments suivants : premièrement, le sentiment de soi dans l'effort ; ensuite, la stimulation engendrée par la résolution des problèmes rencontrés ; enfin, la participation active et effective à la définition des règles du métier. De ce point de vue, on peut dire que la question du bien-être apparaît comme l'arbre qui cache la forêt ; cela signifie que le désamour pour le travail, la souffrance et le mal-être éprouvés, proviennent moins des conditions de travail (expression que je prends ici en un sens très large) et même de la pénibilité des tâches que de l'organisation du travail

qui prend aujourd'hui la forme du management scientifique. Brièvement, et pour faire symétrie avec les trois points soulignés à l'instant :

- 1 - l'évaluation par les indicateurs ne prend en compte ni l'effort fourni, ni la perspicacité déployée dans l'action ; elle se contente d'enregistrer des résultats sous une forme quantitative, faisant ainsi abstraction de l'expérience concrète, charnelle et collective du travail ;
- 2 - la formalisation pointilleuse de l'activité, qui est le cœur de la démarche qualité ou encore du Lean Management, réduit de façon drastique les marges de manœuvre et les espaces de créativité ;
- 3 - les normes du métier sont de moins en moins définies par les techniciens, et de plus en plus prescrites par la technostucture (le service des ressources humaines) et la hiérarchie (le fameux « n+1 »). Elles apparaissent ainsi aux acteurs comme tombées du ciel.

Au fond, et en résumé, la question de la souffrance et du mal-être au travail ne devrait pas tant nous amener à une interrogation sur le bien-être ou sur la qualité de vie au travail, comme cela est désormais de coutume, qu'à la problématique bien plus cruciale de l'organisation contemporaine du travail.



Baptiste Rappin

Baptiste Rappin est Maître de Conférences à l'Université de Lorraine, plus précisément à l'Institut d'Administration des Entreprises de Metz. Il y dirige le Master Management des Ressources Humaines et Organisations. Il œuvre pour une pensée philosophique du management au sein de la Société Philosophique des Sciences de Gestion (SPSG), est rédacteur en chef adjoint de la Revue Internationale de

Psychosociologie et de Gestion des Comportements Organisationnels (RIPCO).

Spécialiste des questions managériales et de la cybernétique, il est l'auteur de plusieurs essais : « La rame à l'épaule : Essai sur la pensée cosmique de Jean-François Mattéi » (2016), « Heidegger et la question du management : Cybernétique, information et organisation à l'époque de la planétarisation » (2015), « Au fondement du management : Théologie de l'organisation, volume 1 » (2014), « Herméneutique et sciences de gestion » (2008).

Il dirige la collection Temps présents aux éditions Ovadia.

EN BREF

Le management fait des ravages dans l'Éducation nationale, comme à l'hôpital et ailleurs.

Il fut un temps où les patrons d'hôpitaux étaient médecins, et les proviseurs de lycée professeurs. Cette époque touche à sa fin, si tant est qu'elle ne soit pas déjà révolue.

Les patrons sont à présent des managers qui compriment les budgets et font baisser les coûts. Corrélativement à ces économies, il y a eu les suicides en entreprise, et il y a maintenant ceux de médecins à l'hôpital et de professeurs à l'école. Les victimes du management se comptent par milliers de personnes frappées d'épuisement professionnel, de burn-out, ou de dépressions profondes.

La prise de pouvoir du management dans les chaînes hiérarchiques est perverse : il avance masqué au nom du bien collectif, il isole ses victimes, dissout les solidarités de groupe, divise et règne sans pitié.

S'opposer à cette mécanique infernale est impossible seul : nous sommes convaincus chez Action & Démocratie qu'un des rôles majeurs des organisations syndicales est aujourd'hui de faire prendre conscience aux personnels de la gravité de la situation actuelle, et de donner à chacun des éléments d'analyse permettant de comprendre ce que sont les causes profondes de la souffrance au travail, de les identifier et de s'en protéger en se regroupant et en renforçant massivement le poids de sa représentation syndicale.

Une prise de conscience collective doit s'opérer : A&D l'espère et par ses prises de position et ses publications compte la favoriser pour aider les personnels de l'EN à saisir l'ampleur de l'insidieuse évolution de la nature des rapports hiérarchiques dans l'école française.



Hygiène et sécurité dans la fonction publique et dans le secteur privé : une grande disparité

© Jévenou

En matière d'hygiène et de sécurité dans la fonction publique, le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié ensuite par le décret n°2012-170 du 3 février 2012 précise que les règles sont celles définies aux livres I^{er} à V de la quatrième partie du Code du travail.

Les règles sont donc les mêmes, que l'on parle de la fonction publique ou des entreprises privées. Or nous constatons de grandes différences dans leur application : pourquoi ? Penchons-nous sur la question.

L'article L4121-1 du Code du travail est souvent cité comme la base de l'hygiène et de la sécurité sur le lieu de travail. On peut y lire « *L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs* ». Autrement dit, l'employeur a une obligation de résultat en matière de sécurité. Si un accident survient au travail : il en est responsable. Et ce, quel que soit l'accident, quelle qu'en soit la raison. Evidemment, la part de responsabilité sera plus ou moins grande en fonction de ce que l'employeur aura mis en place comme actions pour prévenir l'accident.

En cas d'accident grave dans le secteur privé, l'inspection du travail va mener une enquête pour déterminer les causes, éventuellement les responsables, et surtout veiller à ce que des actions de prévention soient mises en place pour éviter la récurrence. En cas d'accident mortel, ou qui aurait pu l'être, la police va s'en mêler. Le (la) chef(fe) d'entreprise ira en garde à vue pour s'expliquer. Pour avoir recueilli le témoignage de plusieurs d'entre eux, je peux vous confirmer que ce n'est pas une partie de plaisir : ils sont présumés coupables jusqu'à preuve du contraire.

Qu'en est-il alors de la fonction publique ? L'actualité récente nous a tristement appris le suicide de plusieurs agents de l'Éducation nationale – 58 durant l'année scolaire 2018-2019 – dont plusieurs sur le lieu de travail, et/ou ayant laissé une note explicite accusant les conditions de travail. Que s'est-il passé alors, en dehors de l'emballement médiatique ? Rien. Pourquoi cette différence ?

La raison est toute aussi simple qu'effrayante : si les livres I à V de la quatrième partie du code du travail s'appliquent à la fonction publique, ce n'est pas le cas des livres VI à VIII.

Dans ce cas précis, c'est le livre VII « Contrôle » qui fait défaut, en partie en tout cas. Si dans le secteur privé l'inspection du travail est chargée de contrôler la bonne application des lois, c'est le cas aussi dans la fonction

publique avec les inspecteurs santé et sécurité au travail. Tous deux peuvent effectuer des contrôles, vérifier la tenue des registres, assister aux réunions du CSE/CHSCT, proposer des mesures d'amélioration. Mais il reste une différence fondamentale : dans la fonction publique, tout le côté répressif et sanctions en cas d'anomalie constatée a disparu. Un inspecteur peut donc visiter un établissement scolaire, constater des manquements et n'émettre que des recommandations en repartant. Dans le secteur privé, c'est parfois le cas également. Sauf qu'on ajoutera les sanctions financières et pénales le cas échéant si les recommandations ne sont pas suivies dans le délai imposé. Et face à un industriel obtus qui ne se serait pas exécuté dans les temps, ou lors d'anomalies graves, l'inspecteur du travail enverra des mises en demeure, qui, si elles ne sont pas respectées, donneront lieu aux sanctions exprimées avec parfois des pénalités s'ajoutant pour chaque jour de retard dans l'application des mesures correctives attendues.

Et c'est ainsi que tout le reste s'effondre. Pourquoi consacrer du temps, des efforts, de l'argent public à la sécurité des agents de la fonction publique, puisque de toute façon il n'y aura aucune conséquence pour les responsables en cas de manquement ? Ne soyons pas dupes : si le secteur privé est plus avancé en termes d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail, c'est en très grande partie grâce à la peur des sanctions en cas de contrôle ou d'accident. Mais de fait, c'est un gouffre qui sépare le privé du public. Au fil des ans, des contrôles de l'inspection du travail, des nouveaux règlements imposés, la sécurité du secteur privé s'est grandement améliorée, là où la fonction publique a au mieux stagné, mais le plus souvent régressé.

Prenons un exemple qui concrétise ce gouffre : le Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels ou DUERP⁽¹⁾ n'est présent et actualisé que dans un établissement sur deux dans la fonction publique d'État, contre plus de 90% dans les établissements de plus de 50 salariés du secteur privé⁽²⁾. Ce document est pourtant la base de toute démarche de prévention. Il oblige en effet à lister de manière exhaustive tous les risques présents à un poste de travail et à évaluer leur importance, afin de pouvoir établir un plan d'actions

visant à les réduire. L'État ne devrait-il pas se montrer exemplaire dans la réalisation des règles qu'il impose ? Ce DUERP doit être mis à disposition de tout le personnel. Qui connaît seulement son existence ? Il devrait pourtant être « utilisé comme support de formation aux risques professionnels auxquels sont exposés les personnels de l'école », selon un guide méthodologique issu du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Ce guide recommande encore que pour son élaboration « tous les personnels de l'école doivent y être associés ». Si tel était le cas, il y a fort à parier que l'évaluation des risques réalisée ait été bien différente de celles qui existent actuellement. Les risques psychosociaux liés à l'évolution des métiers de l'enseignement (tâches administratives supplémentaires, importance accrue des outils informatiques, gestion des nouvelles technologies, etc.) auraient peut-être mieux été pris en considération. L'ergonomie des postes de travail aurait sans doute attiré

un peu plus l'attention. Qui n'a jamais connu cette salle trop petite où l'enseignant(e) se retrouve coincé(e) entre son bureau et le tableau dans son dos ? Les nuisances sonores auraient peut-être été abordées. Quel surveillant(e) d'épreuve du baccalauréat n'a pas connu une épreuve où le service d'entretien venait passer la tondeuse juste sous les fenêtres où les élèves tentaient de se concentrer ? Les sanitaires où plus d'un tiers des collégiens ne vont jamais

par manque d'hygiène et de sécurité⁽³⁾ auraient peut-être été mieux pris en compte.

Autre différence flagrante : les visites médicales. Si le nom diffère - on parle de médecin du travail dans le secteur privé, médecin de prévention pour la fonction publique - les modalités d'accès sont sensiblement les mêmes : une visite médicale au minimum tous les cinq ans. Cette fréquence peut être augmentée dans le secteur privé si le métier exercé comporte des risques particuliers. Gare au secteur privé si les visites ne sont pas effectuées en temps et en heure en cas de contrôle ! L'inspection du travail y veille. En cas d'accident, cela peut même être un facteur aggravant pour le (la) chef(fe) d'entreprise : comment pouvait-il (elle) oser faire travailler un salarié dont l'aptitude n'aurait pas été approuvée par la médecine du travail ?

“ Mais il reste une différence fondamentale : dans la fonction publique, tout le côté répressif et sanctions en cas d'anomalie constatée a disparu. Un inspecteur peut donc visiter un établissement scolaire, constater des manquements et n'émettre que des recommandations en repartant. ”

“ L’État ne devrait-il pas se montrer exemplaire dans la réalisation des règles qu’il impose ? Ce DUERP doit être mis à disposition de tout le personnel. Qui connaît seulement son existence ? ”

Dans la fonction publique, la réalité est tout autre. En dehors de la visite d’embauche, les suivis périodiques sont rarement réalisés. A titre d’exemple, en 2013 au sein de l’Éducation nationale, seuls 3,9% des agents ont bénéficié d’une visite médicale⁽⁴⁾. Dans le secteur privé comme dans la fonction publique, il y a carence en médecin du travail/de prévention. Mais dans la fonction publique, cette carence est autrement plus importante, ce qui rend les visites impossibles à effectuer pour une grande partie du personnel de la fonction publique. Et alors ? Sur ce sujet non plus, personne ne viendra sanctionner la fonction publique de ne pas appliquer ce que le gouvernement impose dans le secteur privé. Et le sujet ne date pas d’hier : en 2010, Jean-Marc Todeschini, alors sénateur de la Moselle, abordait officiellement ce point à l’attention du Ministre de l’Éducation nationale⁽⁵⁾. On lui répondit⁽⁶⁾ bien entendu que des médecins allaient être recrutés. Force est de constater qu’en dix ans la situation n’a pas évolué. La carence est toujours criante, et une nouvelle campagne nationale de recrutement de médecins a été initiée⁽⁷⁾. On peut s’interroger sur la volonté de l’État d’avancer sur le sujet. On ne peut pas indéfiniment se cacher derrière l’excuse consistant à dire que les recrutements sont ouverts, mais qu’aucun candidat ne répond à l’appel. Si en dix ans les postes n’ont pas trouvé preneur, c’est que le métier doit sacrément manquer d’attractivité. Et si l’État, en dix ans, n’a pas changé sa politique de recrutement, c’est qu’au final la question ne l’intéresse guère. Peut-on imaginer une entreprise privée se passer pendant dix ans d’un candidat dont elle aurait besoin ? Elle aurait depuis

“ Dans la fonction publique, la réalité est tout autre. En dehors de la visite d’embauche, les suivis périodiques sont rarement réalisés. À titre d’exemple, en 2013 au sein de l’Éducation nationale, seuls 3,9% des agents ont bénéficié d’une visite médicale. ”

bien longtemps rectifié l’annonce, modifié les critères d’embauches, les avantages, le salaire... elle ne serait en tout cas pas restée les bras croisés à ne rien faire, au risque de mettre en péril sa survie faute de compétences dont elle aurait besoin. Non seulement la fonction publique déroge une nouvelle fois aux règles imposées au secteur privé, mais en plus elle ne semble guère encline à changer quoi que ce soit à ce sujet.

Les sujets de disparités sont nombreux. On pourrait encore citer la formation continue en matière d’hygiène et de sécurité, qui existe bel et bien (incendie, terrorisme...) mais qui est ô combien incomplète. On pourrait aussi parler de tous les contrôles périodiques réglementaires (électricité, amiante...) qui ne sont soit pas réalisés selon la fréquence définie, soit trop rarement suivis d’actions quand des anomalies sont constatées, faute de budget. La logique voudrait que l’État soit irréprochable sur les exigences qu’il impose à tous. La réalité des faits montre assez tristement le contraire, et aucun signe ne laisse percevoir l’ébauche d’une amélioration en ce sens. Jusqu’à quand laissera-t-on les conditions de travail, tant organisationnelles que matérielles, se dégrader ? Combien faudra-t-il encore de drames pour que l’État s’empare enfin du sujet ?

Combien de temps pourrez-vous le supporter ?

Romain Aumercier
Consultant en Hygiène, Sécurité et Environnement

- (1) Article R4121-1 du code du travail.
- (2) Etude de la DARES parue en juin 2019 et basée sur des données de 2016.
- (3) Enquête de l’Observatoire national de la sécurité et de l’accessibilité des établissements d’enseignement.
- (4) Extrait d’une question publiée dans le JO Sénat du 15/10/2015 page 2411.
- (5) Question publiée dans le JO Sénat du 05/08/2010 - page 2008.
- (6) Réponse publiée dans le JO Sénat du 25/11/2010 - page 3111.
- (7) www.Education.gouv.fr/le-medecin-du-travail-l-Education-nationale-4943



Romain Aumercier

raumercier@gmail.com

Céramiste industriel de formation, Romain s’est orienté vers les métiers de l’HSE (Hygiène, Sécurité, Environnement) par conviction, en constatant les conditions de travail faites aux salariés de certaines entreprises.

Ayant forgé ses armes au sein de plusieurs grands groupes multinationaux, il œuvre à présent à aider les TPE/PME à se conformer à la réglementation, en vue d’offrir le meilleur cadre de travail possible à leurs salariés.





LP, SEGPA, EREA... il est temps de reprendre la parole !

**Diminution des statuts ZEP,
BAC PRO 3 ans, « Chef d'œuvre »,
« Co-intervention » et toutes ces
autres inventions technocratiques et
managériales : « L'école de la confiance »,
la pseudo « excellence »...**

**C'EST ASSEZ DE BLA-BLA-BLAS
MINISTÉRIELS !**

**C'est assez des coupes budgétaires
déguisées en révolutions pédagogiques !**

**Assez aussi de postures syndicales
incohérentes et provocatrices à
l'occasion des élections !**

**L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL
PUBLIC C'EST DU SÉRIEUX !**

**Action & Démocratie le défend avec des
propositions réalistes et concrètes.**

Depuis 2017 le ministère du travail sape consciencieusement l'enseignement professionnel sous statut scolaire avec la complicité du ministère de la désinstruction !

On ne voit plus que restrictions budgétaires tous azimuts (budgets de fonctionnement, heures d'enseignement, taxes professionnelles, postes non-renouvelés...) avec pour conséquence une précarisation insupportable des emplois contractuels !

Enseignants PLP, il vous faut désormais vous tourner vers un syndicat responsable comme Action & Démocratie pour contrecarrer les coups qui pleuvent actuellement sur chaque établissement d'enseignement professionnel public !

Enseignants PLP, nous exigeons :

- **Le retrait de la « réforme » Blanquer de la voie professionnelle mise en œuvre** avec la complicité de nombreux syndicats. Cette « réforme » supprime à court terme près de 10 000 postes de PLP dans toutes les disciplines. Elle est nuisible à la réussite de nos élèves en retardant la professionnalisation d'un an et en amputant à nouveau

25% du temps de formation, comme lors de la « réforme » du bac-pro 3 ans : **les économies succèdent aux économies au détriment de la formation des élèves.**

- **La suppression du ridicule « chef d'œuvre » pour se recentrer** l'enseignement sur ce qui est essentiel à l'apprentissage des savoirs et savoir-faire.

- **Action & Démocratie réclame le retour à un BAC PRO en quatre ans**, seule mesure permettant de refaire du lycée professionnel une voie d'excellence reconnue !

- **La remise en cause des « familles de métiers »**. Après la perte d'une année d'étude avec le BAC PRO 3, une deuxième année est sacrifiée. **Nous constatons sur le terrain une démotivation** due à la multiplicité des spécialités abordées, **un retard** dans le processus d'orientation, **des choix** de spécialité contraints par les structures disponibles en première engendrant la déception des élèves et **le déficit** de professionnalisation des diplômés. **Tout cela représente à nouveau la perte** d'une année de formation, mais c'est aussi la cause du déplacement d'élèves d'un établissement à l'autre **pour la tenue des tests** dans les diverses spécialités au sein d'une même famille de métiers. **Cela entraîne des difficultés évidentes pour tous les enseignants et personnels d'éducation qui veulent encore** effectuer un suivi pédagogique sérieux. Le Lycée Professionnel ne doit pas perdre sa vocation : offrir aux élèves la possibilité d'apprendre un métier qu'ils auront choisi. Le Lycée Professionnel ne doit pas se transformer en prestataire de services pour les entreprises, ce qui est le rôle de l'apprentissage, autre voie d'accès aux métiers.

- **La remise en cause de la « Co-intervention »** : les enseignements généraux et ceux de pratiques professionnelles doivent répondre aux exigences d'un référentiel adapté. Les enseignants doivent disposer d'un temps de concertation de façon ponctuelle, **organisé de**

“ C'est assez de bla-bla-blas ministériels ! C'est assez des coupes budgétaires déguisées en révolutions pédagogiques ! Assez aussi de postures syndicales incohérentes et provocatrices à l'occasion des élections ! L'enseignement professionnel public c'est du sérieux ! ”

milieu scolaire, **la hiérarchie a le devoir de nous soutenir sans faillir**, quitte à « faire des vagues » : **il faut le lui rappeler !** Le laxisme face aux « incivilités » ne profite à personne, **et surtout pas aux élèves.**

- **La garantie de notre liberté pédagogique** : nous ne sommes pas de simples exécutants et ne le serons jamais : **notre refus est ici catégorique !**

- **Une juste rémunération**. Les enseignants doivent être correctement rémunérés, conformément au niveau d'études ou d'expérience professionnelle exigés. Le PPCR, dont la mise en œuvre n'a pas été respectée par l'État, introduit davantage d'inégalités de traitement entre les enseignants. Nous n'accepterons jamais la rémunération « au mérite » qui n'est rien d'autre qu'une prime à l'obéissance.

Pour donner à nos élèves de LP, SEGPA, EREA une véritable formation, nous revendiquons :

- **L'abandon du CCF, allongement d'une année d'études en BAC PRO** (redoublement en 2^{de}) **et création de BTS**. Le CCF est contre-productif, injuste, chronophage. Il délivre des diplômes locaux que les entreprises ne reconnaissent plus.

- **Du temps pour enseigner nos matières fondamentales. STOP** : halte aux réunions stériles et non réglementaires, aux projets et aux missions supplémentaires aussi inutiles que chronophages !

“ La crise du covid-19 l'a prouvé : l'Éducation nationale ne tient finalement debout que grâce au dévouement et à l'implication de ses agents, de ceux qui sont entrés dans cette profession par goût, pour transmettre des connaissances et des savoir-faire avec pour noble but de solidement préparer à un avenir meilleur les générations qui nous sont confiées et qui sont notre futur ! ”

- **Le maintien d'un enseignement général consistant** (français, histoire-géographie, mathématiques, sciences-physiques, langues, arts appliqués) : un élève de la voie pro n'a pas vocation à n'être qu'un simple exécutant réduit au seul statut de producteur-consommateur. Il s'agit de donner les bases nécessaires à une réalisation personnelle autant qu'un niveau permettant une poursuite d'études.

- **La reconnaissance des enseignements de pratique professionnelle** qui allient une expérience professionnelle du métier et une connaissance technologique de haut niveau transmises aux élèves grâce à une maîtrise pédagogique spécifique : le geste professionnel allié à la connaissance technologique est au cœur du métier.

- **Des classes plafonnées à 25 élèves en enseignement général et des groupes d'ateliers tenant compte des contraintes de sécurité adaptées aux métiers.** Nous sommes fermement opposés aux classes qui regroupent deux ou trois publics différents (scolaire, apprentissage, GRETA, formation continue) ! Nous exigeons des sections uniques par métiers sous statut scolaire en lieu et place des classes fourre-tout qui sont actuellement à la mode dans les cabinets ministériels et rectoraux **pour des raisons évidentes d'économies budgétaires.**

Action & Démocratie porte la voix des PLP de terrain, autant celle des collègues d'enseignement général et d'arts appliqués que celle des collègues d'enseignement professionnel.

La crise du covid-19 l'a prouvé : l'éducation nationale ne tient finalement debout que grâce au dévouement et à l'implication de ses agents, de ceux qui sont entrés dans cette profession par goût, pour transmettre des connaissances et des savoir-faire avec pour noble but de solidement préparer à un avenir meilleur les générations qui nous sont confiées et qui sont notre futur !

Avec Action & Démocratie il est temps d'affirmer nos convictions !



Michel Paillard

Maîtrise d'histoire contemporaine,
Professeur à Béthune, référent national PLP,
délégué régional Action et Démocratie depuis 2010

EN BREF

Des prépas menacées

Des prépas menacées, une fois encore ?

Élitistes, dispendieuses : c'est toujours le même refrain.

Des proviseurs de grands lycées de province avec prépas semblent missionnés pour y mettre bon ordre : déstabiliser les équipes, supprimer des heures le jour de la rentrée, sans préavis ni concertation – dans le parfait mépris du travail réalisé pendant l'été par les collègues concernés – et annoncer des transformations encore indéterminées pour la rentrée 2021.

Les DHG du secondaire étant à peine suffisantes pour faire marcher les établissements, il est urgent d'aller prendre aux riches pour donner aux pauvres. Si c'est au nom de la sainte égalité, qui s'y opposera ?

Supprimer des spécialités et des classes peut-être ? C'est le cas au lycée La Pérouse-Kérichen de Brest dont l'une des deux hypokhâgnes doit disparaître à la rentrée 2021 pour financer l'ouverture d'une MP21 à Rennes : l'évolution de la carte des CPGE doit bien entendu se faire « à coût

constant ». Après l'hypokhâgne, la suppression d'une des deux khâgnes suivra, tout naturellement.

Élitistes ? Les prépas de province, dites de proximité, recrutent dans toutes les classes sociales, et particulièrement des étudiants que leurs parents n'ont pas les moyens d'envoyer au loin.

Études exigeantes, publiques et gratuites, qui recrutent sur critères scolaires sans négliger les critères sociaux, elles sont l'honneur de la République en ce qu'elles assurent une promotion au mérite et à l'effort.

Dispendieuses ? Les étudiants de prépas sont bien formés et savent travailler. Les recruteurs ne s'y trompent pas. En outre, et particulièrement dans le domaine littéraire, la prépa est le vivier des futurs professeurs. Voudrait-on le tarir, et déléguer à des officines privées payantes ce que l'État ne veut plus assumer ?

Le ministère Blanquer semble bien décidé à casser ce qui fonctionne encore dans l'enseignement public.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Dans l'Éducation, il existe au moins 4 types d'aides sociales :

• **les prestations interministérielles**

Les Chèques Vacances qui permettent de gagner de l'argent en économisant pour les vacances – Le CESU garde d'enfants 0-6 ans – L'Aide à l'Installation des Personnels (AIP) sur les 2 premières années d'enseignement en M2 et T1 et qui s'adresse aux personnels emménageant dans une location – La subvention repas – L'Aide au Maintien à Domicile – les aides à l'égard des enfants handicapés – les aides pour centre de vacances avec ou sans hébergement, les séjours en Villages de vacances, les séjours linguistiques – Les allocation aux parents en maison de repos avec leur enfant,...

Renseignements sur www.fonction-publique.gouv.fr/action-sociale-interministerielle

• **Les actions sociales d'initiative régionales (S.R.I.A.S.)**

Il est important d'aller consulter régulièrement les aides possibles sur le site internet de sa Section Régionale Interministérielle d'Action Sociale (réservation de places en Crèches, tarifs spéciaux sur les Vacances, Loisirs, Sports et Culture... Logements temporaires pour situations d'urgence mutation, séparation...)

www.fonction-publique.gouv.fr/sections-regionales-interministerielles-daction-sociale-srias

• **Les actions sociales d'initiative académique (A.S.I.A.)**

aides diverses aux parents d'étudiants, aide au périscolaire... Consulter les possibilités sur les sites internet du Rectorat et de la DSDEN-inspection académique.

• **Les prêts et secours**

attribués au niveau départemental (déposer un dossier auprès de l'assistante sociale des personnels pour passage en commission auprès de la DSDEN-inspection académique).

• **Les prêts pour l'amélioration de l'habitat**
(renseignements en CAF)

Qui peut bénéficier de l'action sociale ?

- Les personnels stagiaires et titulaires en activité rémunérés sur le budget État.
- Les auxiliaires et contractuels liés à l'État par un contrat de droit public conclu pour une durée initiale égale ou supérieure à 6 mois.
- Les Assistants d'Éducation, AED, contractuels d'établissement (EPL) bénéficient notamment des Chèques-Vacances (seule prestation interministérielle qui leur est accessible).
- Les retraités de l'enseignement public et les ayants droit (veufs, veuves, tuteurs d'orphelins d'un agent EN).

La plupart des aides sociales sont soumises à un plafond de ressources ou modulées par tranches sur la base du Quotient Familial (QF).

Pour calculer le quotient familial : $QF = RFR$ (Revenu Fiscal de Référence de l'année N-2 ; avis d'imposition 2020 sur les revenus de 2019) divisé par le nombre de parts fiscales N-2.

Depuis 1983, l'État doit proposer à ses agents une Action Sociale. Mais l'information sur ces aides est rare, l'agent doit en faire la demande et les crédits sont limités... Vous comprendrez alors pourquoi Action & Démocratie intervient aussi dans ce domaine !

Contactez votre représentant Action & Démocratie.

Michel PAILLARD,
militant Action & Démocratie, délégué CFE-CGC depuis 2015
Comité Interministériel d'Action Sociale (CIAS)

EN BREF

Les « projets » nous ont *tuer

Apprendre que le budget du CDI de son établissement a été amputé d'un tiers est une douleur pour un professeur documentaliste ou pour un professeur de Lettres.

Apprendre pourquoi est une douleur plus grande encore : le documentaliste parti en retraite l'année passée « ne faisait pas assez de projets ». Le « projet » est devenu la pierre de touche à l'aune de laquelle on mesure la qualité et l'utilité d'un professeur et la « pédagogie de projets » est plébiscitée.

Plus qu'un scandale, c'est un concentré de bêtise crasse : le budget d'un CDI n'a pas pour vocation principale de financer des « projets » mais d'acheter des livres pour enrichir un fonds.

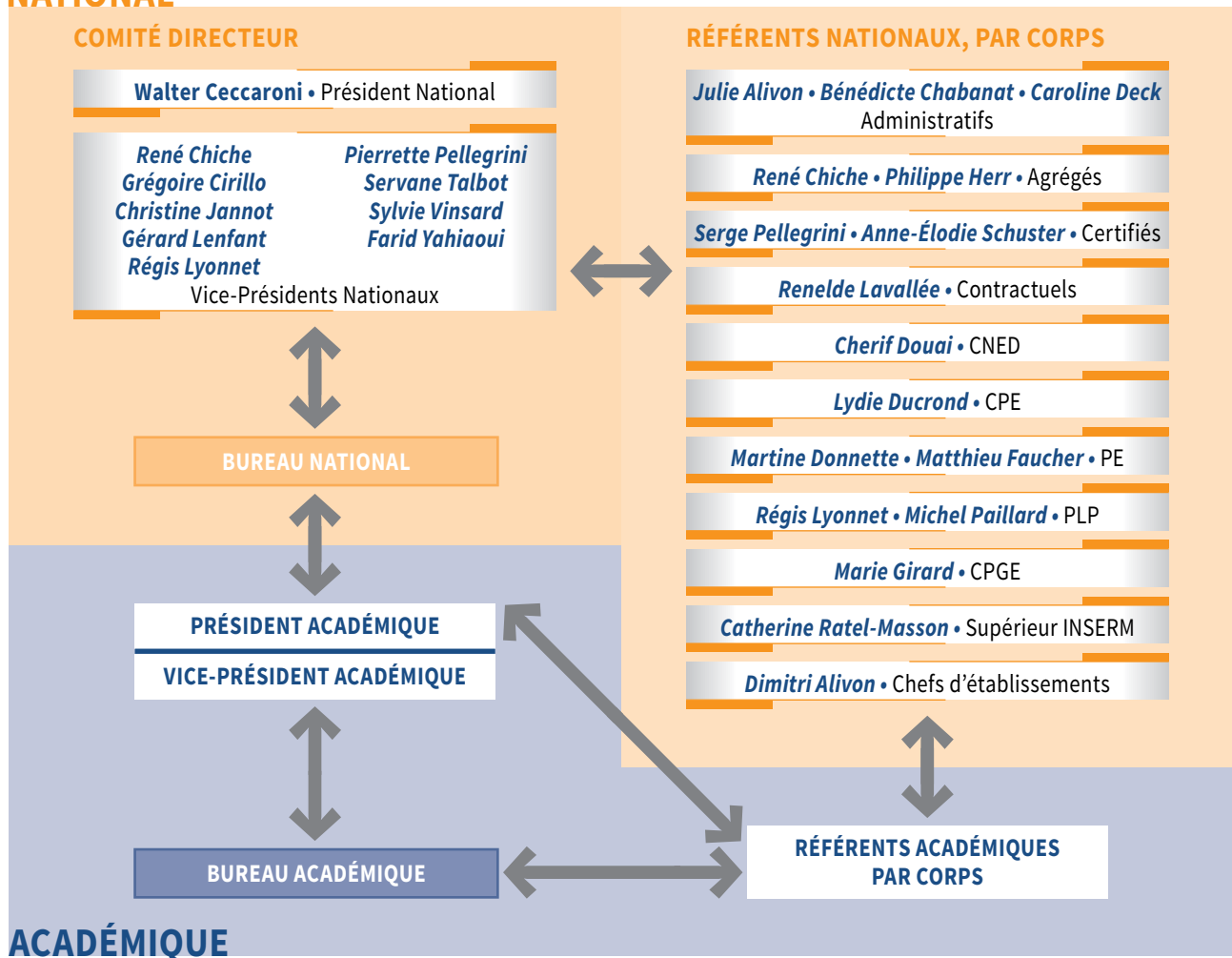
Malheureusement, le « projet » est la seule façon de se faire remarquer et d'avoir quelque succès au sein d'un établissement : faites des projets, vous ferez reluire la « vitrine de l'établissement », vous participerez à son « rayonnement » ; n'en faites pas, contentez-vous modestement d'enseigner, d'instruire vos élèves, vous serez un moins que rien, vos budgets seront rognés et l'on vous refusera l'avis « excellent ».

Certains n'ont plus que ce mot à la bouche : ils projettent beaucoup, mais quand enseignent-ils ?

Peu importe, ils rayonnent.

Action & Démocratie : l'organisation nationale

NATIONAL



Action & Démocratie : l'organigramme dans le détail

Secrétariat National

PRÉSIDENT NATIONAL

Ceccaroni Walter Membre du bureau fédéral des fonctions publiques CFE/CGC

VICE-PRÉSIDENTS NATIONAUX

Chiche René

Référent National du corps des Agrégés
Siège au Conseil supérieur de l'Éducation – Porte-parole

Cirillo Grégoire

Vice-Président de l'Académie de Nice – Comité d'éthique A&D

Jannot Christine

Présidente de l'Académie de la Réunion

Lenfant Gérard

Président de l'Académie de Montpellier
Siège au Conseil supérieur de la Fonction publique de l'État,
Conseil de recours disciplinaire

Lyonnet Régis

Référent National du corps des PLP – Président de l'Académie d'Amiens
Comité d'éthique A&D

Pellegrini Pierrette

Présidente de l'Académie de Nice

Talbot Servane

Présidente de l'Académie de Rennes

Vinsard Sylvie

Référente Nationale du corps des PLP – Présidente de l'Académie de Lille
en charge des mutations inter académiques

Yahiaoui Farid

Trésorier National – en charge des mutations inter académiques

Attachée à la Présidence du secrétariat National

Bernasconi Anne Académie de Strasbourg

Action & Démocratie : l'organisation nationale

Bureau National

Composé d'une part, du Secrétariat National (Président + 9 vice-Présidents) et des 43 membres ci-dessous :

Alivon Dimitri	Référent National Personnel de Direction	Lanoy Stéphane	Président Académie de Limoges
Alivon Julie	Référente Nationale Administratifs	Lavalle Renelde	Référent National Contractuels
Azerhad Annick	Présidente Académie de Paris	Laville Henri	Président Académie de Caen et Rouen
Bainier Edwige	Co-Présidente Académie de Besançon	Lujan-Taddei Jean-Michel	Co-Président Académie de Corse
Bouvier Laurent	Président Académie de Reims	Minchella Pasquale	Responsable site et OSTIC Nationaux siège au Conseil supérieur de la Fonction publique d'État, formation professionnelle
Cabrolier Julien	Vice-Président Académie de Toulouse	Muller Anne-Catherine	Co-Présidente Académie de Besançon
Chabanat Bénédicte	Référente Nationale Administratifs	Paillard Michel	Président de Commission au CIAS, Comité Interministériel Vice-Président Académie de Lille
Charasse Romuald	Président Académie de Guyane	Pellegrini Serge	Référent National Certifiés
Deck Caroline	Référente Nationale Administratifs	Ragni David	Président Académie de Strasbourg
Dejean Nicolas	Référent National EPS	Rauwel Fatima	Présidente Académie de Corse
De Pins Cyril	Président Académie de Lyon	Ratel-Masson Catherine ...	Référente Nationale INSERM (supérieur)
Desmaret Laurent	Président Académie de Guadeloupe	Robert Marie Sylvie	Référente Nationale EPS
Desomer Christophe	Président Académie de Clermont-Ferrand	Rossello Serge	Vice-Président Académie de Strasbourg
Dolle Christophe	Co-Président Académie de Dijon	Sanroma Bernard	Président Académie de Bordeaux
Donnette Martine	Référente Nationale PE	Schuster Anne-Élodie	Référente National Certifiés
Douais Cherif	Référent National CNED	Sellier Pascal	Vice-Président Académie d'Amiens
Ducrond Lydie	Référente Nationale CPE	Sounfountera Amadou	Président Académie de Mayotte
Faucher Matthieu	Référent National PE Président Académie Orléans-Tours	Van Den Berghe Michel	Président Académie de Toulouse
Fehoko Nicole	Co-Présidente Académie de La Réunion	Yasser Khalid	Co-Président Académie de Nancy-Metz
Feuillet Wissam	Co-Président Académie de Dijon		
Girard Marie	Référente Nationale CPGE		
Herr Philippe	Référent National Agrégés		
Iffly Virginie	Présidente Académie de Nancy-Metz		
Jeandel Marc	Président Académie Nouvelle-Calédonie		





BULLETIN D'ADHÉSION - RÉADHÉSION au Syndicat National Action & Démocratie 2020/2021 (du 1^{er} septembre au 31 août)

à imprimer et à retourner avec la cotisation à

Action & Démocratie CFE-CGC - Service adhésion
9 rue de la Charente • 68270 WITTENHEIM

Contacts

Téléphone secrétariat :

09 50 88 61 54 • 07 71 78 84 52

Téléphone Président : 06 81 89 55 55

Mail :

adnational@actionetdemocratie.net

Site web :

www.actionetdemocratie.com

Déjà adhérent 2019/2020 Syndicalisation nouvelle

Madame Monsieur

Nom Prénom Date de naissance

Adresse

Code postal Ville

Téléphone Mail de contact

Académie de

Situation PLP Certifié P.EPS Agrégé PE CPE Contractuel
 Autres

Discipline Échelon Depuis le

Classe normale Hors classe Classe exceptionnelle

Temps Plein Temps Partiel heures Autre

Établissement Ville

Date

Signature

Pourquoi se syndiquer à Action & Démocratie ?

- Parce que nous sommes des cadres et devons être représentés et défendus en tant que tels ;
- Parce que nous sommes un syndicat autonome et indépendant ;
- Parce que vous pouvez compter sur une équipe soudée autour du Secrétariat et du Bureau National pour défendre vos intérêts ;
- Parce que nous avons fait nos preuves, tant en matière de compétence syndicale que dans nos interventions ;
- Parce que A&D est un syndicat de proximité qui privilégie l'accompagnement de votre carrière.

ACTION & DÉMOCRATIE CFE-CGC - Rassemblement des Syndicats de l'Éducation et des Services Publics

- Représenté au Conseil Supérieur de l'Éducation
- Représenté au Conseil Commun de la Fonction Publique (CCFP)
- Représenté au Conseil Supérieur de la Fonction Publique d'État (CSFP) (recours disciplinaire sur les réformes)
- Représenté au Comité Interministériel d'Action Sociale (CIAS)

A&D SYNDICAT NATIONAL

ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL
PREMIER DEGRÉ – SECOND DEGRÉ – ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET
RECHERCHE MÉDICALE - CNED – CANOPE

Comment régler votre cotisation ?

- **Par chèque à l'ordre d'Action & Démocratie ;** chèque unique ou 3 chèques au tarif ci-contre, prélevés mensuellement ;
- **Par prélèvement automatique, en 1 ou 3 fois** (réduction de 10% de votre cotisation) ; téléchargez le formulaire de prélèvement automatique sur www.actionetdemocratie.com

Pour une pré-syndicalisation avant le 30 septembre de l'année en cours, réduction de 10% sur le tarif ci-contre. Non cumulable avec la réduction de 10% du Prélèvement automatique.

PLP, Certifié, Agrégé, PE, CPE, Classe normale			PLP, Certifié, Agrégé, PE, CPE, Hors classe			PLP, Certifié, Agrégé, PE, CPE, Classe exceptionnelle		
Échelon	Montant (€)	Coût après déduction fiscale (€)	Échelon	Montant (€)	Coût après déduction fiscale (€)	Échelon	Montant (€)	Coût après déduction fiscale (€)
1	88	30	1	168	57	1	196	65
2	118	40	2	180	61	2/ HeA1	206	69
3	123	41	3	192	65	3/ HeA2	217	72
4	130	44	4 / HeA1	201	67	4/ HeA2	233	78
5	135	45	5/ HeA2	213	71	5/ HeB1	250	83
6	143	48	6/ HeA3	224	74	6/ HeB2	260	87
7	150	51	Contractuels	64	21	7/ HeB3	273	91
8	158	53	GIP Titulaires	143	48	Temps partiel	Cotisation au prorata (ex : 15/18 de la cotisation de l'échelon)	
9	168	57	Retraités	85	29			
10	180	61	Stagiaires et MA	88	30	Mi-temps ; Mi-temps thérapeutique, Congé de formation, Longue maladie	Demi-cotisation de l'échelon	
11	192	65	GIP Titulaires	143	48			
			AVS, AED, AESH	30	10			
			Sans solde	20	6			

**Pour reconstruire le syndicalisme,
Action & Démocratie fait Le Pari de l'intelligence**

88 pages d'analyses et de réflexions, de témoignages et d'informations sur des sujets qui nous concernent tous.

La revue d'Action & Démocratie est disponible en version téléchargeable sur www.actionetdemocratie.com ainsi qu'en version papier dans toutes les bonnes... salles de profs !



Le PARI de l'intelligence

Numéro 1
12/2018

Revue d'analyse et d'information du syndicat Action & Démocratie

**RECONSTRUIRE
LE SYNDICALISME**
pour reconstruire l'école

**L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE
DANS L'ÉDUCATION**
vers l'obsolescence
des professeurs ?

**LA MISE AU PAS GESTIONNAIRE
DE L'ENSEIGNANT**

Malicornay, suite...
**L'ENSEIGNEMENT DU
FAIT RELIGIEUX**

**LE HARCÈLEMENT
MORAL AU TRAVAIL
SUJET TABOU
DANS L'ÉDUCATION
NATIONALE**

**+ DOSSIER SPÉCIAL ÉLECTIONS
PROFESSIONNELLES 2018**



9 782363 924346
ISBN 978-2-36392-434-6 14,00 €

A tous ceux dont le travail quotidien maintient l'école debout, contre les efforts de ceux qui veulent la mettre à genoux, Action & Démocratie offre l'alternative d'un syndicat différent, pour faire renaître l'espoir.

